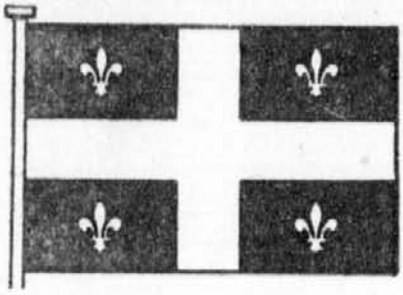

(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 JANVIER 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JANUARY 22nd, 1949

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Acme Holding Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1948, constituant en corporation: Bob Friedman, marchand, de la cité de Montréal, Ralph Brotman, marchand, et Jessie Lecker, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Placer, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, bâtisses ou autres propriétés immobilières et droits réels, sous le nom de "Acme Holding Corporation", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20), sauf les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes qui, ayant été

Letters Patent

Acme Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1948, incorporating: Bob Friedman, merchant, of the City of Montreal, Ralph Brotman, merchant, and Jessie Lecker, spinster, both of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange or otherwise dispose of, lands, buildings or other immoveable property and real rights, under the name of "Acme Holding Corporation", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each, and 200 preferred shares of $100 each.

The number of its shareholders shall be limited to (20), not including persons who are in the employment of the company and persons, who-

autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient actionnaires de la compagnie pendant la durée de cet emploi et ont continué de l'être après la durée de cet emploi, deux ou plusieurs personnes détenant une ou plusieurs actions conjointement étant considérées comme un simple actionnaire.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Acme Meat Market Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation: Bob Friedman, marchand, Rose Lecker, épouse séparée de biens de Bob Friedman et dûment autorisée par lui, tous deux de la cité de Montréal, et Jessie Lecker, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter le commerce de Acme Meat Market comme une industrie en exploitation;

Exercer le commerce comme détaillants, marchands en gros et négociants d'aliments, produits alimentaires, viandes, épiceries, provisions et produits connexes, sous le nom de "Acme Meat Market Inc.", avec un capital de $75,000 divisé en 350 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20), sauf les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie étaient actionnaires de la compagnie pendant la durée de leur emploi et ont continué de l'être après la durée de cet emploi.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Atlantic Salmon Association

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Charles William Leslie, Bernard de L. Bourgeois conseil en loi du Roi, et Daniel O'Connell Doheny, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir une meilleure protection, contrôler et voir à la conservation du saumon de l'Atlantique et approfondir l'instruction et les connaissances des individus, pêcheurs, sportsmen et corporations intéressés, de manière à assurer la survivance et à prévenir la destruction, la pêche irraisonnée et ainsi prévenir l'extinction possible éventuelle du saumon de l'Atlantique, sous le nom de "Atlantic Salmon Association".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

having been formerly in the employment of the company, were, while in that employment and have continued after the termination of that employment to be shareholders of the company, two or more persons holding one or more shares jointly being counted as a single shareholder;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Acme Meat Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1948, incorporating: Bob Friedman, merchant, Rose Lecker, wife separate as to property from Bob Friedman, and duly authorized by him, both of the City of Montreal, and Jessie Lecker, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase the business of Acme Meat Market as a going concern;

To carry on the business of retailers, wholesalers and jobbers in food, food products, meats, groceries, provisions and allied products, under the name of "Acme Meat Market Inc.", with a capital stock of $75,000 divided into 350 common shares of a par value of $100 each, and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20), not including persons who are in the employment of the company and persons, who having been formerly in the employment of the company were, while in that employment of the company, and have continued after the termination of that employment, to be shareholders of the company.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Atlantic Salmon Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating without share capital: Charles William Leslie, Bernard de L. Bourgeois, King's Counsel, and Daniel O'Connell Doheny, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide for the better protection, control and conservation of Atlantic salmon and to further the education and knowledge of those individuals, fishermen, sportsmen and corporations concerned in order to ensure the survival and to prevent the destruction, uncontrolled depletion and possible ultimate extinction of Atlantic salmon, under the name of "Atlantic Salmon Association".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Aurora Explorations Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation: Herbert William Jackson, comptable, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, Ernest William Mockridge, gérant de bureau, John Lawrence McCrory et Cecil Bruce Cooke, secrétaires, tous des cité et district judiciaire deMontréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé quelconque, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Aurora Explorations Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canadian Cap & Hat Mgf. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman et Julius Briskin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de casquettes et chapeaux pour hommes et enfants, sous le nom de "Canadian Cap & Hat Mfg. Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Crystal Costume Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt décembre 1948, cons-

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Aurora Explorations Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating: Herbert William Jackson, accountant, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Ernest William Mockridge, office manager, John Lawrence McCrory, and Cecil Bruce Cooke, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Aurora Explorations Limited" (No personal liability), with a capital stock of $40,000 divided into 4,000 shares of $10 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canadian Cap & Hat Mgf. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1948, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman and Julius Briskin, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal with and in men's and children's caps and hats, under the name of "Canadian Cap & Hat Mfg. Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 150 common shares of a par value of $100 each, and 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Crystal Costume Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1948, incorpora ting: Max Crestohl,

tituant en corporation: Max Crestohl, avocat, Riva Bernice Shatsky, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Olyve Harrison, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Crystal Costume Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

advocate, Riva Bernice Shatsky, secretary, spinster, of the City of Outremont, and Olyve Harrison, secretary, spinster, of the city of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel for men, women and children, under the name of "Crystal Costume Limited". with a capital stock of $40,000 divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of December, 1948.

L. DÉSILETS.
Deputy Attorney General.

Do-So Iron & Metal Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation: Hyman Baker, avocat, Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, Sol Weber, Moses Feigenbaum, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fer, acier, bronze, cuivre et tous autres métaux dans tous leurs stages du minerai au produit fini et de tous produits ou choses produites ou manufacturées en totalité ou en partie du métal ou des produits d'icelui, soit neufs ou usagés, sous le nom de "Do-So Iron & Metal Company Ltd.", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Do-So Iron & Metal Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating: Hyman Baker, advocate, Ben Bernstein, King's Counsel, Sol Weber, Moses Feigenbaum, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in iron, steel, brass, copper and all other metals in all their stages from ore to the finished product and all products or things produced or manufactured in whole or in part from metal or the products thereof, whether new or used, under the name of "Do-So Iron & Metal Company Ltd.", with a capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Cehmicals, Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept décembre 1948, constituant en corporation: Clarence Rosenhek, avocat, Irving Levi, chimiste et Georgia M. Smith, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles, effets et marchandises chimiques de toutes sortes, sous le nom de "Eastern Chemicals, Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Cehmicals, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1948, incorporating: Clarence Rosenhek, advocate, Irving Levi, chemist, and Georgia M. Smith, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemical goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Eastern Chemicals, Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of the par value of $100 each.

The number of shareholders to be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Empexport Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize décembre 1948, constituant en corporation: Abraham J. Rosenstein,

Empexport Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1948, incorporating: Abraham J. Rosenstein, Nathaniel L. Rappaport and Eric

Nathaniel L. Rappaport et Eric H. Feigelson, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exporter, importer et faire le commerce de produits textiles, appareils électriques et radiophoniques pour la maison, sous le nom de "Empexport Company", avec un capital de $20,000 divisé en 100 actions privilégiées et en 100 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fraternité Notre-Dame des Anges

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt décembre 1948, constituant en corporation sans capital actions: Betty Van Der Poorten, Gabrielle Lahaie, secrétaires, filles majeures, et Dame A. Filion, veuve, secrétaire, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et soutenir les Oeuvres Franciscaines de quelque nature que ce soit, sous le nom de "Fraternité Notre-Dame des Anges".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la compagnie sera à 1221, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Garage Despatie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1948, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, Jean-Paul Dansereau, avocats, et Thérèse Boudreault, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions de garagistes en général;

Faire affaires comme vendeurs d'automobiles, de véhicules et de moteurs de toutes sortes ainsi que tous les effets, articles et marchandises se rattachant à l'industrie de l'automobile, sous le nom de "Garage Despatie Limitée", avec un capital de $50,000 divisé en 5,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bûreau du Procureur général le seize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gelber Realty Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation sans capital actions: Nathan Gelber, Harry Gelber, Jacob Gelber, Sam Gelber, Abraham Gelber, Max Gelber, Joseph Gelber, Isaac Gelber, Louis Gelber, Hyman Gelber, Israel Gelber, Rose Gelber, Sarah Gelber, Rebecca Gelber, Esther Gelber, Ida Gelber, Dora Gelber, Lena Gelber, Mary Gelber, Anna Gelber, Bessie Gelber, Sadie Gelber, Fanny Gelber, Rachel Gelber, Minnie Gelber, Annie Gelber, Pearl Gelber, Ethel Gelber, Lillian Gelber, Gertrude Gelber, Ruth Gelber, Sylvia Gelber, Shirley Gelber, Ruby Gelber, Beatrice Gelber, Evelyn Gelber, Jeanette Gelber, Dorothy Gelber, Miriam Gelber, Frances Gelber, Florence Gelber, Edith Gelber, Helen Gelber, Marion Gelber, Muriel Gelber, Phyllis Gelber, Joyce Gelber, Barbara Gelber, Jean Gelber, Doris Gelber, Audrey Gelber, Norma Gelber, Gloria Gelber, Joan Gelber, Elaine Gelber, Sandra Gelber, Carol Gelber, Judith Gelber, Diane Gelber, Lois Gelber, Ellen Gelber, Susan Gelber, Nancy Gelber, Linda Gelber, Sharon Gelber, Ann Gelber, Jane Gelber, Mildred Gelber, Ronald Gelber, Gerald Gelber, Leonard Gelber, Irving Gelber, Allan Gelber, Arthur Gelber, Bernard Gelber, Gordon Gelber, Lawrence Gelber, Melvin Gelber, Norman Gelber, Stanley Gelber, Wilfrid Gelber, Murray Gelber, Kenneth Gelber, Donald Gelber, Douglas Gelber, Eric Gelber, Alan Gelber, Ralph Gelber, Harold Gelber, Irwin Gelber, Jerome Gelber, Leslie Gelber, Melville Gelber, Milton Gelber, Morris Gelber, Myer Gelber, Philip Gelber, Sidney Gelber, Victor Gelber, Wilfred Gelber, Wilson Gelber, Abraham Gelber, Alexander Gelber, Benjamin Gelber, Charles Gelber, Clarence Gelber, Cyril Gelber, David Gelber, Edward Gelber, Eugene Gelber, Frederick Gelber, Gilbert Gelber, Harvey Gelber, Herbert Gelber, Hugh Gelber, Irvine Gelber, Jack Gelber, Jacques Gelber, Jules Gelber, Leo Gelber, Maurice Gelber, Michael Gelber, Oscar Gelber, Percy Gelber, Peter Gelber, Reginald Gelber, Robert Gelber, Roy Gelber, Samuel Gelber, Simon Gelber, Theodore Gelber, Walter Gelber, William Gelber, Zachary

tuant en corporation: Nathan Gelber, gérant, Dame Sylvia Rabinovitch Gelber, gérante, épouse séparée de biens de Nathan Gelber et dûment autorisée par lui, et Shirley Gelber, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autres titres légaux et détenir et posséder des terrains, immeubles et propriétés immobilières de toute description et développer, améliorer, exploiter et disposer ces propriétés, sous le nom de "Gelber Realty Corporation", avec un capital de $250,000 divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

manager, Dame Sylvia Rabinovitch Gelber, manager, wife separate as to property of Nathan Gelber, and duly authorized by him, and Shirley Gelber, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immoveables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out such property, under the name of "Gelber Realty Corporation", with a capital stock of $250,000 divided into 500 common shares of $100 each, and 2,000 preferred shares of $100 each,

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. G. Jolicœur Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1948, constituant en corporation: Joseph-Gédéon Jolicœur, industriel, Dame Lurlene Gertrude McAuliff Jolicœur, épouse commune en biens dudit J.-G. Jolicœur, tous deux de Chicago, Illinois, un des Etats-Unis d'Amérique, et Roger Gosselin, avocat, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, administrer, vendre, échanger et disposer de terrains, bâtiments, maisons, dépendances de toutes catégories et descriptions et de tous droits en iceux, sous le nom de "J.-G. Jolicœur Incorporated", avec un capital de $150,000, divisé en 1,500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept décembre 1948.

L'assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

J. G. Jolicœur Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1948, incorporating: Joseph Gédéon Jolicœur, industrialist, Dame Lurlene Gertrude McAuliff Jolicœur, wife separate as to property of said J.-G. Jolicœur, both of Chicago, Illinois, one of the United States of America, and Roger Gosselin, advocate, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, own, hold, improve, least, sub-let, administer, sell, exchange and dispose of lands, buildings, houses, dependencies of all kinds and descriptions and all rights therein, under the name of "J.-G. Jolicœur Incorporated", with a capital stock of $150,000, divided into 1,500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. G. Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre décembre 1948, constituant en corporation: Joseph-Gédéon Jolicœur, industriel, Dame Lurlene Gertrude McAuliff Jolicœur, épouse commune en biens dudit J.-G. Jolicœur, tous deux de Chicago, Illinois, l'un des États-Unis d'Amérique, et Roger Gosselin, avocat, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de bois de toute nature et de toute qualité, des dérivés et sous-produits du bois, sous le nom de "J.-G. Limitée", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. G. Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-forth day of December, 1948, incorporating: Joseph Gédéon Jolicœur, industrialist, Dame Lurlene Gertrude McAuliff Jolicœur, wife common as to property of said J. G. Jolicœur, both of Chicago, Illinois, one of the United States of America, and Roger Gosselin, advocate, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber trade and deal in lumber of all kinds and qualities, its derivatives and by-products, under the name of "J. G. Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. M. Goulet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation: Dame Denise Patenaude, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Ivan Patenaude, Pierrette Chalifoux, secrétaire, toutes deux de la cité de Montréal, et Robert Pagé, avocat, de la ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce de voituriers privés, pour le transport de personnes, d'effets et marchandises, sous le nom de "J. M. Goulet Limitée", avec un capital de $99,000, divisé en 990 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laboratoires Pharmax Ltée
Pharmax Laboratories Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1948, constituant en corporation: Arthur Dansereau, avocat, de Ville Mont-Royal, Jean Geoffrion, avocat, d'Outremont, Raymond Gauffre, médecin, et Pierrette Demers, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, et Gabriel Marchand, avocat, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, fabriquer, manufacturer, préparer, exploiter, importer, exporter, acheter et vendre toutes sortes de remèdes, médicaments brevetés ou patentés, toutes variétés de plantes médicinales et généralement tous produits chimiques, ainsi que tous articles de parfumerie et de toilette, sous le nom de "Laboratoires Pharmax Ltée"— "Pharmax Laboratories Ltd.", avec un capital de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Aucun détenteur d'actions ne pourra les vendre sans avoir au préalable remis au bureau de direction, un affidavit établissant le nom de l'acheteur et le prix qui est offert par ce dernier. Les directeurs de la compagnie auront alors le droit de préférence pour l'achat de ces actions, pour éviter, s'il y a lieu, qu'elles ne tombent pas entre les mains de personnes indésirables; le nombre des actionnaires étant limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Cie de Publication la Voix Populaire, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation: Jean-J. Mercier, journaliste, éditeur, Roger Beaulieu et J.-Alfred Ethier, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

J. M. Goulet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating: Dame Denise Patenaude, secretary, wife separate as to property by marriage contract of Ivan Patenaude, Pierrette Chalifoux, secretary, both of the city of Montreal, and Robert Pagé, advocate, of the town of Saint-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of private carriers for the transportation of persons, wares and merchandise, under the name of "J. M. Goulet Limitée", with a capital stock of $99,000, divided into 990 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laboratoires Pharmax Ltée
Pharmax Laboratories Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1948, incorporating: Arthur Dansereau, advocate, of the Town of Mount Royal, Jean Geoffrion, advocate, of Outremont, Raymond Gauffre, physician, and Pierrette Demers, stenographer, both of the city of Montreal, judicial district of Montreal, and Gabriel Marchand, advocate, of Iberville, judicial district of Iberville, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, to manufacture, make, prepare, deal in, import, export, buy and sell all kinds of medecines, patent or proprietary medicines, all types of medicinal herbs and generally all chemical products, as well as all kinds of toilet articles and perfume, under the name of "Laboratoires Pharmax Ltée" — "Pharmax Laboratories Ltd.", with a capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

Holders of shares are not entitled to sell them without having first forwarded to the Board of Directors, and affidavait stating the name of the purchaser and the price offered by the latter. The directors of the company shall then have the prior right to purchase the said shares, to prevent, if necessary, their falling into the hands of undesirable persons; the number of shareholders being limited to 20.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Cie de Publication la Voix Populaire, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating: Jean J. Mercier, journalist, editor, Roger Beaulieu and J. Alfred Ethier, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Editer, acheter, imprimer, publier, diriger, mettre en circulation et vendre tout journal ou tous journaux, livres, brochures, revues ou autres publications, sous le nom de "La Cie de Publication La Voix Populaire, Ltée", avec un capital de $60,000 divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To edit, buy, print, publish, direct, put into circulation and sell any newspaper or newspapers, books, booklets, reviews or other publications, under the name of "La Cie de Publication La Voix Populaire, Ltée", with a capital stock of $60,000 divided into 600 common shares of $50 each, and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Entreprises Générales Ltée
General Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation: Honorius Michaud, avocat, Georges Descheneaux, entrepreneur et Oswald Brosseau, industriel, tous trois de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-généraux et exécuter tous genres de travaux et entreprises, publics ou privés, sous le nom de "Les Entreprises Générales Ltée" — "General Works Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Entreprises Générales Ltée
General Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1948, incorporating: Honorius Michaud, advocate, Georges Descheneaux, contractor, and Oswald Brosseau, industrialist, all three of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and perform all kinds of works and undertakings, public or private, under the name of "Les Entreprises Générales Ltée" — "General Works Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Immeubles Crevier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1948, constituant en corporation: J.-Odilon Crevier, industriel, J.-Bruno Demers et Lévis Savard, comptables, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'actions, parts, hypothèques, obligations, débentures, actions-débentures et placements et valeurs de toutes sortes, sous le nom de "Les Immeubles Crevier Ltée", avec un capital de $50,000 divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Immeubles Crevier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1948, incorporating: J. Odilon Crevier, industrialist, J. Bruno Demers and Lévis Savard, accountants, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in shares, stock, hypothecs, bonds, debentures, debenture stock and investments and securities of all kinds, under the name of "Les Immeubles Crevier Ltée", with a capital stock of $50,000 divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Produits du St-Laurent Ltée
St. Lawrence Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1948, constituant en corporation: Jean-A. Gagné, avocat, Gérard Emond, agent d'affaires, Joseph Gaudreault, marchand, tous trois de la cité de Québec, et Léopold Gaudreault, marchand de Charlesbourg, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Les Produits du St-Laurent Ltée
St. Lawrence Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1948, incorporating: Jean A. Gagné, advocate, Gérard Emond, business agent, Joseph Gaudreault, merchant, all three of the city of Quebec, and Léopold Gaudreault, merchant, of Charlesbourg, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Mettre en conserves, saler, geler, fumer ou autrement traiter, vendre ou autrement disposer de tous produits et sous-produits de la terre ou de la mer, sous le nom de "Les Produits du St-Laurent Ltée" — "St. Lawrence Products Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 1000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Levis Mouldings Co., Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1948, constituant en corporation: Arthur Turgeon, Ludger Tremblay et Joseph Grégoire, industriels, tous de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et constructeurs généraux, incluant toutes leurs spécialités, ainsi que tout autre commerce connexe, sous le nom de "Levis Mouldings Co., Limited", avec un capital de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

MaBelle Dress Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1948, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi du Roi, Samuel Lyon Caplan, notaire, et Ann Rachel Caplan, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal., pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce et trafiquer des robes, mantes, manteaux, chapeaux, casquettes, vêtements, sous-vêtements, vêtements de toute description pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "MaBelle Dress Co. Ltd." avec un capital de $250,000 divisé en 2,400 actions privilégiées de $100 chacune et en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Fixer les conditions des transferts d'actions de la compagnie et, en particulier, réserver à la compagnie, par ses directeurs, le droit d'accepter ou de refuser ces transferts, pourvu toutefois que le nombre des actionnaires de la compagnie ne dépasse jamais vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Modern Trading Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres pa-

To can, salt, freeze, smoke or otherwise treat, sell or otherwise dispose of any products or by-products of the soil or the sea, under the name of "Les Produits du St-Laurent Ltée" — St. Lawrence Products Ltd.", with a capital stock of $10,000 divided into 1000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec-West, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Levis Mouldings Co., Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1948, incorporating: Arthur Turgeon, Ludger Tremblay and Joseph Grégoire, industrialists, all of Lévis, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of general contractors and builders, including all their specialties, and also any other business connected therewith, under the name of "Levis Mouldings Co., Limited", with a capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

MaBelle Dress Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1948, incorporating: Joseph Helal, advocate and King's Counsel, Samuel Lyon Caplan, notary, and Ann Rachel Caplan, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business, and deal in dresses, capes, coats, hats, caps, clothing, underwear, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, under the name of "MaBelle Dress Co. Ltd.", with a capital stock of $250,000 divided into 2,400 preferred shares of $100 each, and 100 common shares of $100 each.

To fix the conditions for the transfers of the shares of the company and especially to reserve to the company, through its Board of Directors, the right to accept or refuse such transfers, provided always that the number of shareholders of the company whall never exceed twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Modern Trading Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of De-

tentes en date du dix décembre 1948, constituant en corporation: Walter Creighton Leggat, John Henry Ernest Colby, avocats, et Galen Lee Prime, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général d'immeubles, sous le nom de "Modern Trading Limited", avec un capital de $75,000 divisé en 750 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Exhibition Ltée
Montreal Exhibition Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation: Olitor Ménard, Fernand Lefebvre, de Sorel, et Raoul Morin, de Saint-Joseph-de-Sorel, tous entrepreneurs-électriciens, du district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Entreprendre, exercer des affaires comme publicistes et faire le commerce d'annonces et de publicité, sous le nom de "Montreal Exhibition Ltée" — "Montreal Exhibition Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 400 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nicolet-Plastique Limitée
(Nicolet Plastics Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1948, constituant en corporation: J.-Alfred Gaudet, avocat, Jacques Cloutier, gérant, et Thérèse Lupien, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Manufacturer des articles en plastique et autre matériel semblable, sous le nom de "Nicolet-Plastique Limitée" — (Nicolet Plastics Limited), avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Passe-Temps Theatre Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six décembre 1948, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, C.R., Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

cember, 1948, incorporating: Walter Creighton Leggat, John Henry Ernest Colby, advocates, and Galen Lee Prime, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally trade in real estate, under the name of "Modern Trading Limited", with a capital stock of $75,000 divided into 750 shares of the par value of $100 each.

The number of shareholders of the company shall not exceed twenty (20).

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Exhibition Ltée
Montreal Exhibition Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1948, incorporating: Olitor Ménard, Fernand Lefebvre, of Sorel, and Raoul Morin, of St-Joseph-de-Sorel, all electrical contractors, of the city and judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To undertake, carry on business as publicists and deal in advertising and publicity, under the name of "Montreal Exhibition Ltée" — "Montreal Exhibition Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 400 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nicolet-Plastique Limitée
(Nicolet Plastics Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1948, incorporating: J. Alfred Gaudet, advocate, Jacques Cloutier, manager, and Thérèse Lupien, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To manufacture articles in plastic and other similar material, under the name of "Nicolet Plastique Limitée" — (Nicolet Plastics Limited), with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Passe-Temps Theatre Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1948, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, K.C., Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Posséder, administrer, entretenir et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées et établissements de vaudeville, sous le nom de "Passe-Temps Theatre Co. Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To own, manage, maintain and operate theatres, moving picture theatres and vaudeville establishments, under the name of "Passe-Temps Theatre Co. Ltd.", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Adjustment Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1948, constituant en corporation: Ulric Picard, comptable, Joseph-Olivier Jackson, expert en meubles, de la cité de Québec, et Elizabeth Sioui, sténographe, de Loretteville, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer la fonction d'ajusteur pour évaluer les pertes et dommages causés par les incendies, les accidents, le vent, la grêle, les inondations et tout autre genre d'accident causé par des forces majeures, sous le nom de "Quebec Adjustment Bureau Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Adjustment Bureau Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1948, incorporating: Ulric Picard, accountant, Joseph Olivier Jackson, furniture expert, of the city of Quebec, and Elizabeth Sioui, stenographer, of Loretteville, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of adjusters for appraising losses and damages caused by fire, accidents, wind, sleet, floods and any other type of accident caused by major forces, under the name of "Quebec Adjustment Bureau Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Amusements Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation: Aldéric Laurendeau, C.R., Godefroy Laurendeau, avocats, de la cité d'Outremont, et Jeanne Ouellette, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pellicules de vues animées, photographies et autres négatifs et positifs d'objets en mouvement et d'objets inanimés, soit sonores ou silencieux, sous le nom de "Quebec Amusements Company Limited", avec un capital de $100,000 divisé en $10,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Amusements Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1948, incorporating: Aldéric Laurendeau, K. C., Godefroy Laurendeau, advocates, of the City of Outremont, and Jeanne Ouellette, stenographer, spinster, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in motion picture films, photographic and other negatives and positives, of objects in motion and objects at rest, and whether sound or silent, under the name of "Quebec Amusements Company Limited", with a capital stock of $100,000 divided into 10,000 shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

R. Daigneault Ltée
R. Daigneault Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1948, constituant en corporation: Richard Daigneault, commerçant, Benoit Robert, avocat, et Georgette Champagne, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

R. Daigneault Ltée
R. Daigneault Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1948, incorporating: Richard Daigneault, trader, Benoit Robert, advocate, and Georgette Champagne, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de chaussures, articles en cuir de tous genres, sous le nom de "R. Daigneault Ltée" — "R. Daigneault Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Regency Clothes Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation: Carl Maritzer, gérant, Joseph Maritzer, vendeur et Rose Kaplan Maritzer, ménagère, épouse séparée de biens de Carl Maritzer et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer ou autrement faire le commerce de toutes sortes de produits textiles, coton, filés de laine et autres substances fibreuses, toile, lin, soie, chanvre et autres tissus textiles et fils, marchandises sèches, articles de fantaisie, articles en cuir, articles imperméables, marchandises tricotées, caoutchouc, caoutchouc india, gutta-percha et tous articles composés de caoutchouc sous toute forme, sous le nom de "Regency Clothes Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Service des Loisirs
St-Ambroise (Montréal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé J.-Alfred Pageau, prêtre-curé, Gaëtan Daoust, comptable, et J.-A. Masson, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Ambroise (Mtl);

Intéresser la population aux loisirs ainsi qu'intéresser les institutions publiques et privées de loisirs;

Procurer des loisirs aux enfants, aux jeunes gens et jeunes filles ainsi qu'aux adultes par la création d'un Service Paroissial de loisirs, sous le nom de "Service des Loisirs St-Ambroise (Montréal) Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

To deal in footwear and in leather articles of every kind, under the name of "R. Daigneault Ltée" — "R. Daigneault Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Regency Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating: Carl Maritzer, manager, Joseph Maritzer, salesman, and Rose Kaplan Maritzer, housewife, wife separate as to property of Carl Maritzer, and duly authorized by him for these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on or otherwise deal with, in all kinds of textiles, cotton, wool worsted and other fibrous substances, linens, flax, silk, hemp and other textile fabrics and yarns, dry goods, fancy goods, leather goods, waterproof goods, rubber, india rubber, gutta percha and all articles containing rubber in any form, under the name of "Regency Clothes Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

That the shareholders of the company shall not exceed twenty in number.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Service des Loisirs
St-Ambroise (Montréal) Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of December, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé J. Alfred Pageau, parish priest, Gaëtan Daoust, accountant, and J. A. Masson, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop recreational centres in the parish of St-Ambroise (Mtl);

To interest the population in recreation facilities and also interest them in public and private recreational centres;

To provide facilities for recreation for children, yound men and young girls as well as for adults by the creation of a Parish recreation centre, under the name of "Service des Loisirs St-Ambroise (Montréal) Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre janvier 1949, constituant en corporation sans capital-actions: les Révérendes Sœurs Marie-Louisa de Sion, née Geneviève Fernique, Marie-Gontran de Sion, née Céline Malenfant, Marie-Lodoïs de Sion, née Elisabeth Raynart, Marie-Gabriellina de Sion, née Gabrielle Dionne, toutes religieuses enseignantes, et Hélène Ceretti, sténographe, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir toute œuvre de charité et d'assistance envers les malades, les vieillards, les infirmes et les indigents, sous le nom de "Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: The Reverend Sisters Marie-Louisa de Sion, née Geneviève Fernique, Marie-Gontran de Sion, née Céline Malenfant, Marie-Lodoïs de Sion, née Elisabeth Raynart, Marie-Gabriellina de Sion, née Gabrielle Dionne, all teaching Sisters, and Hélène Ceretti, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote any work of charity and assistance for the sick, the aged, the infirm and the poor, under the name of "Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St-Joseph Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation: Omer St-Amant, garagiste, Dame Rose-Aimée Roch St-Amant, ménagère, épouse commune en biens de Omer St-Amant et dûment autorisée par lui, tous deux de Saint-Joseph-d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu, et Arthur Gosselin, mécanicien, des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Généralement faire le commerce d'automobiles, véhicules, leurs pièces et accessoires et articles semblables pour le transport des passagers et des marchandises, sous le nom de "St-Joseph Auto Parts Inc.", avec un capital de $49,900 divisé en 499 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Joseph d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St-Joseph Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating: Omer St-Amant, garage-keeper, Dame Rose-Aimée Roch St-Amant, housewife, wife common as to property of Omer St-Amant, and duly authorized by him, both of Saint-Joseph d'Yamaska, judicial district of Richelieu, and Arthur Gosselin, mechanic, of the city and judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal generally in automobiles, vehicles, parts and accessories thereof, and similar articles, for the transportation of passengers and merchandise, under the name of "St-Joseph Auto Parts Inc.", with a capital stock of $49,900 divided into 499 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Joseph-d'Yamaska, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Jonathan Robinson Memorial Scholarship Fund
La Fondation Commémorative de Bourses D'Etude Jonathan Robinson

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur J. Darrah, manufacturier, Maximilien Gagné, négociant, George C. Dyer, courtier d'assu-

The Jonathan Robinson Memorial Scholarship Fund
La Fondation Commémorative de Bourses D'Etude Jonathan Robinson

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1948, incorporating without share capital: Arthur J. Darrah, manufacturer, Maximilien Gagné, trader, George C. Dyer, insurance broker, Ivan H. Bowden,

rances, Ivan H. Bowden, gérant de banque, tous de Sutton et D. McNeil Manson, négociant, de Knowlton, tous du comté de Brome, pour les objets suivants:

Perpétuer la mémoire de feu l'Honorable Jonathan Robinson, C.R., membre de l'assemblée législative de la province de Québec pour le comté de Brome de 1936 à 1948; et promouvoir le progrès de l'instruction dans le comté de Brome, sous le nom de "The Jonathan Robinson Memorial Scholarship Fund" — "La Fondation Commémorative de Bourses d'Etude Jonathan Robinson".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens mobiliers ou immobiliers que la corporation peut posséder est de $30,000.

Le siège social de la corporation sera à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The New Frontenac Glass Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes,en date du dix-huit décembre 1948, constituant en corporation: Odilon Bilodeau, cultivateur, M. H. Eddy Wilkinson, industriel, tous deux de Courcelles, district judiciaire de Beauce, et Eugène Bilodeau, fermier, Ile Saint-Paul, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir et vendre la vitre et le miroir sous toutes ses formes, sous le nom de "The New Frontenac Glass Co. Ltd.", avec un capital de $65,000, divisé en 650 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Martine-de-Courcelles, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Priory School Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Son Excellence Monseigneur Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, Révérend G. Emmett Carter, prêtre, tous deux de la cité de Montréal, Frances Stephens Ballantyne, ménagère, épouse séparée de biens de Murray G. Ballantyne, éditeur, et dûment autorisée par lui, Alphonsine Howlett, ménagère, épouse séparée de biens de John G. Howlett, médecin, et dûment autorisée par lui et A. Antoine Paré, avocat, les trois derniers de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, administrer et diriger un jardin de l'enfance, un collège, une ou des écoles primaires, élémentaires, secondaires, collégiales ou autrement. sous le nom de "The Priory School Inc.".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

bank manager, all of Sutton, and D. McNeil Manson, trader, of Knowlton, all in the county of Brome, for the following purposes:

To perpetuate the memory of the late Honourable Jonathan Robinson, K.C., Member of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, for the county of Brome from 1936 to 1948; and to promote the advancement of Education in the county of Brome, under the name of "The Jonathan Robinson Memorial Scholarship Fund" — "La Fondation Commémorative de Bourses d'Etudes Jonathan Robinson".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable or moveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation will be at Sutton, in the judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The New Frontenac Glass Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1948, incorporating: Odilon Bilodeau, farmer, M. H. Eddy Wilkinson, industrialist, both of de Courcelles, judicial district of Beauce, and Eugène Bilodeau, farmer, of Ile Saint-Paul, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell glass and mirrors in all lines of same, under the name of "The New Frontenac Glass Co. Ltd." with a capital stock of $65,000, divided into 650 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Martine-de-Courcelles, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Priory School Inc.

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating without share capital: His Grace Joseph Charbonneaau, Archbishop of Montreal, Reverend G. Emmett Carter, Priest, both of the city of Montreal, Frances Stephens Ballantyne, housewife, wife separate as to property of Murray G. Ballantyne, editor, and duly authorized by him, Alphonsine Howlett, housewife, wife separate as to property of John G. Howlett, medical practitioner, and duly authorized by him, and A.-Antoine Paré, advocate, the three latter of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish, carry on and conduct a kindergarten, college, school or school primary, elementary, secondary, collegiate or otherwise, under the name of "The Priory School Inc."

The annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $25,000.

Le siège social de la corporation sera à 3120 du Boulevard, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Watch Crystal Manufacturers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept décembre 1948, constituant en corporation: J.-Théo Legault, jr, notaire, Eileen-P. Delaney, comptable agréée, célibataire, et Réjeanne Robert, sténographe, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et la fabrication de montres, d'horloges, d'articles de bijouterie, d'articles décoratifs et d'instruments de précision, sous le nom de "Watch Crystal Manufacturers Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Wrigley Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un décembre 1948, constituant en corporation: Albert Langevin, avocat, Lucien Morin, notaire, et Irène Hébert, fille majeure, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles de toilette et de produits et substances chimiques ou commodités pour entretien des maisons et des personnes, sous le nom de "Wrigley Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 57, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
24015-o L. DÉSILETS.

The head office of the Corporation will be at 3120 The Boulevard, Westmount, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Watch Crystal Manufacturers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1948, incorporating: J. Théo Legault, Jr, notary, Eileen P. Delaney, chartered accountant, spinster, and Réjeanne Robert, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and manufacture watches, clocks, articles of jewellery, ornaments and precision instruments, under the name of "Watch Crystal Manufacturers Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 4,000 shares of $10 each.

The number of shareholders of the company will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Wrigley Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of December, 1948, incorporating: Albert Langevin, advocate, Lucien Morin, notary, and Irène Hébert, spinster, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in toilet articles and chemical products and substances or commodities for personal and household use, under the name of "Wrigley Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 57 St. James street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
24015 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Dionne Limited
Dionne Limitée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier décembre 1948, à la compagnie "Dionne Limited" — "Dionne Limitée", confirmant son règlement No. 16: 1°) subdivisant et convertissant les 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de

Supplementary Letters Patent

Dionne Limited
Dionne Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of December, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Dionne Limited" — "Dionne Limitée", confirming its By-law No. 16: 1°) subdividing and converting the 200 common shares of the par value of $100 each, constituting the company's

$100 chacune, constituant le capital autorisé de la compagnie en 25,000 actions sans valeur nominale ou au pair; 2°) augmentant ledit capital autorisé par la création de 3,000 actions privilégiées, d'une valeur au pair de $100 chacune qui seront sujettes aux privilèges, droits, restrictions et limitations mentionnés dans ledit règlement; 3° fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce à pas moins que $155,000.00.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Townships Theatres, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er décembre 1948, à la compagnie "Eastern Townships Theatres, Inc.", confirmant son Règlement No. XVI augmentant son capital-actions de $50,000 à $100,000, par la création de 500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Goldmar Mfg. Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, supplémentaires en date du 23 novembre 1948, à la compagnie "Goldmar Mfg. Co. Ltd. confirmant son règlement No. 22, augmentant son capital de $19,500 à $59,500 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. E. Samson, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 novembre 1948, à la compagnie " J. E. Samson, Incorporée", confirmant son règlement spécial "A", réduisant son capital-actions par l'annulation de 45 actions sans valeur nominale.

Daté du bureau du Procureur général le 26 novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Kushner Textile Corporation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22 novembre 1948, à la compagnie "Kushner Textile Corporation", confirmant son règlement: *a*) subdivisant les 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $200 chacune, constituant le ca pital autorisé de la compagnie, en 200 actions or dinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, constituant le capital autorisé de la compagnie en 25,000 actions sans valeur nominale ou au pair; 2°) augmentant ledit capital autorisé par la création de 3,000 actions privilégiées, d'une valeur au pair de $100 chacune qui seront sujettes aux privilèges, droits, restrictions et limitations mentionnés dans ledit règlement; 3° fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce à pas moins que $155,000.00.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Townships Theatres, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of December, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Eastern Townships Theatres, Inc.", confirming its By-law No. XVI increasing its capital stock from $50,000 to $100,000, by the creation of 500 additional common shares of a par value of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Goldmar Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Goldmar Mfg. Co. Ltd.", confirming its By-Law No. 22 increasing its capital stock from $19,500 to $59,500 by the creation of 400 additional common shares of the par value of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 23rd of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. E. Samson, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company " J. E. Samson, Incorporée", ratifying its special by-law "A" reducing its capital stock by the cancellation of 45 shares without nominal value.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Kushner Textile Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of November 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Kushner Textile Corporation", confirming its by-law: *a*) subdividing the 100 common shares of the par value of $200 each, constituting the authorized capital stock of the company, into 200 common shares of the par value of $100 each; b) increas-

leur au pair de $100 chacune; *b*) augmentant ledit capital autorisé de $20,000 à $60,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune et de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées; *c*) éten dant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée
The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 novembre 1948, à "La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée" — "The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le 24 novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Chatelet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente novembre 1948, à la compagnie "Le Chatelet Inc.", confirmant son règlement N° 4 augmentant son capital de $5,000 à $125,000 par la création de 450 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune et de 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, sujettes aux privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 30 novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 novembre 1948, à la compagnie "Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée", confirmant son règlement augmentant son capital de $99,900 à $150,000 par la création de 501 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 26 novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
24016-o L' DÉSILETS.

ing said authorized capital stock from $20,000 to $60,000 by the creation of 200 additional common shares of the par value of $100 each and of 200 preferred shares of the par value of $100 each, and enumerating the privileges attaching to said preferred shares; *c*) extending the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, the 22nd day of November 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée
The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée"— "The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Chatelet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the thirtieth day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Le Chatelet Inc.", ratifying its by-law No. 4 increasing its capital stock from $5,000 to $125,000 by the creation of 450 additional common shares of a par value of $100 each and 750 preferred shares of a par value of $100 each, subject to the privileges enumerated in said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company " Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée", confirming its by-law incrasing its capital from $99,900 to $150,000 by the creation of 501 additional common shares of a par value of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
24016 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Granby s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendant sa charte, la loi 7

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 7 George V,

George V, chapitre 70, et amendements, pour obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes:

Affichage des placards; permis de chauffeurs de taxis; permis d'autobus; corriger le règlement de zonage N° 139 afin de le faire correspondre à la profondeur des lots intéressés; frais de représentation du maire et des échevins; vente d'objets trouvés; consolidation de certaines taxes minimes; confection du rôle d'évaluation en cas de non sub-division; entretien du cours d'eau Roader et Bernard; terrains de stationnement; plan de subdivision; installation d'une taxe de vente locale; amendement au règlement N° 154 quant au temps de remboursement des emprunts; encouragement à l'érection et à l'entretien des terrains de jeu, de récréation, œuvres sociales et de stationnement; inspection des travaux de plomberies; varier le prix des permis ou taxes d'affaires selon le nombre d'unités employées dans le cas de transport, selon le nombre de pompes distribuant de la gasoline ou du carburant dans le cas de vente de la gasoline, selon le nombre de réservoirs dans le cas d'emmagasinage de ceux-ci, selon le nombre de placards dans le cas d'affichage, selon le nombre de tables dans le cas de salles de billards, selon le nombre de chaises dans le cas de salon de coiffure, selon le nombre d'allées dans le cas de salles de quilles; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à être bâtis, selon l'article 2175 du Code civil de façon à former un lot distinct; création de zones pour certaines industries, commerces, restaurants ambulants ou temporaires, postes d'attente pour taxis ou autobus, etc., et contrôle de ceux-ci; destruction des animaux errants; amendement à l'article 7, de la Loi 10 George VI, chapitre 65.

Granby, le 22 décembre 1948.

Le Procureur et agent
de la cité de Granby,
PAUL PROVOST, C.R.

23826-53-4-o

Posting-up of bill-posters; taxi drivers' license; to correct the zoning by-law No. 139 so that it will correspond with the real depth of the lots concerned; costs of representation of the mayor and aldermen; sale of objects found; consolidation of certain minimum taxes; compiling of the valuation roll in case of non subdivision; maintenance of the watercourse "Roader and Bernard"; parking places; subdivision plan; installation of a local sales tax; amendment of by-law No. 154 as regards the term of reimbursement of loans; encouragement towards the erection and maintenance of playgrounds, recreation grounds, social works and parking; inspection of plumbing works to vary the price of business permits or taxes according to the number of employees employed in the case of transportation, according to the number of pumps distributing gasoline or fuel in the case of the sale of gasoline, according to the number of tanks in the case of storage of same, according to the number of posters in the case of bill-posting, as regards the number of tables in the case of pool rooms, as regards the number of chairs in hair-dressing parlours, as regards the number of alleys in the case of bowling alleys; obligation on the part of proprietors to have a cadastre made of certain subdivisions of lands built on or to be built on, pursuant to Article 2175 of the Civil Code so as to form one distinct lot; creation of zones for certain industries, businesses, ambulating or temporary restaurants, waiting-rooms for taxis or autobuses, etc., and control of same; destruction of stray animals, amendment to section 7, of the Act 10 George VI, chapter 65.

Granby, December 22, 1948.

PAUL PROVOST, K.C.,
Attorney and agent
for City of Granby.

23826-53-4

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la "Corporation de la Cité du Cap de la Madeleine, et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité du Cap de la Madeleine", dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour abroger la loi article 1, chapitre 58 12 George VI, 1948, fixant les taxes qui devaient être payées par la compagnie Durham Chemicals (Canada) Limited pour toutes fins municipales et scolaires;

2° Pour confirmer et ratifier une entente entre la Cité du Cap de la Madeleine et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain et Norton Company;

Cap de la Madeleine, ce 23 décembre 1948.

Les Procureurs de la cité du Cap de la
Madeleine et les Commissaires d'Eco-
les pour la Municipalité de la Cité du
Cap de la Madeleine dans le comté de
Champlain,
MÉTHOT & MÉTHOT.

23825-53-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the "City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine," in the County of Champlain, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a special law for the following purposes:

1. To repeal the special law, article 1, chapter 58 of 12 George VI, 1948, fixing the taxes to be paid by the Durham Chemicals (Canada) Limited for the school and municipal purposes:

2. To confirm and ratify an agreement between the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine in the county of Champlain with Norton Company.

Cap de la Madeleine, this 23rd day of December 1948.

MÉTHOT & MÉTHOT,
Attorneys for the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners, for the Municipality of Cap de la Madeleine in the County of Champlain.

23825-53-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville St-Laurent s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session,

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for

pour l'adoption d'une Loi amendant sa charte, la Loi 8, Edouard VII, chapitre 94, et ses amendements, sur les matières suivantes:

1) Annexer les territoires suivants:

a) Un territoire comprenant les lots numéros 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 266, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, et leurs subdivisions, tous du cadastre officiel de la Paroisse St-Laurent, comté Jacques-Cartier, y compris les Chemins de Fer et chemins publics traversant ces lots.

b) Un territoire comprenant les lots numéros 476, 477, 478, 479, 480, 483 et partie du lot N° 2638 traversant le lot N° 477, et leurs subdivisions, tous du cadastre officiel de la Paroisse St-Laurent, comté Jacques-Cartier.

2) Valider un contrat sous seing privé fait et passé à St-Laurent, le 14 mai 1948, entre Sa Majesté Le Roi et la Ville St-Laurent;

3) Obtenir pouvoirs additionnels suivants:

a) payer frais de représentation au Maire et aux Échevins et fixer à trois ans, par règlement, sans l'approbation des électeurs, leur terme d'office;

b) modifier les modalités d'emprunt pour travaux permanents de systèmes d'éclairage et d'aqueduc;

c) créer un fonds de roulement;

d) exproprier en vue de l'aménagement futur de parcs;

e) fixer le montant du permis annuel des propriétaires de taxis et de leurs conducteurs.

Montréal, ce 22 décembre, 1948.

Le Procureur de la Ville St-Laurent,

23827-53-4-o HENRI S. BEAULIEU.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que l'Association des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa Loi d'incorporation, chapitre 273 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pour les fins suivantes: changer son nom à celui de "La Corporation des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec," définir d'une façon plus complète et adéquate le champ d'action des Ingénieurs Forestiers ainsi que les droits et privilèges exclusifs des membres de la Corporation et les qualifications exigées d'eux, déterminer les pouvoirs de la Corporation des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec, de ses directeurs et de ses membres et établir les conditions d'admission à l'étude de la profession ainsi que les conditions d'admission comme membre de la corporation; et pour d'autres fins.

Québec, 27 décembre 1948.

Le Procureur de l'Association des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec,

23840-53-4-o MARK DROUIN.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains, de la Cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, et les différents Statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: autoriser l'imposition, par le Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains, de la Cité de Sherbrooke, d'une taxe de vente de 1%

the passing of an Act amending its charter, the Act 8, Edward VII, chapter 94 and its amendments, for the following matters:

1) To annex the following territories:

a) A territory comprising lots numbers 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 266, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371 and their subdivisions, all of the official cadastre for the parish of St-Laurent, county of Jacques-Cartier, including the railways and public roads crossing the said lots.

b) A territory comprising lots numbers 476, 477, 478, 479, 480, 483 and part of lot N° 2638, crossing lot No. 477, and their subdivisions, all of the official cadastre for the parish of St-Laurent, county of Jacques-Cartier.

2) To validate a contract by private agreement, made and passed at St-Laurent, on May 14 1948 between His Majesty the King and the Town of St-Laurent;

3) To secure the following additional powers:

a) to pay the cost of representation of the Mayor and Aldermen and fix to three years, by By-law, their term of office, without the approval of the electors;

b) To alter the loan methods respecting permanent works of lighting and waterworks systems;

c) To create a cash reserve fund;

d) To expropriate in view of the equipment of future parks;

e) To fix the amount of the annual licenses of taxi-owners and drivers.

Montreal, December 22, 1948.

HENRI S. BEAULIEU,

23827-53-4 Attorney for the Town of St-Laurent.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Association of Forest Engineers of the Province of Quebec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the Act of its incorporation chapter 273 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, namely in the following respects: to change its name to "The Corporation of Forest Engineers of the Province of Quebec", define in a manner more complete and adequate the field of action of the Forest Engineers as well as the exclusive rights and privileges of the members of the Corporation and the required qualifications, determine the powers of the Corporation of Forest Engineers of the Province of Quebec, its directors and members and establish the conditions of admission to the study of the profession as well as the conditions of admission as a member of the Corporation; and for other purposes.

Quebec, 27th December, 1948.

MARK DROUIN,

Attorney for the Association of Forest Engineers of the Province

23840-53-4-o of Quebec.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Board of the Roman Catholic School Commissioners, of the City of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the law respecting public instruction in the city of Sherbrooke, 40 Victoria, Chapter 23, and the different statutes which amend it, on the following matters: to authorize the imposition by the Board of the Roman Catholic Commissioners, of the City of

dans les limites de leur municipalité scolaire, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'impôt sur les ventes en détail, ladite exemption devant s'appliquer aussi aux combustibles pour fins domestiques; autoriser le paiement annuel par le Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains, de la Cité de Sherbrooke, à titre de frais de représentation, une somme de $1,500.00 au président dudit Bureau, et la somme de $1,000.00 à chacun des commissaires dudit bureau.

Sherbrooke, ce 22 décembre 1948.

Le Procureur du requérant,
23841-53-4-o MAURICE DELORME.

Sherbrooke, of a sales tax of 1%, within their school municipality, subject to the exemption provided in the provincial retail sales tax act, said exemption to be extended also to fuels for domestic use; to authorize the annual payment by the Board of the Roman Catholic School Commissioners, of the City of Sherbrooke, as entertainment expenses of a sum of $1,500.00 to the president of the said Board and the sum of $1,000.00 to each of the Commissioners of the said Board.

Sherbrooke, December 22nd, 1948.

MAURICE DELORME,
23841-53-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite Cité, aux fins suivantes:

1. Pour imposer une taxe de vente de deux pour cent;

2. Pour autoriser la Cité ou le Chef de Police à donner un avis sommaire à toute personne commettant une infraction à la Loi des Véhicules Moteurs ou à ses règlements, dans les limites de la Cité;

3. Pour accorder une franchise n'excédant pas dix ans à toute personne, société ou corporation exploitant une gare centrale d'autobus dans les limites de la Cité, et rendre ladite gare obligatoire pour toute personne faisant le service interurbain, et permettant l'arrêt desdits autobus à un ou à plusieurs endroits de la Cité, et rendant sujets à l'approbation de la Régie Provinciale des Transports et Communications tous contrats entre les exploitants de la gare centrale et les personnes faisant le service interurbain;

4. Pour règlementer les heures d'ouverture et de fermeture des restaurants et certaines places d'affaires dans la Cité;

5. Pour rendre obligatoire la taxe annuelle d'eau aux propriétaires de lots non bâtis, selon le rôle d'évaluation et moyennant certaines conditions;

6. Pour que la taxe d'affaires sur les camionneurs soit basée sur le nombre de camions, pourvu que la taxe annuelle n'excède pas deux cents dollars;

7. Pour permettre d'imposer la taxe d'affaires annuelle en taxant les différentes catégories de genres d'affaires tenus dans un même établissement, pourvu que le total des taxes n'excède pas deux cents dollars par année;

8. Pour obtenir l'autorisation qu'un fac-similé de la signature du secrétaire-trésorier soit imprimé, lithographié ou gravé sur les documents que la Cité doit envoyer chaque année pour la perception des taxes, en vertu de l'article 541 de la Loi des cités et villes;

9. Pour autoriser la Cité à passer des règlements en vue de rendre certaines taxes ou toutes les taxes annuelles payables à une date uniforme;

10. Pour ordonner que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou de feuilles mobiles moyennant certaines conditions.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 30 décembre 1948.

Le Procureur de la pétitionnaire,
23846-53-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Thetford Mines will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said City, for the following purposes:

1. To levy a 2% sales tax;

2. To authorize the City or the Chief of Police to give summary notice to any person committing any infraction to the Motor Vehicle Act or to its by-laws within the limits of the City;

3. For the granting of a franchise, not exceeding ten years, to any person, society or corporation operating a central autobus station within the limits of the City, and to render said station compulsory for any person carrying on an inter-urban service and allowing the stoppage of the said autobuses at one or several places in the City and rendering subject to the approval of the Provincial Transportation and Communication Board, all contracts between the operators of the central station and the persons carrying on an inter-urban service;

4. To regulate the opening and closing hours of restaurants and of certain business places in the City;

5. To render compulsory the annual water tax for owners of unbuilt lots, according to the valuation roll and on certain conditions;

6. That the business tax for truckmen, be based upon the number of trucks, provided the annual tax does not exceed two hundred dollars;

7. To allow the levying of an annual business tax by taxing the different classes of the kinds of business carried on in one single establishment, provided the total tax does not exceed two hundred dollars per annum;

8. To secure authorization that a fac-simile of the secretary treasurer's signature be printed, lithographed or engraved on the documents that the City is obliged to send every year, for the collecting of taxes, pursuant to section 541 of the Cities and Towns Act;

9. To authorize the City to pass By-laws in view of rendering certain taxes or all annual taxes, payable on the same date;

10. To order that the valuation roll be composed of Index Cards or loose-leaf pages upon certain conditions;

And for other purposes.

Thetford Mines, December 30, 1948.

LUCIEN DROLET, K.C.,
23846-53-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que les Dames Julienne Dallaire, dite Soeur Julienne du Rosaire; Colette Brousseau, dite Soeur Marie du Coeur eucharistique et Françoise Lemieux dite Soeur Bernadette du Coeur immaculé, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour la passation d'une loi aux fins suivantes:

Remplacer la loi 12 Geo VI ch. 87 par laquelle elles étaient constituées en corporation sous le nom de : "La Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" avec succession perpétuelle et sceau commun;

Obtenir les pouvoirs et privilèges ainsi que les droits et obligations d'une corporation civile avec siège social à Beauport dans le district de Québec;

Adopter les règlements nécessaires à la disposition et à l'administration de ses biens suivant les règles de la communauté;

Succéder à la "Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" à la charge de toutes les obligations et à l'avantage de tous les droits;

Fonder d'autres maisons reliées à la Maison-Mère dans les buts susdits;

Le Procureur des "Dominicaines Missionnaires Adoratrices",
GÉRARD LeMAY, C.R.,

23843-53-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Reverend Dames Julienne Dallaire, called Sister Julienne du Rosaire; Colette Brousseau, called Sister Marie du Coeur eucharistique and Françoise Lemieux, called Sister Bernadette du Coeur immaculé shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a special law for the following purposes:

To replace the law 12 George VI ch. 87 by which they were incorporated under the name of: "La Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" with perpetual succession and a common seal;

To obtain the powers and privileges with the rights and the obligations of a civil corporation with a corporate seat in the town of Beauport in the district of Quebec;

To adopt the by-laws necessary to the administration and to the disposal of its property consistant with the regulations of the congregation;

To succeed to: "La Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" upon conditions of the obligations and with the benefit of all the rights;

To establish all other houses connected with the principal Home for the above premises.

GÉRARD LeMAY, K.C.,
Attorney for the "Dominicaines Missionnaires Adoratrices".

23843-53-4-o

AVIS PUBLIC

Avis Public est par les présentes donné que MM. Trefflé Bolduc, ouvrier de mine, François P. Gonthier, sacristain, Albert Boisvert, électricien, Arthur Argouin, ouvrier de mine, Albert Létourneau, ouvrier de mine, Alfred Frenette, imprimeur et Albert Cloutier, hôtelier, tous de la cité de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, district d'Arthabaska, et un grand nombre d'autres personnes, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour détacher le territoire ci-après décrit de la Municipalité de la Paroisse de Sacré-Cœur de Marie, Partie Sud, dans le Comté de Mégantic, district d'Arthabaska, pour être érigé en une Municipalité de Village séparée, sous le nom de "Municipalité du Village de Ste-Anne du Lac", dans le comté de Mégantic, et pour détacher le dit territoire de la municipalité scolaire de la Municipalité Scolaire de la Paroisse de Sacré-Cœur de Marie, Partie Sud, pour être érigé en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Municipalité Scolaire de Ste-Anne du Lac".

Le territoire formant la nouvelle municipalité devant se lire comme suit:

Un territoire situé dans le canton de Thetford, comprenant en référence au cadastre officiel fait pour le dit canton, les lots et parties de lots renfermés dans le périmètre suivant, à savoir:

Partant à un point dans le rang VIII, situé à une distance de trois mille pieds (3000') de la ligne séparative des rangs VII et VIII, sur la ligne de division des lots 17B et 17C, de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres; une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs VII et VIII jusqu'à son intersection avec la ligne nord-est du lot 15B, la ligne nord-est du lot 15B; la ligne séparative des rangs VIII et IX, dans le rang IX; la ligne de division des lots 14A et 14C sur une longueur de mille cinq cent pieds (1500'), une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs VIII et IX jusqu'à son intersection avec la ligne nord-est du lot

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Trefflé Bolduc, mine worker, François P. Gonthier, sacristan, Albert Boisvert, electrician, Arthur Argouin, mine worker, and Albert Létourneau, mine worker, Alfred Frenette, printer and Albert Cloutier, hotel-keeper, all of the City of Thetford Mines, in the county of Mégantic, district of Arthabaska, and a great number of others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to detach the territory hereinafter described from the Municipality of the Parish of Sacré-Cœur de Marie, South Part, in the county of Mégantic, district of Arthabaska, to be erected into a separate Village Municipality, under the name of "Municipalité du Village de Ste-Anne du Lac", in the county of Mégantic, and to detach the said territory from the school Municipality of the School Municipality of the Parish of Sacré-Cœur de Marie, South Part, to be erected into a separate school municipality, under the name of "Municipalité Scolaire de Ste-Anne du Lac".

The territory forming the new municipality to read as follows:

A territory situate in the township of Thetford, comprising, with reference to the official cadastre made for the said township, the lots and parts of lots enclosed within the following perimeter, to wit:

Starting at a point in range VIII, situate at a distance of three thousand feet (3000') from the division line of ranges VII and VIII, on the division line of lots 17B and 17C, thence, passing by the following lines successively; a line parallel to the division line of ranges VII and VIII up to its intersection with the northeast line of lot 15B, the northeast line of lot 15B; the division line of ranges VIII and IX, in range IX; the division line of lots 14A and 14C on a lenght of one thousand five hundred feet (1500'), a line parallel to the division line of ranges VIII and IX up to its intersection with the northeast line

14A, la ligne nord-est du lot 14A sur une distance de dix-huit cent pieds (1800'), une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs IX et X jusqu'à son intersection avec la ligne sud-ouest du lot 14A, la ligne de division des lots 14A et 14B, la ligne séparative des rangs IX et X, dans le rang X; la ligne de division des lots 14 et 15 jusqu'à un point situé à une distance de deux mille quatre cent pieds (2400') de la ligne séparative des rangs X et XI; une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs X et XI jusqu'à son intersection avec la ligne de division des lots 15 et 16; la ligne de division des lots 15 et 16, la ligne séparative des rangs X et XI; dans le rang X et XI, la ligne sud-ouest du chemin passant entre la demie nord-est et la demie sud-ouest du lot 17 en profondeur du rang X, entre les lots 17A et 17B en profondeur du rang IX, entre les lots 17B et 17C sur le rang VIII jusqu'à un point situé à 3000 pieds de la ligne séparative des rangs VII et VIII, pour ensuite rejoindre le point de départ.

Lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau, lac, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites.

Pour désigner les sièges des conseillers par des numéros; pour permettre à toute personne domiciliée ou résidant ailleurs que dans la municipalité d'être mise en nomination et élue à la charge de conseiller; pour changer les conditions dans lesquelles la charge de conseiller devient vacante; pour fixer la date de la mise en nomination et de la votation; pour déterminer la date de la première élection générale; pour soustraire la municipalité à certains articles du Code Municipal; pour déterminer l'année fiscale; pour déterminer l'imposition de certaines taxes et leur date d'exigibilité; pour faire des règlements pour assurer la paix et l'ordre et le bien être des habitants de la municipalité; pour ériger des maisons de bain publiques, remises à embarcation et des quais, et pour d'autres fins.

Thetford Mines, le 30 décembre 1948.

Le Procureur des pétitionnaires,
23845-53-4-o LUCIEN DROLET, c.r.

Province de Québec

VILLE DE STE-THÉRÈSE
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que la ville de Ste-Thérèse s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins d'annexer à son territoire actuel certaines parties de territoire situées dans la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville en autres: la totalité des lots 205, 207, 208; parties des lots 203, 204, 206, 538 et 534 ainsi que parties des lots 209, 210, 211, 212, 213, 214, se trouvant situés au sud-ouest de la ligne sud-ouest de l'emprise de Boulevard du Curé Labelle route no 11.

Montréal, le 27 décembre 1948.

Les Procureurs,
23871-53-4-o LAJEUNESSE & LAVERDURE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la cité de St-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 24 Georges V, chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes: la rectification des limites de la municipalité; l'annexion à son

of lot 14A, the northeast line of lot 14A for a distance of eighteen hundred feet (1800'), a line parallel to the division line of ranges IX and X up to its intersection with the southwest line of lot 14A, the division line of lots 14A and 14B, the division line of ranges IX and X, in range X; the division line of lots 14 and 15 up to a point situate at a distance of two thousand four hundred feet (2400') from the division line of ranges X and XI; a line parallel to the division line of ranges X and XI up to its intersection with the division line of lots 15 and 16; the division line of lots 15 and 16, the division line of ranges X and XI; on range X and XI, the southwest line of the road passing between the northeast half and southwest half of lot 17 in depth of range X, between lots 17A and 17B in depth of range IX, between lots 17B and 17C in range VIII up to a point situate at 3000 feet from the division line of ranges VII and VIII, to then rejoin the starting point.

The said territory together with the roads, rivers, watercourses, lake, or parts of same, comprised within the above described limits.

To designate the seats of the councillors by numbers; to permit any person domiciled or residing elsewhere than in the municipality to be nominated and elected as councillor; to change the conditions upon which the office of councillor becomes vacant; to fix the date of nomination and voting; to determine the date of the first general election; to exempt the municipality from certain articles of the Municipal Code; to fix the fiscal year; to fix the levying of certain taxes and the date of their exigibility; to make by-laws to assure peace and order and the welfare of the inhabitants of the municipality; to erect public bath houses, boat houses and wharves, and for other purposes.

Thetford Mines, December 30, 1948.

LUCIEN DROLET, K.C.,
23845-53-4 Attorney for Petitioners.

Province of Quebec

TOWN OF STE-THÉRÈSE
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that the town of Ste-Thérèse will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act for the purposes of annexing to its present territory certain tracks of land situate in the parish of Ste. Thérèse de Blainville namely: lots no. 205, 207, 208; parts of lots 203, 204, 206, 538 et 534, and also parts of lots 209, 210, 211, 212, 213, 214, situate South-west of the south-westerly line of the Blvd Curé Labelle, route no. 11.

Montreal, December 27th, 1948.

LAJEUNESSE & LAVERDURE,
23871-53-4-o Attorneys.

NOTICE

Notice is hereby given that the city of St. Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act 24 George V, chapter 94 and amendments, for the following matters: the annexation to its territory of a land owned by the city and other lands situated

territoire d'un terrain dont elle est propriétaire et d'autres terrains situés dans la paroisse de St-Joseph d'Yamaska; l'imposition d'une taxe de vente de 2% dans la cité et son territoire adjacent le droit de défendre aux policiers et pompiers de de la cité d'appartenir à une union étrangère ou de s'y affilier.

St-Hyacinthe, ce 31 décembre 1948.

Le Procureur de la Cité,

23872-53-4-o PH. POTHIER.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que messieurs J. D. Savard, Donat Delisle et Adélard Laberge, tous trois entrepreneurs en plomberie et chauffage de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'incorporation de "La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec" avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations civiles ordinaires et spécialement tous les pouvoirs concernant l'administration, la conduite et la gestion de ses affaires, l'admission, la cotisation, la discipline et la suspension de ses membres.

La corporation sera administrée par un conseil d'administration dont le choix, les fonctions et les devoirs seront fixés par les règlements.

La corporation pourra décréter des peines disciplinaires et seuls ses membres pourront prendre, porter et employer le nom de: "Maître Plombier Licencié" en français et de: "Licensed Master Plumber" en anglais et d'employer après leur nom les initiales: "M.P.L." ou "L.M.P.".

La corporation sera restreinte aux seules personnes ayant exercé le métier d'entrepreneur en plomberie et chauffage avant la sanction de la présente loi et détenant une licence en vertu du chapitre 173 S.R.Q. 1941 et à toute autre personne admise par la corporation.

Le siège social et principal de la corporation sera situé dans la cité et la ville de Québec.

La corporation pourra adopter tout autre règlement jugé nécessaire à ces fins.

Le Procureur des pétitionnaires,

23870-53-4-o UBALD DÉSILETS.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, 4 Edouard VII, ch. 62 et les différents statuts qui l'amendent sur les matières suivantes: Amender la loi 20 Georges V, ch. 118, article 10; et annexer à la cité en tout ou en partie le territoire de la paroisse de Chicoutimi compris entre la Ville d'Arvida, la Rivière-du-Moulin et le lot numéro 76 (voie de chemin de fer "The Roberval & Saguenay Railway Co." du cadastre de la paroisse de Chicoutimi; amender l'article 526 de la Loi des Cités et Villes augmentant le maximum de la taxe; pour pourvoir à l'imposition d'une taxe pour l'enlèvement des vidanges, de la neige, et pour nettoyer les rues; pour donner droit de vote aux corporations; pour déclarer biens non imposables l'usine de filtration située dans la paroisse de Chicoutimi; et pour autres fins.

Chicoutimi, le 28 décembre 1948.

Le Procureur de la Requérante,

23889-1-4-o J.-C. GAGNÉ.

---

in the parish of St. Joseph d'Yamaska; the rectification of the boundaries of the municipality; the assessment of a 2% retail sales tax in the city and in its adjoining territory; the right of prohibiting to policemen and firemen to become members of an out of town union or to join it.

St-Hyacinthe, this 31st day of December 1948.

PH. POTHIER,

23872-53-4-o City Attorney.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. J. D. Savard, Donat Delisle and Adélard Laberge, all three plumbing and heating contractors of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at next session, for the incorporation of: "La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec" with all the powers, rights and privileges of ordinary civil corporations and in particular all powers concerning the administration, conduct and management of its business, the admission, assessment, discipline and suspension of its members.

The corporation will be managed by a Board of Directors the selection, functions and duties of which will be fixed by by-laws.

The corporation may enact disciplinary fines and only its members may take, bear and use the name of: "Maître Plombier Licencié" in French and: "Licensed Master Plumber" in English and use the following initials after their name: "M.P.L." or "L.M.P.".

The corporation will be restricted solely to those who have practiced the trade of plumbing and heating contractor before the sanction of the present Act and holding a license in virtue of chapter 173, R.S.Q., 1941 and to any other person admitted by the corporation.

The head office and principal place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

The corporation may adopt any other by-law deemed necessary for these purposes.

UBALD DÉSILETS,

23870-53-4 Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, 4 Edward VII, ch. 62, and the various statutes amending the same, upon the following matters: To amend the Act 20 George V, chapter 118, section 10; and to annex to the City the whole or part of the territory of the parish of Chicoutimi, comprised between the town of Arvida, la Rivière-du-Moulin and lot No. 76 (The Roberval & Saguenay Railway Co. right of way) of the cadastre for the parish of Chicoutimi; to amend section 526 of the Cities and Towns Act increasing the maximum tax; to provide for the levying of a tax for the removal of garbage, snow, and for street cleaning; to give voting right to corporations; to declare that the filtering plant, situate in the parish of Chicoutimi, is to be classed as non-taxable property; and for other purposes.

Chicoutimi, December 28, 1948.

J. C. GAGNÉ,

23889-1-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que François Xavier alias Edmond Gauthier, de Château Richer, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant son adoption par feu Hector Gauthier et son épouse, Dame Marie-Louise Bouchard, et lui reconnaissant tous les droits et les obligations d'un fils adoptif et autres fins.

Québec, ce 29 décembre 1948.

Le Procureur du Requérant,
GUY HUDON.

23891-1-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that François Xavier alias Edmond Gauthier, of Château-Richer, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to demand the passing of an Act, ratifying his adoption by the late Hector Gauthier and his wife, Marie-Louise Bouchard, and confirming all his rights and liabilities as such and other purposes.

Quebec, December the 29th, 1948.

GUY HUDON,
Attorney for Plaintiff.

23891-1-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes donné, que la Ville d'East Angus s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 2, George V, ch. 72 et les différents statuts qui l'mendent, sur les matières suivantes: autoriser la corporation à passer un contrat avec la "Fitwell Gloves Co.", de Windsor, Ontario, pour favoriser l'établissement d'une succursale de la dite compagnie à East Angus; décréter que des frais de représentation au montant de $700.00 par année soient versés au maire et $500.00 par année à chacun des échevins; exempter l'expédition d'avis de convocation pour les assemblées régulières qui seront tenues à dates fixes et prédéterminées; avoir le droit d'imposer et prélever, sujet à referendum, une taxe de vente n'excédant pas 2%; pouvoir, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles, au coût total et maximum de $50,000.00, devant servir à des fins municipales ou industrielles, et vendre ou louer le ou les dits immeubles à certaines conditions déterminées dans la présente loi; constituer un fonds de roulement d'au plus $40,000.00 pour faire face aux dépenses de la municipalité au cours d'un exercice, en attendant la rentrée des fonds produits par les taxes, licences, ou autres revenus du même exercice; et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 27 décembre, 1948.

Les Procureurs de la requérante,
COTE & CREPEAU.

23892-1-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of East Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act amending its charter, the act 2 George V, ch. 72, and the various statutes amending it: to authorize the Corporation to pass a contract with the Fitwell Gloves Co. of Windsor, Ontario, to induce the said company in establishing a branch at East Angus; to enact that the mayor shall receive $700.00 yearly and each alderman $500.00 yearly as entertainment expenses; to dispense with the sending of convocation notices for the regular meetings of the council which will be held at fixed and predeterminate dates, to have the right to lay and levy, subject to a referendum, a sales tax not exceeding 2%; to have the power, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, to purchase, build and maintain one or several immovables, at a total and maximum cost of $50,000.00, for municipal or industrial use, and to be able to sell or let the said immovable or immovables according to certain prescriptions to be set in the act; to set a "working-fund" up to a maximum of $40,000.00 to meet the expenses of the municipality during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licences or other revenues of the same fiscal year; and for other purposes.

Sherbrooke, December 27th, 1948.

COTE & CREPEAU,
Attorneys of petitioner.

23892-1-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dionne Limitée, corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant un acte de vente du 30 décembre 1947, entre Dame Malvina Forget dit Despatie, veuve non remariée de Feu Omer Lorrain, de la cité de Montréal, Paul-Emile Lorrain, de la ville de Valleyfield, Géraldine Lorrain, fille majeure et Emélie Lorrain, fille majeure, toutes deux de la cité et du district de Montréal, et Henry Falk, de la cité et du district de Montréal, relativement à un emplacement composé des lots nos 684 et 685 de la subdivision officielle du lot N° 2643 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, district de Montréal.

Montréal, ce 3 janvier 1949.

Les Procureurs de la Requérante,
SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.

23893-1-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dionne Limited, corporation duly incorporated in virtue of the Quebec Companies' Act, having its head office in the city of Montreal, said district, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law ratifying a deed of sale dated December 30th, 1947, from Mrs Malvina Forget-Despatie, widow of the late Omer Lorrain, of the city of Montreal, Paul-Emile Lorrain, of the town of Valleyfield, Géraldine Lorrain and Emélie Lorrain, spinsters, both of the city of Montreal, said district, to Henry Falk, of the city of Montreal said district, concerning an emplacement composed of lots Nos. 684 and 685 of the official subdivision of lot No. 2643 of the Official Plan and Book of References of the Parish of St-Lawrence, district of Montreal.

Montreal, January 3rd, 1949.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,
Attorneys for the Petitioner.

23893-1-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Jean-Jacques Gagné, étudiant, de la cité de Sorel, s'adressera à la Législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session pour l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature et à l'admettre à l'exercice de la profession, selon une résolution du Conseil de la Chambre des Notaires, le 16 décembre 1948, après examen.

Le Réquérant,
23890-1-4-o JEAN JACQUES GAGNÉ.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Jean-Jacques Gagné, student, of the city of Sorel, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the Province of Quebec, to admit him to the study of the notarial profession, to regularize his indentureship and to admit him to practice the notarial profession after examination according to a resolution by the Council of the Board of notaries, on the 16th of December 1948.

JEAN JACQUES GAGNÉ,
23890-1-4-o Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que les Curé et Marguillers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse du Saint-Cœur de Marie, à Québec, des cité et district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi spéciale, aux fins de valider, ratifier et légaliser les résolutions, les contrats d'acquisition de terrains et de constructions, et les emprunts faits par obligations ou autrement, par la dite Fabrique, relatifs à la construction d'une annexe à son église paroissiale et au remboursement d'emprunts antérieurs: et aussi, pour autoriser ladite Fabrique à emprunter une somme additionnelle de $57,000.00 pour compléter, parachever et pourvoir à l'ameublement du dit immeuble.

Québec, 4 janvier 1949.
Le Procureur de la Pétitionnaire,
23904-1-4-o JEAN-MARIE GUÉRARD.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Parish Priest (curé) and churchwardens of "L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse du Saint-Cœur de Marie, at Quebec, of the city and district of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act to validate, ratify and legalize the resolutions, contracts for acquisition of lots of land and constructions, and the loans made by a bond or otherwise, by the said Fabrique respecting the construction of an annex to its parish church, and the refunding of previous loans; and also to authorize the said Fabrique to borrow an additional sum of $57,000.00 to complete, finish, and provide for the furnishing of the said immovable.

Quebec, January 4, 1949.
JEAN-MARIE GUÉRARD,
23904-1-4 Attorney for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que "L'Industrielle", compagnie d'Assurance sur la Vie, corporation légale ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant sa charte de manière à définir ses pouvoirs d'une façon plus précise; à réduire le nombre d'actions requis pour l'élection des directeurs; créer une classe de directeurs élus par les porteurs de police à participation; pour déterminer la part des bénéfices nets qui peuvent être distribués comme dividendes ou bonus aux actionnaires et porteurs de police à participation, ces derniers en recevant au moins 90%; pour être autorisée à faire des placements à l'étranger; et pour autres fins.

Québec, 4 janvier 1949.
Les Procureurs de l'Industrielle,
Compagnie d'Assurance sur la Vie
St-Laurent, Taschereau,
23919-1-4-o St-Laurent & Noel.

Notice is hereby given that the "Industrial Life Insurance Company", a legal corporation having its corporate seat in the City of Quebec, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law, amending its charter so as to define its powers in a more precise manner; to reduce the number of qualifying shares required for the election of directors; to create a category of directors to be elected by participating policyholders; to be authorized to determine what part of net profits are to be distributed to shareholders and participating policyholders, the latter receiving at least 90% ; to be authorized to make foreign investments; and for other purposes.

Quebec, January 4th, 1949.
St-Laurent, Taschereau
St-Laurent & Noel,
Attorneys for the Industrial Life
23919-1-4-o Insurance Company.

Avis est par les présentes donné que Alexander Hugh Robertson, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Herbert Patrick Dickey, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Valmore Armand de Billy, de la cité de Lévis, avocat, et John Layton McKeen, de la cité de Montréal, comptable agrée, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant une compagnie en corporation sous le nom de "Romaine River Railway Company", pour les fins d'un chemin de fer à partir du voisinage du Lac Tio dans le canton Têtu, au quai de chargement à Havre Saint-Pierre, comté de Saguenay, avec un

Notice is hereby given that Alexander Hugh Robertson, of the City of Montreal, Mining Engineer; Herbert Patrick Dickey, of the City of Montreal, Mining Engineer; Valmore Armand de Billy, of the City of Levis, Barrister at Law, and John Layton McKeen, of the City of Montreal, Chartered Accountant, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Romaine River Railway Company", for the purpose of the construction, maintenance and operation of a railway from the vicinity of Lake Tio in the Township of Têtu, to the loading wharf at

capital-actions de trois millions de dollars, avec privilège de l'augmenter, avec un bureau chef dans la cité de Montréal, avec tous les pouvoirs ordinaires conférés à une telle compagnie de chemin de fer et spécialement de fixer le nombre des directeurs; approuver les procédures prises par Allard Lake (Quebec) Mines Limited en rapport avec ladite ligne de chemin de fer conformément à l'autorisation et les pouvoirs contenus dans un arrêté ministériel autorisant la construction de telle ligne; avec pouvoir d'acquérir l'actif ou le capital-actions de ladite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; avec pouvoir de continuer les procédures ou autres actions prises par ladite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; pour déclarer que ladite compagnie ne sera pas considérée comme un voiturier ordinaire de passagers; exempter la compagnie de certaines dispositions de la Loi des Chemins de Fer, et spécialement des dispositions des articles 179 à 181 inclusivement et 186; construire des embranchements; construire des chemins; construire et exploiter des lignes de téléphone, de télégraphe, et faire des opérations de radio; acquérir, posséder et exploiter des véhicules automobiles et aéroplanes; faire des arrangements avec d'autres compagnies de transport; émettre des débentures et obligations; déclarer que les dispositions de la Loi des Chemins de fer de Québec, sauf la dérogation faite plus haut, s'appliqueront à la compagnie relativement à la construction, opération et entretien de ladite ligne de chemin de fer ou ses embranchements ou extensions, mais ne s'appliqueront pas à la compagnie en ce qui concerne ses autres pouvoirs; et pour toutes autres fins.

Québec, le 20 décembre 1948.

L'Avocat des requérants,
24050-3-4-o ALBERT DUMONTIER, C.R.

Havre Saint-Pierre, County of Saguenay, with a capital stock of three million dollars with power to increase, with Head Office at the City of Montreal, with all the powers usually conferred upon such a railway company and specially to determine the number of directors; to approve all proceedings taken heretofore and hereafter by Allard Lake (Quebec) Mines Limited in connection with the said line of railway pursuant to the authorization and powers contained in an Order-in-Council authorizing the construction of same; with power to acquire the assets or outstanding stock of said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; with power to continue all proceedings and other actions heretofore begun by said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; to declare that the said company shall not be deemed to be a common carrier of passengers; to exempt the said company from certain provisions of the Quebec Railway Act, and more specially to the provisions of sections 179 to 181 inclusive and 186; to construct branch lines; to construct roads, to construct and operate telegraph and telephone lines, and radio operations; acquire, own and operate motor vehicles and airplanes; to enter into agreements with other transportation companies; to issue bonds; to declare that the provisions of the Quebec Railway Act, except as derogated from in the foregoing, shall apply to the company in respect of the construction, operation and maintenance of the said line of railway or branches therefrom or extensions thereof, but shall not apply to the Company as regards its other powers; and for other purposes.

Quebec, December 20th, 1948.

ALBERT DUMONTIER, K.C.,
24050-3-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que MM. Alphonse Raymond et Eugène Raymond, tous deux bourgeois des cité et district de Montréal, en leur qualité de grevés de substitution créée par le testament de feu Marius Raymond, et Lionel Alfred Audette, courtier d'assurances, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à la même substitution, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, aux fins de faire adopter une loi pour leur permettre de vendre de gré-à-gré les biens immeubles de cette substitution, d'accepter des immeubles en dation en paiement et pour toutes autres fins.

Montréal, 10 janvier 1949.

LEROUX & LEROUX,
Notaires.
Pour les requérants,
ALPHONSE RAYMOND,
EUGENE RAYMOND,
24009-2-4-o LIONEL ALFRED AUDETTE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Messrs Alphonse Raymond and Eugène Raymond, both gentlemen of the city and district of Montreal, in their quality of institutes to the substitution created by the last will of late Marius Raymond, and Lionel Alfred Audette, insurance broker, of the city and district of Montreal, in his quality of curator of same substitution, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the right to sell de gré-à-gré the immoveable properties of the substitution, to accept the immoveable properties in *Dation en paiement* and for all other purposes.

Montreal, January the 10th, 1949.

LEROUX & LEROUX,
Notaries,
For the Petitioners,
ALPHONSE RAYMOND,
EUGENE RAYMOND,
24009-2-4-o LIONEL ALFRED AUDETTE.

AVIS PUBLIC SUPPLÉMENTAIRE

Avis est par les présentes donné que la Ville de Cowansville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi ajoutant à ses Lettres Patentes en date du 11 juillet 1931, de nouveaux pouvoirs en plus de ceux déjà mentionnés par avis public, sur les matières suivantes:

Mode de remplacement des échevins aux élections générales; infractions aux règlements de trafic; taxe sur les distributeurs automatiques; tarif des permis pour taxis et conducteurs; varia-

SUPPLEMENTARY PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Cowansville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act adding to its letters Patent dated the 11th of July, 1931, further new power in addition to those already mentioned by public notice, upon the following matters:

The manner of replacing aldermen at the general elections; violations to traffic regulations; tax on slot machines; tariff of licenses for taxis and drivers; variation in the price of different

tion du prix des différents permis d'affaires; acquisition et construction d'immeubles; droit de vote des locataires aux élections municipales. Et l'autorisant à consentir à un projet de contrat, en date du 4 août 1948, avec la Central Mortage & Housing Corporation.

Cowansville, le 5 janvier 1949.

Le Procureur et agent de la Ville
de Cowansville,
23956-2-4-o PAUL PROVOST, C.R.

business taxes; acquisition and construction of immovables; voting right for tenants at municipal elections. And the authorization to consent to a draft of a contract, dated August 4th, 1948, with the Central Mortgage & Housing Corporation.

Cowansville, January 5, 1949.

PAUL PROVOST, K.C.,
Attorney and agent for the Town
23956-2-4 of Cowansville.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du village de Giffard, comté de Québec, s'adressera à la Législature à sa présente session en vue d'obtenir la passation d'une loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux relativements à l'homologation suivant plan des principales voies et rues de la municipalité; à la règlementation de la situation et l'espèce des arbres le long des rues et chemins; à la classification des édifices d'après leur usage, la nature de leurs matériaux et les rues où ils doivent être construits; à la règlementation du nombre et de la hauteur des étages des édifices ainsi que des dimensions de leurs murs extérieurs et de fondation; à la règlementation du niveau des planchers de cave et de sous-sols par rapport au niveau des canaux d'égout, au niveau de la chaussée et au niveau du terrain nivelé en permanence autour des édifices; à l'amendement à certaines conditions de tous règlements passés sous l'article 392a du Code Municipal; à d'autres dispositions relatives à la dite corporation.

Le Procureur de la pétitionnaire,
23957-2-4-o LOUIS DUSSAULT, avocat.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation for the village of Giffard, county of Quebec, will apply to the Legislature at its present session for the passing of an act giving certain special powers and more particularly the powers: to homologate, classify and fix the width of main-roads and streets according to plan; to regulate the kind and the location of trees along the streets and roads; to classify and group buildings according to their use, the nature of their materials of which they are constructed and the streets where they are to be built; to regulate the number and height of the stories of buildings and the dimensions of their exterior and foundation walls; to regulate the level of cellar and basement floors in relation to sewer and roadway levels and to the elevation of the permanently levelled ground around the buildings; to amend, on certain conditions, any by-law passed under the article 392*a* of the Municipal Code, and otherwise providing in respect of said corporation.

LOUIS DUSSAULT, advocate,
23957-2-4-o Attorney for applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, en vue de l'adoption d'une loi amendant sa Charte, la loi 3 George V, chapitre 72 et amendements, et, pour elle, la loi générale des Cités et villes, pour permettre au Conseil de décréter par règlement la construction, par la municipalité, de maisons d'habitation pour ses employés, ses citoyens ou toutes autres personnes; pour autoriser la municipalité à emprunter à cette fin une somme maxima de $200,000.00; Pour confirmer et ratifier une convention intervenue entre la ville et la Cité de Montréal et effectuant entre elles l'échange de certains territoires; pour autoriser le Conseil à faire des règlements aux fins suivantes: règlementer le lieu et l'état de tous appareils ou objets en saillie, cordes à linge, poteaux, séchoirs, antennes ou accessoires de radios; obliger les propriétaires à soumettre au Conseil, plutôt qu'à l'inspecteur des bâtiments, les plans de bâtiments projetés, et à en obtenir copie d'une résolution approuvant tels plans; obliger les propriétaires à remplacer, après un certain temps, les excavations pratiquées sur leurs terrains et à couper et enlever de leurs propriétés les arbres en mauvais état.

La ville s'adressera de plus à la Législature, à sa prochaine session, à d'autres fins.

Ville de Mont-Royal, le 7ième jour de janvier 1949.

Les Procureurs de la Ville,
de Mont-Royal,
23958-2-4-o ROBITAILLE & POULIOT.
477, rue St-François-Xavier, Montréal.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Mount-Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec et its next session for the adoption of an Act amending its Charter, Act 3, George V, chapter 72 and amendments, to authorize the Council to make by-laws to order the construction by the Municipality of dwelling houses for its employees, its citizens, or any other persons; to authorize the Municipality to borrow an amount not exceeding $200,000.00 for that purpose: to confirm and ratify an agreement entered into by the Town and the City of Montreal providing for the exchange of certain territories; to authorize its Council to make by-laws for the following purposes: to regulate the location and condition of any apparatus, protuberance of any kind, clothes-line, poles, clothes-horse wireless antenna or radio aerial; to compel proprietors to submit to the Council, instead of the building inspector, the plans of the buildings to be erected and to obtain from the latter a copy of resolution approving such plans; to compel proprietors to fill in, after a certain time, any excavation made on their land, and to cut and remove from their property trees that are in a bad condition.

The Town will also apply to the Legislature at its next session for other purposes.

Town of Mount Royal, the 7th day of January, 1949.

ROBITAILLE & POULIOT,
Attorneys for the Town of
23958-2-4-o Mount Royal.
477, St. François-Xavier, st., Montreal.

MUNICIPALITÉ DE LA ROCHELLE

Avis public est, par les présentes donné que MM. Jean-Louis Ouellette, Raoul Roberge, Ludger Harvey, Félix Boutin, Fernand Prince, Joseph Filteau et Joseph Labonté, s'adresseront à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour demander:

1° l'érection en municipalité rurale, au point de vue municipal seulement, du territoire suivant qui sera détaché de la municipalité de Tingwick: les lots 946, 948, partie des lots 943 et 949 au sud-est de la rivière Nicolet, les lots 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1157, 1159, partie du lot 1164, les lots 1165, 1166 et 1170.

Ce territoire est limité comme suit: au sud-ouest, par la ligne séparative des cantons de Shipton et de Tingwick, limitant au sud-est, les lots 1170, 1055, 1053 et la partie du lot 949 située au sud-est de la rivière Nicolet; au sud-est, par les lignes sud-est des lots 1170 et 1166 cette dernière prolongée à travers le lot 1164 et dans le lac Richmond jusqu'à un point situé à mi-distance entre la rive sud-ouest du lac et l'île portant le numéro 1160; vers le nord-est et le nord, par une ligne irrégulière passant à mi-distance entre la susdite île et ladite rive sud-ouest et, de là, à mi-distance entre les deux rives du lac Richmond et de la rivière Nicolet.

2° Certains amendements au Code municipal de la province de Québec, par lequel la municipalité de La Rochelle sera régie, en ce qui concerne la date des élections, la désignation des sièges des conseillers, la date et le lieu des séances du conseil et les qualités requises pour être élu maire ou conseiller.

Le Procureur de la pétitionnaire,
24014-2-4-o LOUIS-F. CANTIN.

MUNICIPALITY OF LA ROCHELLE

Public notice is hereby given that Messrs. Jean Louis Ouellette, Raoul Roberge, Ludger Harvey, Félix Boutin, Fernand Prince, Joseph Filteau and Joseph Labonté, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to request:

1. the erection into a rural municipality, from a municipal viewpoint only, of the following territory to be detached from the municipality of Tingwick: lots 946, 948, part of lots 943 and 949 southeast of the Nicolet river, lots 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1157, 1159, part of lot 1164, lots 1165, 1166 and 1170.

The said territory is bounded as follows: on the southwest, by the division line of the townships of Shipton and Tingwick, bounding on the southeast lots 1170, 1055, 1053 and the part of lot 949 situate southeast of the Nicolet river; on the southeast, by the southeast lines of lots 1170 and 1166 this latter extended across lot 1164 and into Lake Richmond up to a point situate midway between the southwest shore of the lake and the island bearing No. 1160; on the northeast and north, by an irregular line passing midway between the aforesaid island and the said southwest shore and, thence, at midway between the two shores of lake Richmond and the Nicolet river.

2. Certain amendments to the Municipal Code of the Province of Quebec, whereby the municipality of La Rochelle will be governed, as regards the date of elections, the designation of the seats of the councillors, the date and place of the meetings of the council and the qualifications required to be elected mayor or councillor.

LOUIS F. CANTIN,
24014-2-4 Attorney for petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Obtenir une portion du revenu annuel provenant de la taxe de vente municipale échéant à la Cité de Verdun.

2° Déclarer que l'évaluation des immeubles de la Cité de Montréal situés en la Cité de Verdun, sera la même pour fins municipales et scolaires.

3° Emprunter sur simple résolution et aux conditions déterminées par la Commission Municipale de Québec, une somme de neuf cent mille dollars, pour la construction de deux écoles contigues pour garçons et filles, dans la paroisse St-Thomas-More, et pour ce faire, émettre des bons ou obligations en séries; et pour autres fins.

Verdun, le 23 décembre1948.
Le Secrétaire-trésorie de la Commission
des Écoles Catholiques de Verdun,
23842-53-4-o MARCEL BERTRAND.

Public notice is hereby given that the Verdun Catholic School Board, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act for the following purposes:

1. That a portion of the annual revenue of the Municipal sales tax paid to the City of Verdun be obtained.

2. That it be declared that the valuation of the immoveable properties belonging to the City of Montreal and comprised within the limits of the City of Verdun shall be the same for both Municipal and School purposes.

3. That by simple resolution and subject to the conditions imposed by the Quebec Municipal Commission, a sum of nine hundred thousand dollars be borrowed, for the construction of two contiguous schools for boys and girls, in the Parish of St-Thomas-More, and to that effect bond or debentures in series be issued; and for other purposes.

Verdun, December 23rd 1948.
MARCEL BERTRAND,
Secretary-Treasurer for the
23842-53-4-o Verdun Catholic School Board.

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour faire amender sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, en ce qui concerne la préparation et la revision des listes électorales, la date, le mode

PUBLIC NOTICE

Public notice is given that the City of Quebec will apply to the Legislature, at its present session, for amendments to its charter, the Act 19 George V, chapter 95, and Acts amending it, as regards the preparation and revision of the electoral lists, the date, the mode of nomi-

de présentation des candidats aux charges municipales, la date de l'élection, l'établissement d'un bureau de votation, la tenue des cahiers de votation, la forme des bulletins de vote; pour accorder à certains techniciens les pouvoirs des évaluateurs de la Cité; pour fixer au 1er novembre la date où des intérêts pourront être chargés sur les comptes du service de neige; pour obtenir le droit d'établir des prix différents pour l'eau fournie par la Cité à certaines institutions; pour obtenir l'autorisation d'emprunter les sommes suivantes, avec l'approbation de la Commission Municipale de Québec: $200,000.00 pour la construction de pavages permanents, $100,000.00, pour la réfection des pavages, 660,000.00 pour l'élargissement de la rue Dorchester, $50,000.00 pour la préparation d'un plan d'urbanisme; pour porter de $250,000.00 à $300,000.00 le pouvoir d'emprunt annuel de la Cité pour l'établissement des nouveaux services d'aqueduc et d'égouts; pour modifier la loi régissant les constructions dans une partie du territoire faisant partie du Parc des Champs de Bataille; pour uniformiser les lois accordant certaines exemptions de taxes sur les habitations nouvelles; pour accorder pendant cinq ans une exemption de taxes aux nouvelles industries construites dans certaines zones déterminées et sur les immeubles appartenant à des pays étrangers et occupés pour des fins consulaires; pour permettre à la Cité de faire des prêts afin d'aider à l'établissement de nouvelles industries; pour modifier la loi imposant une taxe de vente dans la cité et la rendre conforme à la loi provinciale; pour obtenir l'autorisation d'accorder des pensions convenables à certains fonctionnaires; pour demander la ratification de certains règlements municipaux et faire disparaître tout doute quant à leur validité; et tous autres amendements qui pourraient être à l'avantage des contribuables de la cité

Québec, 14 janvier, 1949

Les Avocats de la Cité de Québec,
24039-3-4-o PELLETIER & GODBOUT

nation of candidates to municipal charges, the date of the election, the establishment of polls, the keeping of poll-books, the type of ballots; to grant to certain technicians the powers of City assessors; to fix to the 1st of November the date upon which interest may be charged on accounts for snow removal service; to obtain the right to establish various prices for water supplied by the City to certain institutions; to obtain the authorization to borrow the following amounts, with the approval of the Quebec Municipal Commission: $200,000 for permanent pavings, $100,000, for rebuilding pavements, $660,000 for the widening of Dorchester street, $50,000 for town planning; to increase from $250,000 to $300,000 the annual borrowing power of the City for the establishment of new waterworks and sewer services; to amend the Act governing the buildings in a part of the territory forming part of the Battlefields Park; to standardize the laws granting certain exemptions of taxes on new dwellings; to grant a five year exemption of taxes to new industries built in certain specified zones and upon immovables belonging to foreign countries and occupied as consulates; to permit the City to grant loans to assist in the establishment of new industries; to amend the Act levying a sales tax in the city and render it conformable to the Provincial Act; to obtain authorization to grant suitable pensions to certain employees; to request ratification of certain municipal regulations and eliminate all doubt as to their validity; and any other amendments which may be of advantage to the taxpayers of the city.

Quebec, January 14, 1949.

PELLETIER & GODBOUT,
24039-3-4 Attorneys for the City of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le révérend Père Adalbert Debelt, O.M.C., le révérend Père James Benisch, O.M.C., et le révérend Père Damian Miller, O.M.C., tous présentement des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "L'Ordre des mineurs conventuels", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour les fins religieuses, éducationnelles et charitables, et spécialement avec le pouvoir de posséder des propriétés immobilières de quelque étendue que ce soit nonobstant les dispositions de l'article 3 de la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorte (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 283; la corporation sera gouvernée par la régie de sa communauté et elle aura le pouvoir de faire des règlements; son siège social sera dans la Cité de Montréal.

Montréal, ce 8 janvier 1949.

Le Procureur des pétitionnaires,
PAUL MASSÉ.

152 est, rue Notre-Dame,
Montréal, Qué. 24023-3-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that R. P. Adalbert Debelt, O.M.C., R. P. James Benisch, O.M.C., and R.P. Damian Miller, O.M.C., all presently of the City and District of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session for the passing of an Act incorporating the "Order Minor Conventuals", with all the powers rights and privileges of ordinary corporations and with special powers for religious, educational and charitable purposes, and specially with the power to hold immoveable property of any extent whatsoever notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 283); the corporation will be governed by the rules of their community and will have the power to make by-laws; the head office of the corporation shall be in the City of Montreal.

Montreal, January 8th, 1949.

PAUL MASSÉ,
Attorney for the petitioners.

152 Notre-Dame Street East,
Montreal, Que. 24023-3-4-o

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE L'ASSOMPTION

Avis public est, par les présentes donné, par le soussigné, Joseph Eudore Beauchamp, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de l'Assomption, que les lots ou parties de lots ci-après mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, JEUDI, le DIXIEME jour de MARS prochain, 1949, à DIX heures de l'avant-midi, au Palais de Justice, lieu des séances dudit conseil dans la ville de L'Assomption, pour les cotisations et taxes dues aux municipalités ci-après mentionnées sur les divers lots ou parties de lots ci-après décrits, si ces diverses cotisations et taxes ne sont pas payées avec les frais et intérêts avant le jour fixé pour la vente.

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ASSOMPTION

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Eudore Beauchamp, secretary-treasurer of the municipal council of the county of l'Assomption, that the lots or parts of lots hereinafter mentioned, will be sold by Public Auction, on THURSDAY, the TENTH day of MARCH, next, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, in the Court House, where the said council holds his sittings, in the town of l'Assomption, for the assessments and taxes due to the municipalities hereinafter mentioned upon the several lots or parts of lots hereinafter described, unless the same be paid with costs and interests incurred before the day above mentioned for the sale.

Municipalité de la paroisse de Lachenaie, cadastre de la paroisse de Lachenaie
Municipality of the parish of Lachenaie, cadastre of the parish of Lachenaie

Noms des propriétaires — Names of owners	N° du cadastre — Cadastral No.	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — Sch. taxes	Int. & frais — Int. & costs	Total
J.-André Paulhus.	107-117-121, 127, 128p.	$ 17.70	$ 23.87	$ 2.93	$ 44.50

Corporation Scolaire du village de Charlemagne, cadastre de la paroisse de Saint-Paul L'Ermite
School Corporation of the village of Charlemagne, cadastre of the parish of Saint-Paul L'Ermite

Mme-Mrs. Alp. Laframboise.	3-4 de-of 41			9.10	0.55	9.65

Municipalité de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, cadastre de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche
Municipality of the parish of Saint-Henri de Mascouche, cadastre of the parish of Saint-Henri de Mascouche

Henry Paquin.	780-40.		44.01	103.05	10.50	157.56
Clive D. Winslade.	386.		5.92	4.10	1.60	11.62

Donné en la ville de L'Assomption, ce huitième jour de janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier du conseil municipal,
du comté de L'Assomption,
24020-3-2-o J. E. BEAUCHAMP.

Given at the town of L'Assomption, this eighth day of January one thousand nine hundred and forty-nine.

J. E. BEAUCHAMP,
Secretary-treasurer of the Municipal Council
24020-3-2-o of the county of L'Assomption.

Province de Québec

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE COMPTON

Avis public est par les présentes donné par H. A. Stevenson, secrétaire-trésorier que les terrains ci-après mentionnés seront vendus à l'enchère publique au lieu où le conseil de comté tient ces sessions en la ville de Cookshire, JEUDI le DIXIEME jour du mois de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi pour les cotisations municipales et scolaires dues aux municipalités à moins que les divers montants et frais encourus ne soient payés avant le jour ci-dessus mentionné.

Province of Quebec

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF COMPTON

Public notice is hereby given by H. A. Stevenson Secretary-treasurer, that the lands hereinafter designated will be sold by public aution at the place where the sittings of the County Council are held at the Town of Cookshire, on THURSDAY the TENTH day of MARCH, next at TEN in the forenoon for the Municipal and School taxes and costs incured if not paid before the day above mentioned.

Municipalité du Canton de Eaton — Municipality of the Township of Eaton

Nom du propriétaire Name of Owner	N° du lot No. of lot	Rang Range	N° du cad. Cad. No.	Nombre d'acres Number of acres	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Jean Labbé	19	9	19,C	100	$53.15	$73.05
Wilfred Ruel	28	3	28,A	65		162.85
	27	3	27,D	50		

Municipalité du Canton de Hampden — Municipality of the Township Hampden

Succ.-Est. John M. MacDonald.	25	I,V,S.	261	103	45.53	21.99

Municipalité du Canton de Newport — Municipality of the Township of Newport

Donia Tardie	15,A & 15,B	8	15,A-15,B	200	158.90	91.14
William Martin	E½ 15	11	E½ 15	100	48.26	

Municipalité du Canton de Saint-Isidore de Auckland
Municipality of the Township of Saint-Isidore de Auckland

Joseph Cyr	O.-W,½ S,½ 23.	9		48	27.82	27.73
Louis Roberge	E,½ 21.	10		113½	24.02	61.82
Philippe Brochee	O.-W, 24.	11		103	10.64	
Nieree Plant	E, 24.	11		103	45.02	
Hormidas Alie	O.-W, ½ 19.	7	126½			45.47
Onésime Lessard	E, ½-7	9	104½			51.88
Oswald Brault	3	8			3.95	

Une certaine portion du terrain faisant partie du lot 3, rang 8 de la municipalité d'Auckland s'étendant sur un front de 67 pieds à partir du coin nord-est de la ferme de M. Lacourse et assez loin au sud dudit front pour former un demi-acre de terre en tout.

A certain portion of the lot of land making part of Lot 3, Range 8 in the Municipality of Auckland stretching 67 ft frontage starting from the North-East corner of the farm of Mr. Lacourse and far enough on the South of the said frontage to form a half acre of land in all.

Municipalité de Saint-Venant de Hereford — Municipality Saint-Venant de Hereford

Caisse Populaire de-of Paquetteville.	P. 11,A.	A	P. 11,A		10.34	17.17

Une partie de 11,A commençant au coin du rang 9 et du chemin de la rivière, de là vers le sud suivant le chemin de la rivière sur une distance de 90 pieds à un point de l'angle droit, vers l'ouest sur une distance d'environ 125 pieds à la propriété de Alex Lazure, de là vers le nord sur une distance de 90 pieds au chemin du rang 9 et de là vers l'est suivant le chemin du rang 9 sur une distance d'environ 125 pieds du point de départ.

Part of 11,A commencing at the corner of Range 9 and from the river road from there towards the south following the river road 90 ft to a point from the right angle towards the west about 125 ft to the property of Alex Lazure from there towards the north 90 ft to the road of Range 9 and from there towards the east following the road of Range 9 about 125 ft from the point of departure.

Municipalité du Canton de Sainte-Edwidge de Clifton—Municipality of the Township Sainte-Edwidge de Clifton

Mme-Mrs. Georges-Emile Carbonneau.	2,C, 3,A	9	181	100	67.14	220.65
	3,C	10	260	50		

Donné en la ville de Cookshire, ce dixième jour de janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier du comté de Compton,
H. A. STEVENSON.

24021-3-2-o

Given at the Town of Cookshire, this tenth day of January, one thousand nine hundred and forty-nine.

H. A. STEVENSON,
Secretary-treasurer County of Compton.

24021-3-2-o

Province de Québec

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ D'IBERVILLE

Avis public est présentement donné par le soussigné J. E. Boivin, secrétaire trésorier du conseil municipal du comté d'Iberville, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique au rabais, au bureau du dit conseil en la ville d'Iberville, JEUDI le DIX MARS

Province of Quebec

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE COUNTY OF IBERVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned J. E. Boivin, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Iberville, that on THURSDAY, the TENTH Day of MARCH next 1949 at TEN o'clock a.m. in the Office of said council in the Town of Iber-

prochain 1949, à DIX heures a. m. pour le paiement des taxes municipales, scolaires, rentes seigneuriales, assurance et travaux dus, à la municipalité ci-après, si ces diverses cotisations et dûs ne sont payés avec les frais avant le jour fixé pour la vente.

ville, shall be sold by public auction the lots of land there-after described, for the payment of the municipal, school taxes, seigneurial rents, Mutuel insurance and other charges due to the municipality hereinafter mentioned, unless the same be paid with the costs before said sale.

Municipalité de la paroisse de St-Alexandre d'Iberville — Municipality of the parish of St-Alexandre of Iberville

Noms des propriétaires — Names of the Owners	Nos Officiels — Official Nos.	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — Sch. taxes	Rentes — Rents	Assurance — Insurance	Travaux — Works	Total
Succ.-Est. Eugène Boisvert	465			$ 7.71	$10.94		$18.65
Ulric Marchand	411	$32.46	$49.69	15.60	13.78	$ 9.78	121.31

Donné à Iberville ce 11 janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier,

24018-3-2-o J. E. BOIVIN C.M.C.I.

Given at Iberville this 11th January 1949.

J. E. BOIVIN,

24018-3-2-o Secretary-Treasurer, M.C.C.I.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE CHÂTEAUGUAY

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la corporation de la municipalité du comté de Châteauguay que JEUDI, le DIXIEME jour de MARS mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle du conseil municipal du comté de Châteauguay, à Ste-Martine, Québec., les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique pour taxes municipales et scolaires dues sur chacun de ces mêmes immeubles à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHÂTEAUGUAY

Public notice is hereby given by the undersigned, secretaty-treasurer of the corporation of the municipality of the county of Châteauguay, that THURSDAY the TENTH day of MARCH ninéteen hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, at the hall of the municipal council of the county of Châteauguay, at St. Martine, Que., the following immoveable properties will be sold at public auction for municipal and school taxes due on each of these same lots, unless those taxes together with the cost incurred up be paid before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome
Municipality of the parish of Saint-Jean-Chrysostome

Propriétaires — Owners	N° du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Veuve-Wid. Narcisse Allen	N° 1394	$ 1.50	$ 2.39	$ 3.89

Municipalité du village d'Ormstown, cadastre de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown
Municipality of the village of Ormstown, cadastre of the parish of Saint-Malachie d'Ormstown

Veuve-Wid. Joseph Boudreau	N° 66-6 & P. N° 67 (a)	$63.05	$27.26	$90.31

a) Cette partie du lot no 67 de forme irrégulière et triangulaire, contenant dans les lignes latérales la longueur qui se trouve entre la propriété des chemins de fer nationaux et la rue qui se trouve au front dudit terrain, et la largeur est le terrain que se trouve entre la propriété de J. B. Bazinet et l'extrémité nord-est dudit terrain bornée: vers le nord, par le chemin de fer, vers le sud, par la rue Elizabeth, et à l'ouest, par la propriété dudit J. B. Bazinet.

a) This part of the lot no 67 of irregular and triangular figure, containing in the lateral lines the lenght existing between the property of the National Railways and the street being at the front of the said land; the width is the land being between the property of J. B. Bazinet and the north-east end of the said land, bounded: towards the north by the railroad, towards the south by Elizabeth street, and towards the west, by the property of the said J. B. Bazinet.

Tous les immeubles ci-dessus avec les bâtisses, s'il y en a.

Ste-Martine, Qué., ce 3 janvier 1949.

Pour copie conforme

Le Secrétaire-trésorier,

24046-3-2-o ROLAND POUPARD.

All the above mentioned immoveables with buildings, if any.

St. Martine, Que., January 3rd 1949.

True copy.

ROLAND POUPARD,

24046-3-2-o Secretary-treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE GASPÉ-EST

Avis public est par le présent donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les terraains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique au lieu ou le conseil de comté tient ses sessions, au palais de justice à Percé, JEUDI le DIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues, à moins que ces diverses sommes et les frais encourus ne soient payés avant le jour ci-dessus indiqué.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF GASPÉ EAST

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the aforesaid municipality, that the properties hereinafter designated shall be sold by public auction at the place where the County Council holds its sittings in the Court House at Percé, on THURSDAY, the TENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due, unless these various amounts and the costs incurred be paid before the day hereinabove indicated.

Municipalité du village de Chandler — Municipality of the village of Chandler

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Diogène Brousseau	P. 77-D.	1	Pabos	$63.25	$ 7.50	$70.75
John Lucas, fils-son	P. 74.	1	"	85.25	9.00	94.25

Municipalité de Pabos — Municipality of Pabos

Norman Beauchamp	1	1	Pabos	10.00		10.00
Moise Bisson	5	1	"	7.00		7.00
" "	6	1	"	6.50		6.50
Veuve-Wid. Henry McNeil	8-E	1	"	16.00	36.50	52.50

Municipalité de Grande Rivière Ouest — Municipality of Grand River West

Eusèbe Mercier	439	2	Gr. Riv.	12.25		12.25
Aurel LeBreux	211	1	"	2.50	4.87	7.37

Municipalité du village de Grande Rivière — Municipality of the village of Grand River

Roland Boutin	66			12.00		12.00

Municipalité de Grande Rivière — Municipality of Grand River

François Lafontaine	P. 397.	2	Gr. Riv.	2.68	11.75	14.43
Mme-Mrs. Jean Vallée	P. 543.	4	"	2.07	3.62	5.69
Albert Nicolas	P. 13.	1	"	3.50		3.50
François Blais	396.	2	"	1.88	4.85	6.73

Municipalité scolaire de Grande Rivière — School municipality of Grand River

Lazare Bujold	12-B, 12-A,	1	Gr. Riv.	16.06	15.22	31.28
Alfred Anderson	P. 14-B.	2	"		30.32	30.32
Georges Brown	P. 2.	1	"	5.65	22.06	27.71
Xavier Stevens	P. 26.	1	"	3.25	32.85	36.10
Arthur Cauvier	P. 52.	1	"	12.44	73.40	85.84
Arsène Cauvier	P. 52.	1	"	4.00	9.74	13.74
Sylvain Dubé	P. 206.	1	"	20.29	35.53	55.82
Gérard Dubé	P. 198.	1	"	5.00	16.80	21.80
Alex. Boudreau	P. 430, P. 431	2	"	4.50	20.60	25.10

Municipalité scolaire de Petite Rivière — School municipality of Petite Rivière

Wilfrid Lelièvre	P. 9.	1	Percé	4.57	27.45	32.02
Cyprien Hautcœur	P. 32.	1	"	1.00	7.30	8.30
Eugène Lelièvre	P. 47.	1	"	4.94	35.65	40.59
Rev. Régis Grenier	P. 42, 43, 44, 45, 46, 47.	1	"	4.41	38.00	42.41
Léopold Duguay	P. 888.	2	"	14.96	14.04	29.00
Vincent Smith	872.	2	"	2.35	18.50	20.85
Benoît Mercier	P. 862.	2	"	0.87	8.50	9.37

Municipalité de Cap d'Espoir — Municipality of Cap d'Espoir

Noms — Names	N° du lot — Lot No.	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Robert Bourget	788	2	Percé	58.30	55.00	113.30
Jean-Marie Bouchard	P. 812	2	"	72.60	75.00	147.60

Municipalité de Malbaie N° 2 — Municipality of Malbay No. 2

Edward Sweeney	10	1 P. St. P.	Malbaie	6.81	17.20	24.01
" "	5	2 B.A.	"			
Emerille Comeau	4	1 B.A.	"	6.92	2.91	9.83
Héritiers-Heirs Thos Chicoine	18	1 N.	"	2.71	2.57	5.28

Municipalité de Douglas-Est — Municipality of Douglas-East

Mme-Mrs. Philip Maloney	14	3	Douglas	5.00	2.00	7.00
Gilbert Briand	6-C	1 B.B.	"	2.00	2.00	4.00
J.-P. Rail	G-1, D-1	1	"	25.50	38.25	63.75
Isadore Morris	25, 12-B	2	"	17.00	25.50	42.50

Municipalité de Douglas-Ouest — Municipality of Douglas-West

John Gallechar	2-D	1 H.	Douglas	1.10	10.25	11.35
James LeMotte	P. A.	1 H.	"	1.86	19.63	21.49
Wm. Patterson, pour succ.-for Est. John Patterson.	1-E.	1 H.	"	0.36	3.70	4.06

Municipalité de Anse au Griffon — Municipality of Anse au Griffon

Wilfrid Langlois	51-A	1-N.	Cap. R.	5.92	39.94	45.86

Municipalité de Rivière-au-Renard — Municipality of Fox River

J.-Léo Blouin	70	1 S.R.	Fox	12.00	31.75	43.75
John English	209, 208-1,	1 N.R.	"	9.99	30.75	40.74

Donné à Percé, ce septième jour de janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Le Sec. trés. C. de C. de Gaspé-Est,
24048-3-2-o J. E. LEBOUTILLIER.

Given at Percé this seventh day of January one thousand nine hundred and forty-nine.

J. E. LEBOUTILLIER,
24048-3-2-o Sec. tres. C. C. of Gaspé-East.

Province de Québsc

MUNICIPALITY DU COMTÉ DE VERCHÈRES

Avis public est, par le préeent, donné par le soussigné, J.-Albert Geoffrion, notaire, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Verchères que le terrain ci-après décrit situé en la municipalité du village de McMasterville, comté de Verchères, sera vendu à l'enchère publique, au bureau du conseil municipal du comté de Verchères, au village de Verchères, JEUDI, le DIX MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires, dont il est affecté, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE McMASTERVILLE

Succession de Madame Jules Trudeau.— Lot N° 19-17 du cadastre de la paroisse de Belœil. Taxes municipales: $24.15; Taxes scolaires: $13.65; Intérêts et frais: $1.49. Total: $39.29.

A Verchères, le quinze janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier, C.M.C.V
24055-3-2-o J.-ALBERT GEOFFRION.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF VERCHÈRES

Public notice is, hereby, given by J. Albert Geoffrion, notary, secretaty-treasurer of the municipal Council of the County of Verchères, that the lot of land herein after mentioned situated in the municipality of village of McMasterville, in the said county of Verchères, shall be sold by public auction, in ghe office of the municipal board of the said county of Verchères at Verchères village THURSDAY on the TENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in default of payment of the municipal and school taxes, thereon due, unless the same may have been paid with the costs, before the sale, to wit:

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF McMASTERVILLE

Estate of Mrs Jules Trudeau.— Lot No. 19-17 of the cadastre of the parish of Belœil. Municipal taxes: $24.15; School taxes: $13.65; Interests and costs: $1.49. Total $39.29.

Verchères, on the fifteenth day of January 1949.

J.-ALBERT GEOFFRION,
24055-3-2-o Secretary-Treasurer, C.M.C.V.

Province de Québec

BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE BEAUCE

Je, soussigné Séraphin Bolduc, Sécrétaire-Trésorier du conseil municipal du Comté de Beauce, donne par les présentes avis public que les terres ou immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus, par encan public, à Beauceville, lieu où se tiennent les sessions du conseil de comté, JEUDI, le DIXIEME jour du mois de MARS prochain (1949) à 10 h. A. M. pour les cotisations et charges dues aux municipalités sur les divers lots plus bas désignés à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus désigné.

Province of Quebec

OFFICE OF THE MUNICIPAL COUNCIL FOR THE COUNTY OF BEAUCE

I, undersigned Séraphin Bolduc, Secretary-Treasurer of the Municipal Council for the County of Beauce, give public notice that the lands or real estates hereinafter mentioned will be sold by public auction at Beauceville, at the ordinary place of the sitting of the County council THURSDAY the TENTH day of MARCH next (1949) at TEN o'clock in the forenoon for the assessments and charges dues to the Municipalities hereinafter mentioned upon the several lots hereinafter described, unless the same be paid, with cost, before the day of the sale aforesaid.

Municipalité de la paroisse de Saint-Philibert — Municipality of Saint-Philibert parish

Nom sur le rôle — Name of assessment	Canton — Township	Rang — R'ge	N° du cadastre — Cadastral number	Superficie — Area	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — Sch. taxes	Taxes spéc. — Spec. taxes	Int. & frais — Int. & costs	Taxes fabr. — Ch. taxes	Rente Seig. — Seig. rent	Total
Rodrigue, Pierre.	Watford S.O.-W.	9	P. 26, 27A, 27B.	4 arp.	$ 2.57	$16.10	.....	$ 2.37	.....	.....	$21.04
Fortin, Alfred	Linière	4	P. 7.	1 arp.	0.36	1.16	.....	1.00	.....	.....	2.52
Bouchard, Roland.	Watford, S.O.-W.	8	P. 27.	30 ac.	5.21	.....	.....	1.78	.....	.....	6.99
Boucher, Léo & Bolduc, Philippe.	.....	.....	704 St-Georges.	3x28	10.72	.....	.....	1.56	.....	.....	12.28

Municipalité de Notre-Dame-de-la-Providence — Municipality of Notre-Dame-de-la-Providence

Gilbert, Joseph (Octave).	.....	.....	448 St-François. (1)	.....	54.81	29.70	.....	.....	.....	.....	84.51

(1) A distraire l'emplacement de Mme Vve Philippe Loubier,

(1) To be deducted the emplacement of Mme Wid. Philippe Loubier.

Municipalité Aubert Gallion — Municipality Aubert Gallion

Poulin, L.-Philippe.	.....	.....	161 St-Georges.	.....	74.83	39.60	.....	3.80	.....	.....	118.23
Roy, Joseph	.....	.....	44, P. 45 & 46 St-Georges.	.....	14.45	.....	.....	2.00	.....	.....	16.45
Roy, Philippe.	.....	.....	P. 45 & 46. St-Georges	.....	14.45	.....	.....	2.00	.....	.....	16.45

Municipalité de la paroisse Saints Anges — Municipality of Saints Anges parish

Perrault, Gonzague.	St-Joseph	.....	1099 St-Joseph.	60 arp.	16.00	16.00	16.20	2.00	32.25	9.24	91.69

Beauceville, 8 janvier 1949.
Le Secrétaire-Trésorier, C.M.C.B.
24047-3-2-o SÉRAPHIN BOLDUC.

Beauceville, January 8, 1949.
SERAPHIN BOLDUC,
24047-3-2-o Secretary-Treasurer, M.C.B.C.

Province de Québec

CONSEIL MUNICIPAL DU COMTÉ DE TERREBONNE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné J.-Antony Lessard, secrétaire-trésorier, que le JEUDI, DIXIEME jour de MARS 1949, à DIX heures de l'avant-midi, au lieu où le conseil tient ses séances, au Palais de Justice dans la ville de Saint-Jérôme, seront vendus à l'enchère publique selon la loi, les lots de terre ci-après désignés, pour défaut de paiement de taxes municipales et scolaires et autres imposi-

Province of Quebec

MUNICIPAL COUNCIL OF COUNTY OF TERREBONNE

Public notice is hereby given by the undersigned, J. Antony Lessard, secretary-treasurer, that on THURSDAY, the TENTH day of MARCH, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, at the place where the Council holds its meetings, in the Court House of the Town of Saint-Jérôme, there will be sold, by public auction according to law, the lots of land hereinafter described, for the nonpayment of municipal

tions publiques dues sur ces immeubles, si ces taxes ne sont pas payées, avec les frais encourus, avant le jour fixé pour la vente.

and school taxes and other public contributions due on the said immovables, if the said taxes are not paid, with costs incurred, before the day fixed for the sale.

Municipalité de Sainte-Sophie — Municipality of Sainte-Sophie

Noms — Names	Nos — Nos.	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — Sch. taxes	Intérêts — Interests	Total
Succ.-Est. Joséphine Tremblay	P. 8.	$1.00			$1.00
Partie de terrain situé entre le chemin public et les limites de Ste-Anne-des-Plaines, sans bâtisse.	Part of a lot of land situate between the public road and the limits of Ste-Anne-des-Plaines—without buildings.				
Max. Zaritaky	P. 20.	37.45	12.00	0.30	49.75
Partie de terrain de 1 arp. de largeur sur le chemin public, touchant au no 19, soit du chemin public à la rivière.	Part of the land 1 arpent in width on the public road adjoining No. 19, namely the public road to the river.				
Succ.-Est. J.-J. Carey	P. 133.	0.06	0.20		0.26
Partie de terrain compris entre le chemin public et le chemin de fer.	Part of the lot of land contained between the public road and the railway.				
Maurice Robillard	P. 398-399 .	66.55	42.00	3.53	112.08
A distraire du n° 398 le terrain déjà vendu à M. Dunnigan.	To be deducted from No. 398 the land already sold to Mr. Dunnigan.				
Henri Labonté	424	8.55	9.00	0.39	17.94
Clémentine Guay	P. 436.	0.88	2.00		2.88
Partie de terrain vendue suivant contrat enrg. n° 125444.	Part of the land sold according to contract registered under No. 125444.				
Germaine Raymond	P. 436.	0.88	2.00		2.88
Partie de terrain vendue suivant contrat enrg. n° 128544.	Part of the land sold according to contract registered under No. 128544.				
J.-Arthur St-Pierre	P. 436.	0.88	2.00		2.88
Partie de terrain vendue suivant contrat enrg. n° 143690.	Part of the land sold according to contract registered under No. 143690.				
Irène Richard	P. 436.	2.64	6.00		8.64
Partie de terrain vendue suivant contrat enrg. n° 147986.	Part of the land sold according to contract registered under No. 147986.				
Omer-A. Emond	P. 437.	0.88	2.00		2.88
Partie de terrain vendue suivant contrat enrg. n° 147964.	Part of the land sold according to contract registered under No. 147964.				
Elzéar Lavigne	Sub. 460-8 .	1.85	4.00	0.39	6.24
Eddy Richard	Sub. ½459-27.	4.24	9.00	0.39	13.63
Partie de terrain vendue suivant contrat enrg. n° 148187.	Part of the land sold according to contract registered under No. 148187.				
F.-X. Bellehumeur	P. 463.	2.94	4.00		6.94
Partie de terrain de 3 arp. de largeur par 2 arp. de profondeur touchant aux limites de St-Jérôme.	Parcel of land 3 arpents in width by 2 arpents in depth abutting the limits of St-Jérôme.				

Municipalité du village de Saint-Sauveur-des-Monts — Municipality of village of Saint-Sauveur-des-Monts

Noms — Names	Nos — Nos.	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — Sch. taxes	Taxes d'eau — Water taxes	Total
Mme-Mrs. Elizabeth P. Wilkins	P. 345.	$369.15		$117.80	$486.95
Dimension: 350 x 450 p., borné comme suit: Côté est par la rue St-Denis, côté sud par le chemin du Petit rang, côté ouest par la rue Hector, côté nord par les nos 345-39 et 345-40.	Dimension: 350 x 450, Part bounded as follows: east side by St-Denis street, south side by the "Petit" range road, west side by Hector street, north side by Nos. 345-39 and 345-40.				
Marcel Michel	P. 356.	328.60	188.78	127.50	644.88
Mesurant 81 p. de largeur en avant sur le chemin public dans la ligne nord-est et 71 p. 6. pouces de largeur en arrière à la profondeur dans la ligne sud-ouest sur 182 p. et 7 pouces de profondeur.	Measuring 81 feet in width in front on the public road in the northeast line and 71 feet 6 inches in width in rear at the depth in the southwest line, by 182 feet and 7 inches in depth.				

Municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle — Municipality of the Parish of Sainte-Adèle

Noms — Names	Nos — Nos.	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — Sch. taxes	Total
J. Desautels	P. 6.	5e Wexford	$ 1.70	.....	$ 1.70
Phillis Aitken	P. 7-8	7e "	.....	$122.84	122.84
Colin Grovenor	P. 23.	11e Abercrombie	7.61	34.23	41.84
P.-E. Rodier	P. 21, 21a, 22.	11e "	18.23	.....	18.23
Bertrand Girard	P. 10a.	11e "	1.02	4.04	5.06
James Blair	P. 1.	11e "	1.00	.....	1.00
Charles Gauvin	P. 38 (40-2)	11e "	.....	7.78	7.78
Nicolas Nakes	P. 9d.	11e "	.....	32.82	32.82
Frank Shorteno	P. 10a.	10e "	1.99	7.59	9.58
Albert Forrain	P. 10a.	10e "	1.94	7.32	9.26
Charles Langlais	P. 10a.	10e "	12.19	42.33	54.52
Lionel Dupras	P. 10a.	10e "	12.16	.....	12.16
Alfred Drouin	P. 10a, 25.	10e "	.....	16.80	16.80
C.-C. Holland	P. 1-2	11e Morin	2.39	2.77	5.16
Ellen Jackson	P. 2.	11e "	8.47	.....	8.47
C.-D. McKerrow	P. 1.	11e "	1.20	1.50	2.70
G.-R. Jackson	P. 2.	11e "	.....	93.18	93.18
Conrad Bélair	P. 1.	11e "	.....	5.94	5.94
René Dastous	P. 3.	11e "	.....	1.39	1.39
P.-E. St-Martin	P. 9.	10e "	.....	21.93	21.93
A. Burger	P. 13.	4e "	6.82	.....	6.82
Roselme Thomas	P. 5.	3e "	49.72	61.60	111.32
Sayfy & Tanas	P. 3.	3e "	56.30	14.24	70.54
C. Schwende	P. 20c	2e "	54.49	129.87	184.36
C.-W. Wright	P. 5.	2e "	103.62	.....	103.62
Miss J. Mounsy	P. 1a.	2e "	6.35	.....	6.35
A.-T. Wright	P. 1a.	2e "	15.60	32.92	48.52
Eddy Chamandy	P. 1-2	2e "	8.50	25.38	33.88
Arthur Bourgeois	P. 20.	1e "	15.80	.....	15.80
Roger Fournier	P. 19.	1e "	12.85	20.35	33.20
F.-H. Burton	P. 6.	4e "	.....	4.04	4.04
Adélard Nantel	9D2.	11e Abercrombie	.....	1.83	1.83

Municipalité du canton de Doncaster — Municipality of the Township of Doncaster

Noms — Names	Nos — Nos.	Rang — Range	Taxes munic. — Mun. taxes	Intérêts et frais — Interests and costs	Total
J.-Emm. Gagné	15P	9	$29.50	$ 2.27	$31.77
Morris Katz	13c.	8	9.75	0.58	10.33
Morris Katz	13e.	8	13.50	0.45	13.95
Morris Katz	13i.	8	18.00	1.55	19.55
Morris Katz	13d	8	6.00	0.20	6.20
Morris Katz	13p	8	6.00	0.35	6.35
Morris Katz	13i.	8	12.00	0.60	12.60
Joseph Morin	15f.	8	15.00	2.20	17.20
Joseph Morin	15f.	8	23.00	0.75	23.75
Léopold Legault	15c.	8	43.00	4.65	47.65
Mme-Mrs. Irénée Hébert	22p	5	29.00	1.75	30.75
Paul Juteau	46.	8	19.00	1.23	20.23
Roméo Vendette	13.	4	8.75	0.73	9.48
Léopold Legault	10.	4	15.00	1.60	16.60
Léopold Legault	11a.	4	6.00	0.30	6.30
Nephtalie Ouimet	19.	3	26.60	3.62	30.22
Mme-Mrs. Irénée Vaillant	22r.	5	3.00	0.51	3.51

Corporation scolaire du village de Sainte-Lucie de Doncaster
School Corporation of the Village of Sainte-Lucie de Doncaster

Noms — Names	Nos — Nos.	Rang — Range	Taxes scol. — Sch. taxes	Intérêts et frais — Interests and costs	Total
Odessa Champagne	29B	4	$ 5.25	$ 0.10	$ 5.35
Odessa Champagne	30A	4	29.85	0.95	30.80
J.-A. Ménard	9.	5	15.50	1.85	17.35
J.-A. Ménard	11B	5	3.82	0.30	4.12
J.-A. Ménard	12B	5	2.32	0.10	2.42
J.-A. Ménard	12C	5	2.32	0.10	2.42
J.-A. Ménard	12D.	5	2.32	0.10	2.42
J.-A. Ménard	10.	10	14.00	0.30	14.30
Chas Veinish	24.	3	13.50	0.90 et 0.35	14.75
Chas Veinish	27.	9	11.75	0.82	12.57
Mme-Mrs. A. Nadon	P. 42 & 43	11	46.00	3.80 0.35	50.15

Municipalité de Saint-Faustin — Municipality of Saint-Faustin

Noms — Names	Nos — Nos.	Rang — Range	Taxes munic. — Mun. taxes	Taxes scol. — Sch. taxes	Total
J. Orbane	P. 1 E.	1	$23.31	$13.30	$36.61
Mme-Mrs. H. Chalifoux	2a	1	15.75	20.65	36.40
Télesphore Brazeau	2	2	.....	46.69	46.69
Télesphore Brazeau	5	3	.....	27.68	27.68
Télesphore Brazeau	6	3	.....	15.82	15.82
Miss G. Garneys	P. 20 S.-O.	7	1.35	5.39	6.74
Chs-Aug. Légaré	P. 29a.	7	2.40	9.47	11.87
Eddy Lauzon	½ 35 S.	9	3.82	.....	3.82
Gilles Gauthier	41	9	23.45	31.19	54.64
A. Foisy	P. 36.	10	24.17	.....	24.17
Dominique Goulet	25	11	6.84	17.13	23.97
Fernand Collin	24	11	5.01	9.68	14.69
Jos. Perreault	P. 33.	12	76.91	.....	76.91
Pierre Dallemagne	P. 6.	13	.....	8.06	8.06
Marquis de Lanière	P. 6.	13	30.10	8.06	38.16
Jos. Perreault & J.-A. McDonnell	21 E.	14	9.98	7.35	17.33
Jos. Perreault & J.-A. McDonnell	22 E.	14	19.96	14.67	34.63

Municipalité scolaire de Saint-Jovite — School Municipality of Saint-Jovite

Noms — Names	Nos — Nos.	Canton — Township	Taxes scol. — Sch. taxes	Intérêts et frais — Interests and costs	Total
J.-R. Tousignant	P.185, P.184	DeSalaberry.	$ 24.60	$ 5.75	$30.35

P. 185, ce lot contient 12 p. de largeur, au sud-est, sur le lac Maskinongé, 122 p. dans la ligne sud touchant le n° 139 et 236 p. dans les lignes est et ouest, borné en front au sud-est par le lac Maskinongé, au sud par le lot 139, à l'ouest par le lot 184, à l'est par l'emplacement de M. Clayton ou représentants.

P. 184, ce lot contient 678 p. de largeur dans la ligne sud, 236 p. de profondeur dans la ligne est, 200 p. de profondeur dans la ligne ouest, 715 p. de largeur dans la ligne nord, borné au sud par le n° 141, à l'ouest par la grande route, à l'est par le terrain ci-dessus décrit, P. 185, au nord par le résidu du lot appartenant à Donat Léonard ou représentants.

A distraire des dits immeubles les parties d'iceux utilisées pour le chemin public, avec maisons et dépendances.

Pt. 185, this lot measures 12 feet in width on the southeast, on Lake Maskinongé, 122 feet in the south line abutting lot No. 139 and 236 feet in the east and west lines, bounded in front on the southeast by Lake Maskinongé, on the south by lot 139, on the west by lot 184, on the east by the emplacement of Mr. Clayton or representatives.

Pt. 184, This lot measures 678 feet in width in the south line, 236 feet in depth in the east line, 200 feet in depth in the west line, 715 feet in width in the north line, bounded on the south by No. 141, on the west by the main Highway, on the east by the land above described, Pt. 185, on the north by the residue of the lot belonging to Donat Léonard or representatives.

To be deducted from the said immovables the parts thereof used for the public road—with houses and dependencies.

Télesphore Richer	203	DeSalaberry.	8.05	4.15	12.20
Avec maisons et dépendances.		With houses and dependencies.			
Mme-Mrs. Victor Gauthier	½ 415.	.....	0.58	4.25	4.83

Municipalité de Saint-Agricole — Municipality of Saint-Agricole

Noms — Names	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol — Sch. taxes	Intérêts — Interests	Total
Arthur Champagne	P. 38.	4	Archambault	$16.70	$12.15	$ 1.18	$30.03
Lucien Paquette	46	5	"	2.40	3.75	0.15	6.30
Joseph Perreault	60	11	"	2.40	..	0.57	2.97
Mme-Mrs. Albert Lortie	4	12	"	49.25	11.15	2.10	62.50
Lucien Paquette	26	13	"	8.17	4.70	0.37	13.24
Lucien Paquette	32	13	"	13.58	9.38	0.54	23.50
Lucien Paquette	P. 33 P. 34.	13	"	47.14	20.63	2.52	70.29

Municipalité de Mont-Tremblant — Municipality of Mont-Tremblant

Nom — Name	Lots	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Albiny Siguoin	565, 566	8	DeSalaberry,	$18.70	$25.00	$43.70

Donné à Saint-Jérôme, au bureau de la corporation du comté de Terrebonne, ce huitième jour de janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier du C.M.C.T.,
24017-3-2-o J.-Ant. LESSARD.

Given at Saint-Jérôme, at the office of the Corporation of the County of Terrebonne, this eighth day of January, 1949.

J.-Ant. LESSARD,
24017-3-2-o Secretary-Treasurer, M.C.C.T.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE L'ISLET

Avis public est par les présentes donné par moi, soussigné, Joseph-N. Bernier, secrétaire-trésorier du Conseil municipal du comté de l'Islet, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, le JEUDI, DIXIEME jour de MARS prochain (1949), à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle publique de St-Jean-Port-Joli, à défaut de paiement des taxes et des frais, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ISLET

Public notice is hereby given by me, the undersigned, Joseph-N. Bernier, Secretary-treasurer of the Municipal Council of the County of L'Islet, that the lots of land hereinafter designated will be sold at public auction, on THURSDAY, the TENTH day of MARCH next (1949), at TEN o'clock in the forenoon, in the public hall of Saint-Jean-Port-Joli, for the non-payment of taxes and costs, to wit:

Municipalité de Sainte-Perpétue — Municipality of Sainte-Perpétue

Noms — Names	Nos	Rangs — Ranges	Cantons — Townships	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Lionel Bernier	41	8	Garneau	$22.59	$16.75	$39.34
Edouard Jean	17	3	"	3.77	16.47	20.24
Wilfrid-F. Robichaud	16	4	"	2.10	4.71	6.81
Albert Lapointe	31	8	Lafontaine	3.33	25.89	29.22
Joseph Lemelin	23	2	"	11.80	27.28	39.08

Municipalité de Saint-Marcel — Municipality of Saint-Marcel

François Couillard	38	5	Arago	22.80	.....	22.80
Elphège Gagné	½ de — of 33	1	Arago	6.36	.....	6.36

Municipalité de Saint-Aubert — Municipality of Saint-Aubert

François Bernier	76	1	Saint-Aubert	1.20	.....	1.20

Municipalité de Sainte-Louise — Municipality of Sainte-Louise

Alexandre Pelletier	27	1	Sainte-Louise	3.63	.....	3.63
Succ.-Est. Leblanc	148	.....	"	9.79	.....	9.79
Louise Pelletier	392-394	.....	"	3.22	.....	3.22

Municipalité de Tourville — Municipality of Tourville

Joseph Bélanger	2A-2B	A	Garneau	22.70	24.80	47.50
J.-A. Parenteau	18 (subvd. 46)	A	Ashford	8.28	26.77	35.05
Caroline Gendron	22 (subvd. 46)	A	"	3.31	19.38	22.69
Cie Industrielle Transcontinentale	165 (subvd. 42)	A	Fournier	1.00	2.00	3.00

Municipalité de Saint-Pamphile — Municipality of Saint-Pamphile

Thomas Caron	32	5	Dionne	5.59	22.24	27.83
Jean-Jos. Chouinard	28	6	"	4.17	12.71	16.88
Georges Levesque	47	3	"	4.06	18.51	22.57
Adrien Dubé (1 arpent)	P. 16	5	Casgrain	1.33	12.71	14.04
Adrien Dubé	40	2	Casgrain	8.87	.....	8.87
Jean Bélanger	2	2	"	7.26	12.71	19.97
Abel Bélanger	1	2	"	5.76	19.07	24.83
Quebec Flooring Co	P. S.E. 30	3	"	22.69	27.19	49.88

Donné à St-Jean-Port-Joli, ce huit janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
Corporation municipale
du comté de L'Islet,
24058-3-2-o JOS.-N. BERNIER.

Given at St-Jean-Port-Joli, this eighth day of January, one thousand nine hundred and forty-nine.

JOS.-N. BERNIER,
Secretary-treasurer,
Municipal Corporation
24058-3-2 of the County of L'Islet.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RIMOUSKI

Avis public est, par le présent, donné par le soussigné, Emile Gagnon, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Rimouski, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en la ville de Rimouski, à l'Hôtel de ville, au lieu ordinaire des sessions de ce conseil, JEUDI, le DIX MARS, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations scolaires, charges et taxes municipales dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente.

Désignation de tous les immeubles situés dans la municipalité du comté de Rimouski, à raison desquels il est dû des taxes municipales et scolaires charges et frais; terrains et bâtisses comme appartenant à:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RIMOUSKI

Public notice is hereby given by the undersigned, Émile Gagnon, secretary-treasurer of the Municipal Council of the County of Rimouski that the immoveables hereinafter mentionned will be sold by public auction, in the Town of Rimouski, in the City Hall, at the ordinary place of the sittings of this council, THURSDAY, the TENTH day of MARCH, nineteen hundred and forty-eight at TEN o'clock in the morning for the school taxes, charges and municipal taxes due upon these immoveables, unless the same be paid with costs before the sale.

Description of all immoveables situated in the Municipality of the County of Rimouski, on which municipal and school, taxes charges and costs are due. As belonging to:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu — In the municipality of the parish of Saint-Mathieu

Noms et prénoms Names and Surnames	Numéro du cadastre officiel Number of the official cadastre	Intérêt Interest	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Montant dû Am't due
Rioux, J.-David	Lot N° 154 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Mathieu.— Lot No. 154 of the official cadastre of the parish of Saint-Mathieu.	.....	$ 7.11	$ 1.04	$ 0.39	$ 8.64

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Fabien — In the municipality of the parish of Saint-Fabien

Rioux, Siméon et-and Succ.-Est. Etienne Rioux.	Lot N° 539 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien.— Lot No. 539 of the official cadastre of the parish of Saint-Fabien.	.....	8.80	14.22	0.50	23.62
	Lot N° 653 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien.— Lot No. 653 of the official cadastre for the parish of Saint-Fabien.	.....	65.93	33.75	1.00	100.68

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Gabriel — In the municipality of the parish of Saint-Gabriel

Beaulieu, Albert	Lot 14, rang-range I, canton-township Ouimet.	.....	6.40	31.95	.....	38.35
Levesque, Alfred.	La demie ouest du lot N° 4, canton Neigette, rang 7.— The West half of the lot No. 4, township Neigette, range 7.	.....	6.50	47.60	.....	54.10
Dufour, Joseph	.....	.....	9.00	18.00	.....	27.00

Partie du lot N° 32a, rang 5, canton Fleuriault, de la largeur du lot 32a sur une profondeur de 270 pieds, à partir du chemin de la Montagne, bornée au sud au chemin de la Montagne, au nord au reste du lot 32a, l'est au lot 32b, avec bâtisses.

A part of the lot No. 32a, range 5, township Fleuriault, containing in width the width of the lot 32a and 270 feet in depth, from the mountain's road (chemin de la Montagne), bounded on the South by the mountain's road (chemin de la Montagne), on the North by the residue of the lot 32a, on the East by the lot 32b, with buildings.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore du Lac des Aigles
In the municipality of the parish of Saint-Isidore du Lac des Aigles

Sirois, Auguste	Lot N° 47, rang-range I, canton-township Biencourt.	.....	5.18	38.43	1.13	44.74
Bourgoin, Théodore	Lot N° 46, rang-range 3 N.O.-W. canton-township Biencourt.	.....	.....	33.97	1.38	35.35

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse — In the municipality of the parish of Saint-Narcisse

Noms et prénoms — Names and Surnames	Numéro du cadsatre officiel — Number of the official cadastre	Intérêt — Interest	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Montant dû — Am't due
Albert, Léon	Lot N° 42, rang-range 4, canton-township Macpès.	2.20	10.10	25.09	.....	37.39
Pigeon, Camille et-and Succ.-Est. de-of Jeanne Ross.	La demie-ouest du lot N° 6, du rang 6, canton Duquesne. — The West half of the lot No. 6, of the range 6, township Duquesne.	2.07	9.40	32.00	.....	43.47

Dans la municipalité de Sainte-Odile-sur-Rimouski — In the municipality of Sainte-Odile-sur-Rimouski

Morin, Philippe			39.61	58.46	.....	98.07
Une partie du lot N° 216 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, contenue dans les bornes suivantes: bornée au nord à Alphonse Hins, au sud à la rue Tessier, à l'est à Albert Lepage et à l'ouest à Adhémar Banville, avec bâtisses.		A part of the lot No. 216 of the official cadastre for the parish of Saint-Germain de Rimouski, contained in the following boundaries: bounded on the North by Alphonse Hins, on the South by Tessier Street, on the East by Albert Lepage, and on the West by Adhémar Banville, with buildings.				
Turcotte, Georges			13.18	27.18	1.00	41.36
Une partie du lot numéro 277 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, contenue dans les bornes suivantes: bornée au nord et à l'ouest par Fernand Roussel, à l'est par Louis-Philippe Dubé et au sud par le "chemin Price", avec bâtisses.		A part of the lot number 277 of the official cadastre for the parish of Saint-Germain de Rimouski, contained in the following boundaries: bounded on the North and on the West par Fernand Roussel, on the East by Louis-Philippe Dubé, and on the South by "Price's Road" (chemin Price), with buildings.				

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Marcellin — In the municipality of the parish of Saint-Marcellin

Hallé, Charles	Lot N° 34, rang-range I, canton-township Ouimet.	1.84	43.61	29.06	.....	74.51
Desjardins, Ernest	Lot N° 32, rang-range 9, canton-township Neigette.	0.93	24.37	17.53	.....	42.83
Larouche, Roger	Lot N° 40, rang-range 9, canton-township Neigette.	1.98	44.97	16.05	.....	63.00
Caron, Arthur	Lot N° 23a, rang-range 8, canton-township Neigette.	0.72	18.42	16.83	.....	35.97
Proulx, Gabriel	Lot N° 41, rang-range 5, canton-township Neigette.	1.05	27.96	25.07	.....	54.08

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Valérien — In the municipality of the parish of Saint-Valérien

Garon, Aimé			63.58	67.90	.....	131.48
Les lots de terre numéros 488 et 490, rang 4, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, et Un lot de terre contenant quatre arpents et demi de front sur environ huit arpents de profondeur, situé dans le sixième rang de la seigneurie du Bic, paroisse de Saint-Valérien, borné au nord au cinquième rang, au sud à un lac, au nord-est à succession Joseph Chénard ou représentant et au sud-ouest à Ludger Rioux ou représentant, étant partie des lots numéros 665 et 666 du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Cécile du Bic, avec bâtisses.		The lots of land number 488 and 490, range 4, of the official cadastre for the parish of Sainte-Cécile du Bic, and, A lot of land containing four arpents and a half in front, by about eight arpents in depth, situaded in the sixth Range of the Seigniory of Bic, in the parish of Saint-Valérien, bounded on the North by the fifth Range, on the South by a lake, on the North-East by Estate of Joseph Chénard or representatives and on the South-West by Ludger Rioux or representatives, being a part of the lots number 665 and 666 of the official cadastre for the parish of Sainte-Cécile du Bic, with buildings.				
Cyr, Lorenzo	Lots Nos 47, 48, rang-range A, canton-township Duquesne.	.....	33.20	56.65	.....	89.85
Beaupré, Gérard	Lot N° 458, rang 4, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic.— Lot No. 458, range 4, of the official cadastre for the parish of Sainte-Cécile du Bic.	.....	37.72	.....	.....	37.72
Canuel, Siméon	Lot N° 542, rang 5, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic.— Lot No. 542, range 5, of the official cadastre for the parish of Sainte-Cécile du Bic.	.....	33.39	.....	.....	33.39
Cyr, Léopold	Lot N° 15, rang-range A, canton-township Duquesne.	.....	11.12	.....	.....	11.12
Richard, J.-A.	Lot N° 658, rang 6, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic.— Lot No. 658, range 6, of the official cadastre for the parish of Sainte-Cécile du Bic.	.....	6.35	.....	.....	6.35
Beaupré, Antoine		.....	52.58	.....	.....	52.58

Le lot N° 456 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic;

Et partie du lot numéro quatre cent cinquante-sept (457) d'un arpent de front sur trente arpents de profondeur, borné au nord au 3ième rang, au sud au 5ième rang, étant l'arpent ouest dudit lot N° 457(du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic).

The lot number 456 of the official cadastre for the parish of Sainte-Cécile du Bic;

And a part of the lot No. 457 containing one arpent in front by thirty arpents in depth, bounded on the North by the 3rd Range, on the South by 5th Range, being the West arpent of the said lot No. 457 (of the official cadastre for the parish of Sainte-Cécile du Bic).

Noms et prénoms — Names and Surnames	Numéro du cadastre officiel — Number of the official cadastre	Intérêt — Interest	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Montant dû — Am't due
Succ.-Est. Michaud, Alfred et-and Desjardins, Jeanne.	.....	.....	.....	12.60	.....	12.60

Une terre contenant quatre arpents de front sur quarante arpents de profondeur, rang A, Canton Duquesne, paroisse de St-Valérien, bornée au nord-ouest à la Seigneurie, au sud-est au rang B dudit Canton, au nord-est à Edmond Beaupré, fils d'Alphonse et au sud-ouest à Georges Desjardins, avec bâtisses, étant partie du lot N° huit (p. 8) du cadastre officiel du rang A, Canton Duquesne.

A land containing four arpents in front by forty arpents in depth, range A, Township Duquesne, parish of St-Valérien, bounded on the North-West by the Seigniory, on the South-East by the range B of the said Township, on the North-East by Edmond Beaupré (Alphonse) and on the South-West by Georges Desjardins, with buildings, being a part of the lot number eight (p. 8) of the official cadastre for the range A, Township Duquesne.

Donné au Village du Bic, le sept janvier, mil neuf cent quarante-neuf, au bureau du secrétaire-trésorier.

Vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Rimouski,

24022-3-2-o ÉMILE GAGNON.

Given at the Village of Bic, on the seventh day of January, nineteen hundred and forty-nine, in the Office of the Secretary-treasurer.

A true copy.

ÉMILE GAGNON,

Secretary-treasurer of the municipal council

24022-3-2-o of the County of Rimouski.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Jules Grenier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés avec leurs dépendances seront vendues à l'enchère publique dans la salle des audiences du Palais de Justice à Ville-Marie, JEUDI, le DIXIEME jour de MARS 1949, à DIX heures du matin pour les taxes scolaires, municipales et d'église restant dues à moins que ces diverses sommes et les frais encourus ne soient payés avant le jour ci-dessus mentionné.

LA COMMISSION SCOLAIRE DE ST-AUGUSTIN-DE MONTBEILLARD

Omer Bergeron.—Lot 13, rang 8, Montbeillard (les droits de la ligne de transmission électrique réservé). Taxes scolaires: $12.04.

Edouard Bergeron (Louis Richard).—Lot 23, rang 6, Montbeillard. Taxes scolaires: $18.03.

Émile Corriveau (Patrick Samuel).—Lot 2, rang 3, Montbeillard. Taxes scolaires: $25.90.

MUNICIPALITÉ DE ST-PLACIDE DE BEARN

Alfred Bertrand.—Lot 18, rang 8, Nord Fabre. Taxes municipales: $11.60; taxes scolaires: $39.32. Total: $50.92.

Joseph Morin.—La demi est du lot 14, rang 3, Laverlochere (50 acres). Taxes municipales: $13.42; taxes scolaires: $2.76. Total: $16.18.

COMMISSION SCOLAIRE DE GRANADA

Rosario Strasbourg.—Lot 18-19, rang 4, Rouyn. Taxes scolaires: $78.25.

Joseph Massicotte. (Wilfrid Laberge)— Lots 35-B-36B, rang 4, Rouyn. Taxes scolaires: $75.26

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TÉMISCAMINGUE

Public notice is hereby, given by the undersigned Jules Grenier, secretary-treasurer of the above municipality that the lands hereinafter designated shall be sold by public auction in the public room of the Court House at Ville-Marie on THURSDAY, the TENTH day of MARCH 1949 at TEN o'clock in the forenoon, for municipal, school and church taxes remaining due unless these different amounts and costs incurred be paid before the day above mentioned.

THE SCHOOL COMMISSION OF ST-AUGUSTIN DE MONTBEILLARD

Omer Bergeron.— Lot 13, range 8, Montbeillard (the rights of the electric transmission line reserved). School Taxes: $12.04.

Edouard Bergeron (Louis Richard).— Lot 23, range 6, Montbeillard. School taxes: $18.03.

Émile Corriveau (Patrick Samuel).— Lot 20, range 3, Montbeillard. School Taxes: $25.90.

MUNICIPALITY OF ST-PLACIDE DE BEARN

Alfred Bertrand.— Lot 18, range 8, North Fabre. Municipal Taxes: $11.60; School Taxes: $39.32. Total: $50.92.

Joseph Morin.— East half of lot 14, (50 acres) range 3, Laverlochere. Municipal Taxes $13.42 School. Taxes: $2.76. Total: $16.18.

SCHOOL COMMISSION OF GRANADA

Rosario Strasbourg.— Lot 18-19, range 4, Rouyn. School Taxes: $78.25.

Joseph Massicotte (Wilfrid Laberge).— Lot 35B-36B, range 4, Rouyn. School Taxes: $75.26.

Hector Duchesneau.—Lots 38A-38B et 39-A et 39-B, rang 5, Rouyn. Taxes scolaires: $68.98.

Reo Leduc.—Lots 17-18, rang 3, Rouyn. Taxes scolaires: $29.94.

Oscar Hébert.—Lot 2, rang 3, canton Rouyn. Taxes scolaires: $31.56.

Florian Lanthier.—Lot 4, rang 4, canton Rouyn. Taxes scolaires: $25.90.

Lionel Pilon.—Lots 39 A-39B, rang 4, Rouyn. Taxes scolaires: $22.04.

Guy Arsenault.—Lot 28, rang 3, canton Rouyn. Taxes scolaires: $28.31.

Edouard Leduc.—Lot 35, rang I, Rouyn. Taxes scolaires: $92.00.

Old Mills Gold Mines Ltd, 21 King St. East, Toronto.—Bloc 191 est (930 acres patentés. Taxes scolaires: $324.70.

LA MUNICIPALITÉ DE GUÉRIN

Louis Beaupré.—Lot 16, rang I, Guérin. Taxes municipales: $5.63; taxes scolaires: $4.92. Total: $10.55.

Louis Beaupré.—Lot 17, rang I, Guérin. Taxes municipales: $34.88; taxes scolaires: $33.32. Total: $68.20.

Gédéon Laforge.—Lot 40, demi sud, rang I, Guerin. Taxes municipales: $2.98; taxes scolaires: $5.36; Total: $8.34.

Inconnu (Sinai Trudel, dernier prop.)—Lot N° 47, rang 2, Guérin. Taxes municipales: $7.09; taxes scolaires: $10.58; Total: $17.67.

MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME DE LOURDES

Elphège Girard.—Partie ouest du lot 35, rang 4, Laverlochere, pour 53½ acres. Taxes municipales: $8.57; taxes scolaires: $10.91. Total: $19.48

Elphège Girard.—Partie ouest du lot N° 36, rang 4, Laverlochere, environ 66½ acres. Taxes municipales: $5.86; taxes scolaires: $4.17; Total: $10.03.

LA MUNICIPALITÉ DE LATULIPPE ET GABOURY

Borromée Boucher.—Lots 17-2, 17-3, 18-3 et 18-4 du rang 9, canton Latulippe. Taxes municipales: $5.25; taxes scolaires: $8.40. Total: $13.65.

LA COMMISSION SCOLAIRE DE ARNTFIELD

Mme Joseph Cloutier.—Lot N° 8, bloc M.I. Taxes scolaires: $6.41.

Bertrand Kensley.—Lot 3, bloc V2, lot 14, bloc M.I. Taxes scolaires: $55.47.

Bertrand Kensley.—Lot 85, bloc V-2. Taxes scolaires: $4.99.

Agnew Fleury.—Lots 6a-6b, 13a et 13 b, rang 2, Boischatel. Taxes scolaires: $8.03.

Gérard Laquerre.—Lot 31, rang 7, Boischatel. Taxes scolaires: $23.64.

Steve Cholturnek.—Lot 21, bloc M.I. Taxes scolaires: $3.87.

Léo Bureau.—Bâtisse au Lac Olier. Taxes scolaires: $11.34.

Ernest Guimond.—Bâtisse au lac Olier. Taxes scolaires: $9.45.

Lionel Lemire.— Bâtisse au lac Olier. Taxes scolaires: $9.45.

LA COMMISSION SCOLAIRE DE L'IMMACULÉE CONCEPTION

J. A. Langis (Les fils de la Maisonneuve Inc.) Lot N° 25, bloc 159, canton Rouyn. Taxes sco-

Hector Duchesneau.— Lot 38A-38B and 39A and 39B, range 5, Rouyn. School Taxes: $68.98.

Réo Leduc.— Lot 17-18, range 3, Rouyn. School Taxes: $29.94.

Oscar Hébert.— Lot 2, range 3, township Rouyn. School Taxes: $31.56.

Florian Lanthier.— Lot 4, range 4, Township Rouyn. School Taxes:$25.90.

Lionel Pilon.— Lot 39A-39B, range 4, Rouyn. School Taxes: $22.04.

Guy Arsenault: 28, range 3, township Rouyn. School Taxes: $28.31.

Edouard Leduc.— Lot 35, range 1, Rouyn. School Taxes: $92.00.

Old Mills Gold Mines Ltd. 21 King Street East, Toronto Block 191 East (930 patented acres). School Taxes: $324.70.

MUNICIPALITY OF GUÉRIN

Louis Beaupré.— Lot 16, range 1, Guerin. Municipal Taxes: $5.63; School Taxes: $4.92. Total: $10.55.

Louis Beaupré.— Lot 17, range 1, Guerin: Municipal Taxes: $34.88; School Taxes: $33.32. Total: $68.20.

Gédéon Laforge.— Lot 40 south half, range 1, Guérin. Municipal Taxes: $2.98; School Taxes: $5.36. Total: $8.34.

Unknown (Sinaie Trudel, last prop).— Lot No. 47, range, 2, Guérin. Municipal Taxes: $7.09; School Taxes: $10.58. Total $17.67.

MUNICIPALITY OF NOTRE DAME DE LOURDES

Elphège Girard.— West part of lot 35, range 4, Laverlochere for 53½ acres. Municipal Taxes: $8.57; School Taxes: $10.91. Total: $19.48.

Elphège Girard.— West part of lot No. 36, range 4, Laverlochere about 66½ acres. Municipal Taxes: $5.86.; School Taxes: $4.17. Total $10.03.

MUNICIPALITY OF LATULIPPE AND GABOURY

Borromé Boucher.— Lots 17-2, 17-3, 18-3 and 18-4 of range 9, township Latulippe. Municipal Taxes: $5.25; School Taxes: $8.40. Total $13.65.

SCHOOL MUNICIPALITY OF ARNTFIELD

Mme Joseph Cloutier.— Lot No. 8, Block M.I. School Taxes: $6.41.

Bertrand Kensley.— Lot 3, Block V2, Lot 14, Block M.I. School Taxes: $55.47.

Bertrand, Kensley.— Lot 85, Block V-2. School Taxes: $4.99.

Agntw Fleury.— Lots 6a-6b, 13a and 13b, range 2. Boischatel. School Taxes:$ 8.03.

Gérard Laquerre.— Lot 31, raange 7, Boischatel. School Taxes: $23.64.

Steve Cholturnek.— Lot 21, Block M.I. School Taxes: $3.87.

Léo Bureau.— Building at Lake Olier. School Taxes: $11.34.

Ernest Guimond.— Building at Lake Olier. School Taxes: $9.45.

Lionel Lemire.— Building at Lake Olier School Taxes: $9.45.

SCHOOL COMMISSION OF L'IMMACULÉE CONCEPTION

J. A. Langis (Les fils de la Maisonneuve Inc.) — Lot 25, Block 159, Township Rouyn. School

laires: $29.92; taxes municipales: $32.10; Total: $62.02.

Urgel Demers.—Lot N° 88, bloc 159, canton Rouyn Taxes scolaires: $59.63; taxes municipales: $64.21. Total: $123.84.

Théodore Lemire.—Canton Rouyn, lot 136, bloc 159, Rouyn. Taxes scolaires: $168.99; taxes municipales: $243.69. Total: $412.68.

Pat Bushey.—N° 230, bloc 159, Rouyn. Taxes scolaires: $70.22; taxes municipales: $75.81. Total: $146.03.

René Giroux.—Lot 7, bloc 201, canton Rouyn. Taxes scolaires: $6.64; taxes municipales: $10.20; Total: $16.84.

Yvon Drolet.—Lot N° 34, bloc 201, Rouyn Taxes scolaires: $9.13; Total: $9.13..

Cleridan Lapointe.—Lot N° 48, bloc 201. Taxes scolaires: $20.96; taxes municipales: $16.17. Total: $37.13.

Donat Cloutier.—N° 48, bloc 202, Rouyn. Taxes municipales: $25.80; taxes scolaires: $12.99. Total: $38.79.

Léo Martineau.—(Nap. Boulotte)—Lot 85, bloc 202. Taxes scolaires: $22.06; taxes municipales: $29.00. Total: $51.06.

Leopold Lesage.—Lot 334, bloc 202, Rouyn. Taxes scolaires: $4.94; taxes municipales: $6.80. Total: $11.74.

Damase Croteau.—N°..., bloc 202. Bâtisses. Taxes scolaires: $23.30. Total: $23.30.

Dwyers & Co. (P. E. Morissette)— N° 6, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $54.43; taxes municipales: $41.55. Total: $95.98.

Willie Côté.—Lot 12, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $27.90; Taxes municipales: $12.60. Total: $40.50.

Willie Côté.—Lot 13, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $23.48; taxes municipales: $12.60. Total: $36.08.

Mme C. L. Duperreault (Origène Duperreault) —Lot 21, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $26.58; taxes municipales: $20.57. Total: $47.15.

Mme C. L. Duperreault (Claire Laperle)—Lot 22, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $26.58; Taxes municipales: $20.58. Total: $47.16.

Bâtisse J. B. Hudon.—Sur lot 25, bloc 125 (terrain à P. E. Morissette) canton Rouyn. Taxes scolaires: $10.31; taxes municipales: $7.42. Total: $17.73.

C. J. Dwyers & Co. Inc.—Lot 34, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $27.02; taxes municipales: $20.58. Total: $47.60.

Arthur Bélanger.—Lot 36, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $64.37; Total: $64.37.

C. J. Dwyers Co. Inc.—Lot 49, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $18.14; taxes municipales: $13.30. Total: $31.44.

Dwyers & Co. Inc.—Lot 50, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $17.04; taxes municipales: $12.25. Total: $29.29.

Dwyers & Co. Inc.—Lot 55, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $27.02; taxes municipales: $20.58. Total: $47.60.

Dwyers & Co. Inc. —Lot 57, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $27.02; taxes municipales: $20.57. Total: $47.59.

Dwyers & Co. Inc.—Lot 62, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $54.43; taxes municipales: $14.55. Total: $95.98.

Chs Bonville.—Partie 66, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $59.64; taxes municipales: $15.33. Total: $74.97.

Dwyers & Co. Inc.— Lot 67, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $45.44; taxes municipales: $34.42. Total: $79.86.

Taxes: $29.92, Municipal Taxes: $32.10. Total: $62.02.

Urgel Demers:— Lot No. 88, Block 159, Township Rouyn. School Taxes: $59.63; Municipal Taxes: $64.21. Total: $123.84.

Théodore Lemire.— Lot No. 136, Block 159, Rouyn. School Taxes: $168.99; Municipal Taxes: $243.69. Total; $412.68.

Pat. Bushey.— Lot 230, Block 159, Rouyn. School Taxes:$ 70.22; Municipal Taxes: $75.81. Total: $146.03.

René Giroux.— Lot No. 7, Block 201, Township Rouyn. School Taxes: $6.64, Municipal Taxes: $6.64. Total: $16.84.

Yvon Drolet.— Lot No. 34, Block 201 Township Rouyn. School Taxes: $9.13; Municipal Taxes: Nil. Total: $9.13.

Cleridan Lapointe.— Lot No. 48, Block 201 Township Rouyn. School Taxes: $20.96; Municipal Taxes: $16.17. Total: $37.13.

Donat Cloutier.— Lot No. 48, Block 202, Rouyn. School. Taxes: $25.80; Municipal Taxes: $12.99. Total:$38.79.

Léo Martineau (Nap. Boulette).— Lot 85, Block 202. School Taxes: $22.06; Municipal Taxes: $29.00. Total: $51.06.

Léopold Lesage.— Lot 334, Block 202, Rouyn, School Taxes: $4.94; Municipal Taxes: $6.80. Total: $11.74.

Damase Croteau.— Lot No X, Block 202 Buildings. School Taxes: $23.30; Municipal Taxes: Nil. Total: $23.30.

Dwyers & Co. (P. E. Morissette).— Lot No 6, Block 125, Rouyn. School Taxes: $54.43; Municipal Taxes: $41.55. Total: $95.98.

Willie Côté.— Lot 12, Block 125, Rouyn. School Taxes: $27.90; Municipal Taxes: $12.60. Total: $40.50.

Willie Côté.— Lot 13, Block 125, Rouyn. School Taxes: $23.48; Municipal Taxes: $12.60. Total: $36.08.

Mme C. L. Duperreault (Origene Duperreault) — Lot 21 Block 125, Rouyn. School Taxes: $26.58; Municipal: $20.57. Total: $47.15.

Mme C. L. Duperreault (Claire Laperle).— Lot 22 Block 125, Rouyn. School Taxes: $26.58; Municipal Taxes: $20.58. Total $47.16.

Building J. B. Hudon — on lot 25 Block 125, (lot of land of P. E. Morisset) Township Rouyn. School Taxes: $10.31; Municipal Taxes: $7.42. Total: $17.73.

C. J. Dwyers & Co. Inc.— Lot No. 34 Block 125, Rouyn. School Taxes: $27.02; Municipal Taxes: $20.58. Total: $47.60.

Arthur Bélanger.— Lot No. 36, Block 125, Rouyn. School Taxes: $64.37; Municipal :Nil. Total: $64.37.

C. J. Dwyers Co. Inc.— Lot 49, Block 125, Rouyn. School Taxes: $18.14; Municipal Taxes: $13.30. Total: $31.44.

Dwyers & Co. Inc.— Lot 50 Block 125, Rouyn. School Taxes: $17.04; Municipal Taxes: $12.25. Total: $29.29.

Dwyers & Co. Inc.— Lot 55 ,Block 125, Rouyn School Taxes: $27.02; Municipal Taxes: $20.58. Total: $47.60.

Dwyers & Co. Inc.— Lot 57, Block 125, Rouyn. School Taxes: $27.02; Municipal Taxes: $20.57. Total: $47.59.

Dwyers & Co. Inc.— Lot 62, Block 125, Rouyn. School Taxes: $54.43; Municipal Taxes: $41.55. Total: $95.98.

Chs. Bonville.— Part 66, Block 125, Rouyn. School Taxes: $59.64; Municipal Taxes: $15.33. Total: $74.97.

Dwyers & Co. Inc.— Lot 67, Block 125, Rouyn. School Taxes: $45.44; Municipal Taxes: $34.42. Total: $79.86.

Dwyers & Co. Inc.—Lot 144, bloc 125, Rouyn. Taxes scolaires: $21.72; taxes municipales: $10.15. Total: $31.87 (120 acres)

Paul Emile Camiran.—Lot 13, rang 7 sud Rouyn. Taxes scolaires: seul $28.36.
(à réserver les droits N.Q. Power Co. et N.C. Railway Co.)

Martin Steffan—Lot 14, rang 7, sud Rouyn. Taxes scolaires seulement: $34.19.

H, Grandberg.—Lot 14, rang 7 sud Rouyn. Taxes scolaires: $11.98; taxes municipales: $7.50. Total: $19.48.

Adrien Mantha.—Lot 26a, rang 7, sud Rouyn. Taxes scolaires seulement: $15.02.

Dollard Parent.—29a, 29b, 29c, 30a, 30b, 30c, 30d, rang 6, sud Rouyn. Taxes scolaires seulement: $289.42.

Edgar Robert.—Lot 26a, rang 6, sud Rouyn. Taxes scolaires seul: $23.23.

Arsène Girouard.—Lot 26b, rang 6, sud Rouyn. Taxes scolaires seul: $31.43.

Ovide Desrosiers.—Lot 25b, 26a, demi du lot 27, rang 6, sud Rouyn. Taxes scolaires seul.: $43.49.

Bâtisses Glencona Mine.—Rang 6 nord, Rouyn Taxes scolaires seul.: $7.06.

Laurent Trudeau.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $65.78.

Giroux Frères.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $79.90.

Romuald Bouchard.—Partie lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $38.72.

Gérald Charbonneau.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $47.96.

Leonel Diquerre.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $30.38.

Léonard Trudeau.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $20.42.

Léonce Bouchard.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $26.83.

Bryan White.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $14.02.

Arthur Caya.—Lot 26, rang 6 nord, Rouyn. Taxes scolaires seul.: $52.71.

La commission scolaire de St-Roch de Bellecombe

Clément Laverdière.—Lot 40, rang 10, canton Caire. Taxes scolaires: $23.30.

Richard Arcand.—Lot 42, rang 10, canton Caire. Taxes scolaires: $22.05.

Albert Deshaies.—Lot 44, rang 10, canton Caire. Taxes scolaires: $26.40.

Lionel Gagnon.—Lots 12-13-14-15, rang 1, Bellecombe. Taxes scolaires: $19.20.

Alfred Gagnon.—Lot 13, rang 2, Bellecombe. Taxes scolaires: $33.50.

Alfred Gagnon.—Emplacement 42, rang 2, Bellecombe. Taxes scolaires: $8.40.

Daté à Ville-Marie, ce 12 janvier 1949.

Dwyers & Co. Inc.— Lot 144, Block 125, Rouyn. School Taxes: $21.72; Municipal Taxes: $10.15. Total: $31.87.

Paul-Emile Camiran.— Lot 13, range 7, South, Rouyn. (Rights N. Q. Power Co. and N. C. Railway) Co. reserved). School Taxes: $28.36; Municipal Taxe: Nil. Total: $28.36.

Martin Steffan.— Lot 14, range 7, South, Rouyn. School Taxes: $34.19; Municipal Taxes: Nil. Total: $34.19.

H. Grandberg.— Lot 14, range 7, South, Rouyn School Taxes: $11.98; Municipal Taxes: $7.50. Total: $19.48.

Adrien Mantha.— Lot 26a, range 7, South, Rouyn. School Taxes: $15.02; Municipal Taxes: Nil. Total: $15.02.

Dollard Parent.— Lots 29a, 29b, 19c, 30a, 30b, 30c, 30d, range 6, South, Rouyn. School Taxes: $289.42; Municipal Taxes: Nil. Total: $289.42.

Edgar Robert.— Lot 26a, range 6, South, Rouyn. School Taxes: $23.23; Municipal Taxes: Nil. Total: $23.23.

Arsène Girouard.— Lot 26b, range 6, South, Rouyn. School Taxes: $31.43; Municipal Taxes: Nil. Total: $31.43.

Ovide Desrosiers.— 25b, 26a, ½ of 27, range 6, South, Rouyn. School Taxes: $43.59; Municipal Taxes: Nil. Total: $43.59.

Buildings, Glencona Mine.— range 6 North, Rouyn. School Taxes: $7.06; Municipal Taxes: Nil. Total: $7.06

Laurent Trudeau.— Lot 26, range 6, North, Rouyn. School Taxes: $65.78. Municipal Taxes: Nil. Total: $65.78.

Giroux Frères.— Lot 26, range 6, North, Rouyn. School Taxes: $79.90. Municipal Taxes: Nil. Total: $79.90.

Romuald Bouchard.— Pt. Lot 26, range 6, North, Rouyn. School Taxes: $38.72; Municipal Taxes: Nil. Total :$38.72.

Gérald Charbonneau.— Lot 26, range 6 North, Rouyn. School Taxes: $47.96; Municipal Taxes: Nil. Total: $47.96.

Leonel Diquerre.— Lot 26, range 6 North, Rouyn. School Taxes: $30.38; Municipal Taxes: Nil. Total: $30.38.

Léonard Trudeau..— 26, range 6, North, Rouyn. School Taxes: $20.42; Municipal Taxes: Nil. Total: $20.42.

Léonce Bouchard.— Lot 26, range 6, North, Rouyn. School Taxes: $26.83; Municipal Taxes: Nil. Total: $26.83.

Bryan White.— Lot 26, range 6, North, Rouyn. School Taxes: $14.02; Municipal Taxes: Nil. Total: $14.02.

Arthur Caya.— Lot 26, range 6, North, Rouyn. School Taxes: $52.71; Municipal Taxes: Nil. Total: $52.71.

School Commission of St-Roch de Bellecombe

Clément Laverdière.— Lot 40 range 10, township Caire. School Taxes: $23.30.

Richard Arcand.— Lot 42, range 10, township Caire. School Taxes: $22.05.

Albert Deshaies.— Lot 44, range 10, township, Caire. School Taxes: $26.40.

Lionel Gagnon .— Lots 12-13-14-15, range 1, "Bellecombe. School Taxes: $19.20.

Alfred Gagnon.— Lot 13, range 2, township Bellecombe. School. Taxes: $33.50.

Alfred Gagnon.— Lot 42, range 2, township Bellecombe. School Taxes: $8.40.

Dated at Ville-Marie, this 12th day of January, 1949.

Conseil de comté de Témiscamingue,
Le Secrétaire-trésorier,
24049-3-2-o JULES GRENIER.

Council of the County of Témiscamingue.
JULES GRENIER,
24049-3-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec—District de Terrebonne

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DES DEUX-MONTAGNES

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, J. Léo Beaudet, secrétaire-trésorier de la corporation du comté des Deux-Montagnes, que JEUDI, le DIXIEME jour de MARS mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle municipale du comté des Deux-Montagnes, à Ste-Scholastique, les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique pour taxes municipales et scolaires dues sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

PAROISSE DE ST-BENOIT

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Benoit comme étant composée des Nos 190, 191, pties 192, 193, 194, 195, 198 comme appartenant à Paul Emile Lauzon, montant des taxes: $254.83.

PAROISSE DE ST-COLOMBAN

Ptie de 53 mesurant 50.75 pds. du côté ouest, 61.99 pds. du côté est, 118.8 pds. dans la ligne nord, et 97.9 pds. dans la ligne sud, avec droit de passage sur 54 comme appartenant à M. Ivan Monk, 5694 McLynn, Montréal. Montant de taxes dues: $13.67.

Ptie 53, mesurant 43.9 pds. dans la ligne ouest, 50.35 pds. dans la ligne est, par 155.6 pds. dans la ligne nord et 150 pds. dans la ligne sud, avec un droit de passage sur 54 comme appartenant à M. W. B. Proudfoot, 4535 Colbrooke, Montréal. Montant dû: $27.99.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro 153, comme appartenant à J. A. Coulombe, de Ste-Thérèse, à retrancher la partie vendue à Ubald Bertrand. Montant dû: $34.76.

Ptie 260, contenant 4 à 5 arpents en superficie, borné au nord par le chemin St-Paul, au sud par le résidu du lot 260, à l'est par le chemin S.-Nicholas et à l'ouest par John Shewchuck, comme appartenant à Roger Authier, 6610 rue Delorimimier, Montréal. Montant dû: $9.14.

Lot N° 260, à retrancher la partie vendue à R. Authier et à O. Larocque comme appartenant à Succ. McGarr. Montant dû: $33.94.

Lot N° 293 appartenant à Andrew Coty, de Montréal. Montant dû: $81 94.

Lot N° 79, lot N° 76, moins la partie vendue à William Lowe, et partie de 75 à partir du chemin St-Georges à aller au sud du Rocher situé à cinq acres de la rivière du Nord, comme appartenant à Geo. Félix Defossé. Montant dû: $90.16. Adresse inconnue.

Partie de 46 contenant six arpents en superficie, borné au nord par 45, au sud par la rivière du Nord et un ruisseau à l'ouest par le chemin et à l'est par la rivière du Nord, comme appartenant à Lucien Lepage, de St-Jérôme. Montant dû: $17.64.

Lots Nos 77 et 77A appartenant à Richard McAdam, Lachute, R.R. N° 3. Montant dû: $28.80.

Lot N° 101, appartenant à Rodrigue Fournel, Ste-Anne des Plaines. Montant dû: $4.08.

Lot N° 125, appartenant à Maurice Labelle, de Ste-Monique. Montant dû: $9.20.

Province of Quebec, District of Terrebonne.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF DEUX-MONTAGNES

Public notice is hereby given by the undersigned J. Léo Beaudet, secretary-treasurer of the Corporation of the county of Deux-Montagnes, that THURSDAY, the TENTH day of MARCH nineteen hundred and forty-nine at TEN o'clock in the forenoon, in the Hall of the county of Deux-Montagnes, at Ste-Scholastique, the following immoveable properties will be sold at public auction for municipal and school taxes due on each of the same lots, unless those taxes together with the cost incurred up be paid before the sale, to wit:

PARISH OF ST. BENOIT

A farm known and designated upon the plan and in the book of reference for the parish of St. Benoit, as being composed of numbers 190, 191, part 192, 193, 194, 195, 198 as belonging to Paul Emile Lauzon. Amount of taxes due: $254.83.

PARISH OF ST. COLOMBAN

Part of lot 53 measuring on west side 50.75 ft. on east side 61.99 ft., in the north line 118.8 ft. and in the south line 97.9 ft., with a right of way on 54 as belonging to Mr. I. Monk, 5694 McLynn Montreal. Amount of taxes due: $13.67.

Part of lot 53 measuring in west line 43.9 ft., on the east line 50.35 ft., in north line 155.6 ft., in south line 150 ft., with a right of way on 54 as belonging to Mr. W. B. Proudfoot, 4535 Colbrooke, Montreal. Amount due: $27.99.

A piece of land known and designated under number 153 as belonging to J. A. Coulombe, from Ste. Thérèse, to be deducted the part sold to Ubald Bertrand. Amount due: $34.76.

Part 260 containing 4 or 5 arpents in superficy, bounded in north by the road of St. Paul, at south by the balance of said lot 260, at east by the road of St. Nicholas and at west by John Shewchuck, as belonging to Roger Authier, 6610 Delorimier street, Montreal. Amount due: $9.14.

Lot No. 260 to be deducted the part sold to R. Authier and O. Larocque as belonging to Estate McGarr. Amount due: $33.94.

Lot No. 293 belonging to Andrew Coty, of Montreal. Amount due: $81.94.

Lot N° 79, lot No. 76 less the part sold to William Lowe, and part of lot No. 75, starting from the road St. George to the south of the Rockie situated at five acres from the North River, as belonging to Geo. Félix Defossé. Amount due: $90.16. Unknown address.

Part of 46 containing six arpents in superficy, bounded at north by 45 at south by North River and a brook at west by the road and at east by North River, as belonging to Lucien Lepage, St. Jérôme. Amount due: $17.64.

Lots Nos 77 and 77A belonging to Richard McAdam, Lachute, R.R. No. 3. Amount due: $28.80.

Lot No. 101 belonging to Rodrigue Fournel, of Ste-Anne-des-Plaines. Amount due: $4.08.

Lot No. 125, belonging to Maurice Labelle, Ste. Monique. Amount due: $9.20.

Lots Nos 154 et 155, appartenant à Tancrède Vaillancourt, de St-Colomban. Montant dû: $68.18.

Lot N° 160, appartenant à Luke Carl, St-Colomban. Montant dû: $48.20.

Lot N° 297, appartenant à Dame Blanche Simard, St-Colomban. Montant dû: $21.76.

Partie de 237, appartenant à Léon Geo. Gagné, de St-Colomban. Montant dû: $24.25.

PAROISSE DE ST-AUGUSTIN

La moitié des Nos 382 et 400 comme appartenant à Succ. Sifroy Duquette. Montant dû: $50.29.

PAROISSE DE ST-CANUT

Parties de 183 et 184, appartenant à J.-Bte Ouellette, de Montréal. Montant dû: $8.01.

PAROISSE DE L'ANNONCIATION

Lot N° 195-54, appartenant à Ephraim Boileau, Oka. Montant dû: $28.25.

Lot N° 123-124, appartenant à Jean Chené, Oka. Montant dû: $79.00.

Lot N° 17-64, appartenant à Ubald Carrière. Montant dû: $131.34.

Lot N° 17-47, appartenant à Albert Trottier, Oka. Montant dû: $27.95.

Partie du N° 17, mesurant 120 pieds de largeur par 190 pieds de longueur, mesure anglaise, borné en front au sud-est par la rue de l'Annonciation, en arrière au nord-ouest et des deux côtés par parties de 17 non subdivisées, appartenant à René Dourte, Oka, Montant dû: $39.45.

PAROISSE DE L'ANNONCIATION (PARTIE NORD)

Un lot de terre connu et désigné sous partie de 320, de la paroisse de L'Annonciation et mesurant trois arpents de largeur par environ quinze arpents de longueur et borné à un bout par les Nos 120 et 141 de St-Joseph du Lac, de l'autre côté par le N° 321 de l'Annonciation et à l'autre bout par le reste du dit N° 320, appartenant à Dame Ubald Guindon, de Ste-Thérèse. Montant dû: $15.20.

Avec les bâtisses y érigées s'il y a lieu.

Donné à Ste-Scholastique, ce quinze janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
24056- 3-2-o J. LEO BEAUDET

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE PORTNEUF

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Alfred Naud, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Portneuf que, JEUDI, le DIXIEME jour du mois de MARS mil neuf cent quarante neuf à DIX heures de l'avant-midi, à Cap Santé à la salle d'audience du conseil, les terrains ci-après décrits seront vendus pour taxes municipales et scolaires et charges auxquelles ils seront affectés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, savoir,

MUNICIPALITÉ DE SHANNON

Comme appartenant à la Succession de John Théberge, de Rivière aux Pins, les lots Nos. 655 et 656 du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de Ste-Catherine. Taxes dues: $70.09.

Lots Nos 154 and 155 belonging to Tancrède Vaillancourt, St. Colomban. Amount due: $68.18.

Lot No. 160 belonging to Luke Carl, St. Colomban. Amount due: $48.20.

Lot No. 297 belonging to Mrs Blanche Simard, St. Colomban. Amount due: $21.76.

Part of lot No. 237 belonging to Léon Geo. Gagné, St. Colomban. Amount due: $24.25.

PARISH OF ST. AUGUSTIN

Half of lots Nos. 382 and 400 as belonging to the Estate of Sifroy Duquette. Amount due: $50.29.

PARISH OF ST. CANUT

Parts of lots Nos 183 et 184 belonging to J. Bte. Ouellette, of Montreal. Amount due: $8.01.

PARISH OF L'ANNONCIATION

Lot No. 195-54 belonging to Ephraim Boileau, Oka. Amount due: $28.25.

Lot No. 123-124 belonging to Jean Chené, Oka. Amount due: $79.00.

Lot No 17-64 belonging to Ubald Carrière. Amount due: $131.34.

Lot No. 17-47 belonging to Albert Trottier, Oka. Amount due: $27.95.

Part of lot No. 17 measuring 120 feet wide by 190 feet depth, english measure, bounded in front by L'Annonciation street, in arrear and on both sides by parts of lot No. 17 unsubdivised, belonging to Mr René Dourte, Oka. Amount due: $39.45.

PARISH OF L'ANNONCIATION (NORTH PART)

A piece of land known and designated under number 320 of the parish of L'Annonciation and measuring three arpents wide by about fifteen arpents in depth and bounded at one end by lots No. 120 and 141 of St. Joseph, on the other side by lot No. 321 of L'Annonciation and at the other end by the balance of said lot No. 320, belonging to Mrs. Ubald Guindon, of Ste-Thérèse. Amount due: $15.20.

With the buildings thereon erected if there is any.

Given at Ste. Scholastique, this fifteenth day of January, nineteen hundred and forty-nine.

J. LEO BEAUDET,
24056--3-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF PORTNEUF

Public notice is hereby given by the undersigned, Alfred Naud, secretary-treasurer of the municipal council for the county of Portneuf that THURSDAY, the TENTH day of the month of MARCH one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the morning, at Cap Santé, in the sitting room of the council, the lands hereinafter described will be sold by auction for the municipal and school taxes and other charges to which they will be liable, unless the same be paid, with costs, to wit;

MUNICIPALITY OF SHANNON

As belonging to Estate John Théberge, of Rivière-aux-Pins, the lots Nos. 655 and 656 of the official cadastre of the county of Portneuf for the parish of Ste-Catherine. Taxes due: $70.09.

Comme appartenant à la Succession de Ant. J. Duchesnay, le lot N° 294, même cadastre que ci-dessus, île sur la rivière Jacques-Cartier. Taxes dues: $16.07.

As belonging to Estate Ant. J. Duchesnay, the lot N°. 294, same cadastre as above, situated on Island on Jacques-Cartier river. Taxes due: $16.07.

MUNICIPALITÉ DE STE-CATHERINE

Comme appartenant à Harry Keenan une partie du lot N° 229 du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de Ste-Catherine tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 106-B-2; une partie du lot N° 230, même cadastre, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 93,860; une partie du lot N° 231, même cadastre, tel que decrit dans un acte enregistré sous le N° 101,115; une partie du lot N° 232, même cadastre, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 104485 et une partie du lot N° 233, même cadastre, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 113575. Taxes dues: $202.74.

Comme appartenant à Mde Pierre Audet, une partie du lot N° 351, même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré vous le N° 107,482. Taxes dues: $113.78.

Comme appartenant à Paul Denis, parties des lots Nos 363 et 364 même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 94,651. Taxes dues: $80.74.

Comme appartenant à J. D. Roger Cantin, partie du lot N° 462, même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré sovs le N° 106,951. Taxes dues: $35.85

Comme appartenant à Maurice Boucher, une partie du lot N° 464, même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 105,117. Taxes dues: $55.05.

Comme appartenant à Montcalm Galibois, une partie du lot N° 464 même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 101,703. Taxes dues :$75.93.

Comme appartenant à Antoine Drolet, le lot N° 465-7, même cadastre que ci-dessus. Taxes dues: $50.43.

Comme appartenant $ Frank Maidens, le lot N° 465-19, même cadastre que ci-dessus. Taxes dues: $49.17.

Comme appartenant à Mde Fernand St-Louis, le lot N° 465-50, même cadastre que ci-dessus. Taxes dues: $108.48.

Comme appartenant à Robert Cimon, le lot N° 462-3, même cadastre que ci-dessus. Taxes dues: $170.63.

Comme appartenant à Fernand Gagné, le lot N° 775, même cadastre que ci-dessus. Taxes dues: $95.29.

Comme appartenant à Nap. Is Alain, le lot N° 806, meme cadastre que ci-dessus. Taxes dues: $7.22.

Comme appartenant à Paul Giguère, le lot N° 467-2, même cadastre que ci-dessus. Taxes dues: $191.73.

Comme appartenant à Mde Thomas Walsh, une partie du lot N° 467, même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 114,355. Taxes dues: $27.98.

Comme appartenant à Marius Laliberté, une partie du lot N° 467, même cadastre que ci-dessus, tel que decrit dans un acte enregistré sous le N° 112,541. Taxes dues: $48.86.

Comme appartenant à Joseph Beaumont, une partie du lot N° 467, même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 107,277. Taxes dues: $102.01.

Comme appartenant à "Le Club Nautique" 2 parties du lot N° 683, même cadastre que ci-dessus, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 109,811. Taxes dues: $212.13.

MUNICIPALITY OF STE-CATHERINE

As belonging to Harry Keenan a part of the lot No. 229 of the official cadastre of the county of Portneuf for the parish of Ste-Catherine, as described in a deed registered under No. 106-B-2; a part of the lot No. 230, same cadastre, as described in a deed registered under No. 93,860; a part of the lot No. 231, same cadastre, as describ' ed in a deed registered under No. 101,115, a part of the lot No. 232, same cadastre, as described in a deed registered under No. 104,485 and a part of the lot No. 233, same cadastre, as described in a deed registered under No. 113,575. Taxes due: $202.74.

As belonging to Mrs. Pierre Audet a part of the lot No. 351, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 107,482. Taxes due: $113.78.

As belonging to Paul Denis parts of the lots Nos. 363 and 364, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 94,651. Taxes due: $80.74.

As belonging to J. D. Roger Cantin a part of the lot No. 462, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 106,951. Taxes due: $35.85.

As belonging to Maurice Boucher a part of the lot No. 464, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 105,117. Taxes due: $55.05.

As belonging to Montcalm Galibois a part of lot No. 464, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 101,703. Taxes due: $75.93.

As belonging to Antoine Drolet the lot No. 465-7, same cadastre as above. Taxes due: $50.43.

As belonging to Frank Maidens the lot No. 465-19, same cadastre as above. Taxes due: $49.17.

As belonging to Mrs. Fernand St-Louis the lot No. 465-50, same cadastre as above, Taxes due: $108.48.

As belonging to Robert Cimon the lot No. 462-3, same cadastre as above. Taxes due:: $170.83.

As belonging to Fernand Gagné the lot No. 775, same cadastre as above. Taxes due: $95.29.

As belonging to Nap. Is. Alain the lot No. 806, same cadastre as above. Taxes due: $7.22.

As belonging to Paul Giguère the lot No. 467-2, same cadastre as above. Taxes due: $191.73.

As belonging to Mrs. Thomas Walsh a part of lot No. 467, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 114,355. Taxes due: $27.98.

As belonging to Marius Laliberté a part of the lot No. 467, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 112,541. Taxes due: $48.86.

As belonging to Joseph Beaumont a part of the lot No. 467, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 107,277. Taxes due: $102.01.

As belonging to "Le Club Nautique" 2 parts of the lot No. 683, same cadastre as above, as described in a deed registered under No. 109,811. Taxes due: $212.13.

Comme appartenant à Mde J. K. Laflamme, un terrain de 65 pieds par 100 pieds sur le lot N° 467, même cadastre que ci-dessus, borné au sud-ouest par Morrissette & Robert P-467, au nord-est par le C. N. R. P-467, au sud-est par Cyrille Robitaille, P-467, et au nord-ouest par Armand Branchaud, 467-5. Taxes dues: $122.29

Comme appartenant à Alfred Vallières, une partie du lot N° 179, même cadastre que ci-dessus, borné au nord et à l'est par James J. Sheehan au sud par le chemin du 3ème rang et à l'ouest par le lot N° 180. Taxes dues: $33.68.

MUNICIPALITÉ DE RIVIÈRE-À-PIERRE

Comme appartenant à la Succession de Pierre Grenon une partie du lot N° 5-B du 1er rang canton Bois, borné au nord par Albert Bois, à l'est par le chemin public, au sud par Philias Godin et à l'ouest par le lac Beaupré. Taxes dues: $34.26.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DES GRONDINES

Comme appartenant à Lucien Trottier, le lot N° 55 du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse des Grondines. Taxes dues: $29.63.

Comme appartenant à Oscar Portelance, une partie du lot N° 91, même cadastre que le précédent, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 106,922. Taxes dues: $18.80.

MUNICIPALITÉ DE ST-BASILE

Comme appartenant à Robert Jobidon, ou la Compagnie de bois contreplaqué, parties des lots Nos 12, 13, 124, 125 et 126 du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de St-Basile, tel que décrit dans un acte enregistré sous le N° 109,997. Taxes dues: $39.75.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE N.-D. DES ANGES

Comme appartenant à Albert Lavallée, une partie du lot N° 11 du rang 1 S.O. Chavigny, borné au nord par François l'Heureux, à l'est par le lot N° 10 au sud par le conseil ou Narcisse Sauvageau et à l'ouest par le lot N° 12. Taxes dues: $3.01.

Comme appartenant à François l'Heureux le lot N° 11 du 1er rang S. O. Chavigny, moins la partie décrite ci-dessus et les lots Nos 12 et 13 du 2ème rang S. O. Chavigny. Taxes dues: $7.20.

MUNICIPALITÉ DE ST-MARC-DES-CARRIÈRES

Comme appartenant à Oscar Vallée une partie de terrain faisant partie du lot N° 65 du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de St-Alban avec maison et dépendances, borné au nord par Adrien Bédard à l'est et à l'ouest par Mde Pierre Naud et au sud par la rue St-Pierre. Taxes dues: $19.15.

Donné à Deschambault, le septième jour du mois de janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
24057-3-2-o ALFRED NAUD.

As belonging to Mrs. J. K. Laflamme a piece of land 65 feet by 100 feet on lot No. 467, same cadastre as above, bounded to the south-west by Morrissette & Robert P-467, to the north-east by the C.N.R. P-467, to the south-east by Cyrille Robitaille P-467 and to the north-west by Armand Branchaud 467-5. Taxes due: $122.29.

As belonging to Alfred Vallières a part of the lot No. 179, same cadastre as above, bounded to the north and to the east by James J. Sheehan, to the south by the road of the third range and to the west by the lot No. 180. Taxes due: $33.68.

MUNICIPALITY OF RIVIÈRE-À-PIERRE

As belonging to Estate Pierre Grenon a part of the lot No. 5-B in the first range township of Bois, bounded to the north by Albert Bois, to the east by the public road, to the south by Philias Godin and to the west by the lake "Beaupré". Taxes dues: $34.26.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GRONDINES

As belonging to Lucien Trottier the lot No. 55 of the official cadastre of the county of Portneuf for the parish of Grondines. Taxes due: $29.63.

As belonging to Oscar Portelance a part of the lot No. 91, same cadastre as the preceding, as described in a deed registered under No. 106,922. Taxes due: $18.80.

MUNICIPALITY OF ST-BASILE

As belonging to Robert Jobidon, or la Compagnie de bois contreplaqué, parts of the lots Nos. 12, 13, 124, 125 and 126 of the official cadastre of the county of Portneuf for the parish of St-Basile, as described in a deed registered under No. 109,997. Taxes due: $39.75.

SCHOOL MUNICIPALITY OF N. D. DES ANGES

As belonging to Albert Lavallée a part of the lot No. 11 in the first range S. W. Chavigny, bounded to the north by François L'Heureux, to the east by the lot No. 10, to the south by the municipal council or Narcisse Sauvageau and to the west by the lot No. 12. Taxes due: $3.01.

As belonging to François l'Heureux the lot No. 11 in the first range S. W. Chavigny, less the part described above and the lots Nos. 12 and 13 in the second range S. W. Chavigny. Taxes due: $7.20.

MUNICIPALITY OF ST-MARC DES CARRIÈRES

As belonging to Oscar Vallée a part of the lot No. 65 of the official cadastre of the county of Portneuf for the parish of St-Alban, with buildings erected upon, bounded to the north by Adrien Bedard, to the east and to the west by Mrs. Pierre Naud, and to the south by St-Peter street. Taxes due: $19.15

Given at Deschambault, the seventh day of the month of January one thousand nine hundred and forty-nine.

ALFRED NAUD,
24057-3-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BEAUHARNOIS

Avis public est, par les présentes donné par le soussigné, Joseph Médard Leduc, secrétaire-

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph-Médard Leduc, secretary-trea-

trésorier de la Corporation du comté de Beauharnois, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil, en l'hôtel de Ville de la ville de Beauharnois, JEUDI, le DIXIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire aux paiement des taxes et redevances municipales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

surer of this Corporation of the County of Beauharnois, that the properties hereinafter described will be sold by Public auction, at the meeting-room of the Council, in the Town-Hall of the Town of Beauharnois, THURSDAY, the TENTH day of the month of MARCH, nineteen hundred and forty-nine at TEN o'clock in the forenoon to satisfy to the payment of the municipal taxes and dues, school taxes and interests mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless said taxes and dues, interests and costs be paid before the sale.

Municipalité de la paroisse de Saint-Clément — Municipality of the parish of Saint-Clément

Propriétaire selon le rôle d'évaluation — Owner according to valuation roll	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Taxes munic. & int. — Munic. taxes & int.	Taxes scol. & int. — Sch. taxes & int.	Total
Couillard Edouard	222-223.	$261.11	$259.75	$520.86

Municipalité du village du Lac Saint-Louis — Municipality of the village of the Lake Saint-Louis

Inconnu — Unknown.	300-11.	0.53	0.93	1.46

Les immeubles susdits sont des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément.

Tous les immeubles ci-dessus avec bâtisses y érigées, s'il y en a.

The above immoveables are of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Clement.

All the above mentioned immoveable properties with buildings thereon erected if there are such buildings.

Donné à Beauharnois, ce trente et unième jour de décembre mil neuf cent quarante-huit.

Le Secrétaire-trésorier, C.C.B.
24019-3-2-o JOSEPH MÉDARD LEDUC.

Given at Beauharnois, this thirty-first day of December nineteen hundred and forty-eight.

JOSEPH MÉDARD LEDUC,
24019-3-2-o Secretary-treasurer, C.C.B.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 55-870. Dame Thérèse Ratté, épouse de Philippe Rodrigue, commerçant, de St-Jean Chrysostome, comté de Lévis, demanderesse, vs Philippe Rodrigue, commerçant de St-Jean Chrysostôme, comté de Lévis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été inscrite en cette affaire ce quatorzième jour de janvier 1949.

Québec, le 14 janvier 1949.

Les Procureurs de la demandresse,
BIENVENUE, LESAGE, TURGEON,
24025-o & LESAGE.

Dame Dina Ginsberg, épouse de Harry Katz, marchand, de cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande de séparation de biens.

Montréal, le 11 janvier 1949.

Le Procureur de la demanderesse,
24066-o LAZARUS L. TINKOFF.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court, No. 55-870. Dame Thérèse Ratté, wife of Philippe Rodrigue, dealer, of St. Jean Chrysostome, Levis County, plaintiff, vs, Philippe Rodrigue, dealer of St. Jean Chrysostome, Levis County, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on the fourteenth day of January 1949.

Quebec, January 14th. 1949.

BIENVENUE, LESAGE, TURGEON,
& LESAGE.
24025-o Attorneys for the plaintiff.

Dame Dina Ginsberg, wife of Harry Katz, merchant, of the city and district of Montreal, has instituted an action against her husband in separation as to property.

Montreal, January 11, 1949.

LAZARUS L. TINKOFF,
24066-o Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 50

Québec, le 12 janvier, 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 2991 du 10 novembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 novembre 1948;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 2991 soit modifié de la façon suivante;

1. Le paragraphe "*d*" de l'article VII est radié et remplacé par le suivant:

"*d*) 1. Excepté tel que ci-après prévu, les employeurs assujettis aux dispositions du présent décret doivent verser à leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 15 cents pour chaque heure de travail.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire ne s'applique pas au boni spécial de vie chère.

Tous les employeurs doivent tenir un registre séparé indiquant le paiement du boni spécial de vie chère prévu par les présentes.

Exceptions:

i. Tous les employeurs manufacturiers de pantalons non-assortis et de vêtements de sport pour hommes et garçons qui fabriquent des vêtements exempts de la juridiction du présent décret, en vertu de ses dispositions, dans une proportion dépassant 25% de leur production totale doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de douze cents et demie (12½) cents l'heure.

Le Comité paritaire peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait, dans un trimestre,

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 50

Quebec, January 12, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 2991 of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 27, 1948;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2991, be amended as follows:

1. Subsection (*d*) of section VII will be deleted and the following substituted therefor:

"*d*) 1. Except as hereinafter provided, all employers who are subject to the provisions of the present decree shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of fifteen (15) cents for each hour worked.

The premium for overtime hours of work at the rate of time and one half shall not apply to the special cost of living bonus.

All employers shall keep a separate record of the payment of the special cost of living bonus herein provided.

Exceptions:

i. All employers who are men's and boys' odd pants and sportswear manufacturers and who produce garments that are exempted from the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in an amount in excess of 25% of their total production, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of twelve and a half (12½) cents per hour.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to the said employers' production and in the event that any such employer

dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période, des vêtements exempts de la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du Comité paritaire, verser à ses salariés un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

ii. Tous les manufacturiers de vêtements de sport ou autres pour enfants de 3 à 6 ans n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-après décrits, doivent verser à tous leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 10 cents pour chaque heure de travail. Tel boni est payable à compter du 27 novembre 1948.

iii. Tout employeur qui, en vertu d'une convention collective de travail avec le syndicat reconnu comme l'agent négociateur pour les salariés, a accepté de payer à ses salariés une deuxième semaine de vacances avant même qu'ils aient été à son service pour une période de deux années, mais non inférieure à treize semaines, peut s'abstenir de verser le boni de vie chère de 15 cents l'heure et continuer de payer le boni de 7½ cents l'heure aux commençants pour une période de treize semaines à compter de la date de leur embauchage, pourvu que tels commençants n'aient eu aucune expérience préalable dans l'industrie de la confection pour hommes et garçons. Ces commençants doivent toutefois recevoir, en plus des taux minima prévus par les présentes et du boni de 7½ cents l'heure, un boni additionnel de 7½ cents l'heure à l'expiration de leur treizième semaine au service de tel employeur.

iv. Les employeurs qui ont conclu avec une compagnie de la Couronne, pour le Ministère de la DéfenseNationale, avant le 27 novembre, 1948, des contrats pour la confection d'uniformes ne sont tenus de verser à leurs salariés employés à l'exécution desdits contrats, en plus de leur salaire régulier, qu'un boni total de onze cents et demi (11½) cents l'heure Telle dérogation ne vaut que pour l'exécution desdits contrats.

2. Sauf pour les exceptions prévues ci-dessus, ces augmentations de salaires au moyen de bonis de vie chère deviennent en vigueur et sont payables aux salariés à compter du 27 novembre 1948, et tous les bonis généraux donnés par anticipation, ou à la place du présent boni de vie chère par tout employeur à ses salariés avant l'entrée en vigueur du présent décret, équivalant au boni de vie chère prévu par le présent décret et donnés en plus des salaires réguliers et bonis alors payés doivent être considérés dans le paiement du boni supplémentaire de vie chère prévu par les présentes."

2°. Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article XII:

"*Congés statutaires payés:* Les employeurs doivent accorder à leurs salariés les congés statutaires suivants: le Jour de Noël, le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai et la Fête du Travail, peu importe quand ces fêtes ont lieu, et leur payer pour ces congés un montant équivalant à la moyenne d'une journée de salaire dans la semaine complète de travail qui a précédé la fête. Un salarié n'a pas droit à ces congés statutaires s'il n'a pas terminé trois mois de services continus pour son employeur et s'il

should in any three-month period produce less than 25% of his total production in the said period of garments exempted from the present jurisdiction, the said employer shall upon demand from the Joint Committee pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

ii. All manufacturers of children's sportswear and children's clothing comprising ages from 3 to 6 years, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as hereinafter defined, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments coming under the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 10 cents for each hour worked, the said bonus to become payable on and after November 27th, 1948.

iii. Any employer who, by virtue of a collective labour agreement with the union which is the legal bargaining agent for his employees, has agreed to pay to his employees a second week's vacation before such employees have worked for a period of two years with such employer, but after the employee has been employed for a period of thirteen weeks, may defer the payment of the cost of living bonus of 15 cents per hour by continuing to pay a cost of living bonus of 7½ cents per hour to beginners for a period of thirteen weeks from the date of employment, provided such beginners have had no previous experience in the men's and boys' clothing industry. Such beginners, however, shall receive, in addition to the minimum wages herein provided and to the bonus of 7½ cents per hour, a further bonus of 7½ cents per hour after they have completed 13 weeks of employment with such employer.

iv. Employers who have obtained from a company of the Crown, for the National Defence Department, before November 27, 1948, contracts for the manufacturing of uniforms shall be compelled to pay to their employees working on the said contracts, in excess of their regular wages, only a total bonus of eleven and a half (11½) cents per hour. This derogation applies to the carrying out of the said contracts only.

2. Subject to the exceptions hereinbefore provided, the aforementioned increases in wages by way of cost of living bonus shall come into effect and shall be payable to the employees from the 27th day of November, 1948, and all general bonuses given in lieu of or in anticipation of the present cost of living bonus by any employer to his employees prior to the effective date of this decree in an amount equal to the cost of living bonus provided for in the present decree in addition to the regular earnings and bonus then paid shall be considered as payment of, or on account of, the extra bonus by way of cost of living bonus herein provided."

2°. The following provisions are added to section XII: "*Statutory holidays with pay:*

All employers shall grant to all their employees the following statutory holidays: Christmas Day, New Year's Day, Good Friday, May 24, and Labour day, whenever such holidays occur, and shall pay to such employees for such holidays an amount equivalent to the average of one day's pay in the full working week immediately preceding the holiday. No employees shall be entitled to any of the foregoing statutory holidays until he has completed three months of continuous employment with such employer and unless he

a été absent la veille ou le lendemain du congé à moins qu'il l'ait été pour cause.

Exceptions: i. Lorsqu'un employeur a conclu une convention collective de travail avec un syndicat représentant ses salariés dans laquelle se trouvent des dispositions différentes pour le paiement des congés statutaires, peu importe quand ces fêtes ont lieu, prévoyant, à la place des jours de congé, le paiement d'une somme minimum équivalant à cinq jours de salaire au taux régulier, il n'est pas tenu de payer les jours de fête ci-haut prévus. Toutes ces conventions différentes sont sujettes à enquête et à examen par le Comité paritaire ou ses représentants dûment autorisés.

ii. Les employeurs ou entreprises membres de "The Quebec Association of Garment Manufacturers Inc." qui ont des relations contractuelles à la suite d'une convention régulière ou particulière négociée conjointement par eux et leur association avec des syndicats individuels membres de la Fédération nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, inc. ne sont pas tenus de payer les congés légales ci-haut mentionnées ayant lieu avant le 1er juillet 1949, et ce, selon les termes de leur convention quant à ces jours de fêtes, le tout sujet à enquête et à examen par le Comité paritaire ou ses représentants dûment autorisés.

iii. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux employeurs manufacturiers de vêtements de sport ou autres pour enfants de 3 à 6 ans, n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour filettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-après décrits."

3. L'article concernant les vacances payées est radié et remplacé par le suivant:

"XIII. *Vacances payées: a) Première semaine de vacances:* Tous les employeurs régis par le présent décret doivent donner à tous les salariés qui sont à leur service à la date des vacances, une semaine de vacances entre le 1er juin et la fête du Travail et leur payer pour telles vacances 2% du total des salaires qu'ils ont gagnés pendant la période de douze mois précédant la dernière période de paye antérieure au 30 juin.

b) Deuxième semaine de vacances: Tous les salariés qui ont été employés continuellement dans l'établissement de leur employeur pour une période de deux années ou plus doivent avoir une deuxième semaine de vacances, à la suite de la première, et cette deuxième semaine sera rémunérée sur une base de 2% du total des salaires gagnés par chacun de ces salariés dans la période de douze mois précédant la dernière période de paye antérieure au 30 juin.

Tels salariés n'ont droit à la deuxième semaine de vacances que s'ils ont travaillé pendant toute la semaine précédant, et la semaine suivant la période de vacances; la rémunération pour cette deuxième semaine de vacances est payable le premier jour de paye dans la semaine qui suit la période de vacances.

Les salariés ne doivent pas être privés de cette deuxième semaine de vacances s'ils se sont absentés du travail la semaine précédant, ou la semaine suivant la période de vacances pour cause de maladie ou autre raison majeure.

c) Rémunération pour vacances au terme de l'emploi: Tous les salariés ayant travaillé treize semaines ou plus avant la date des vacances qui sont renvoyés (exception faite des renvois pour cause) ou suspendus pour une période de plus de trois semaines, doivent recevoir à titre de

has been at work the day before and the day after the holiday, except if he has been absent from work for just cause.

Exceptions: i. In the event that any employer has entered into a collective labour agreement with a union representing his employees whereby an alternative arrangement is given for the payment of statutory holidays, notwithstanding when such holidays occur, providing for payment in lieu of holidays of a sum equivalent to but not less than five days' pay at regular rates of pay, then such employer shall not be bound to pay the statutory holidays hereinbefore provided. All such alternative agreements shall be subject to investigation and examination by the Joint Committee or its duly authorised representatives.

ii. Employers or firms, members of the Quebec Association of Garment Manufacturers Inc., having contractual relations, through a standard contract or an individual one negotiated jointly by them and their association, with individual unions, members of "La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc." shall not be bound to pay the aforementioned statutory holidays occurring prior to July 1st, 1949, and this, under terms provided for in their agreements, as to said holidays, subject to investigation and examination by the Joint Committee or its duly authorized representatives.

iii. The provisions of the present subsection shall not apply to employers who manufacture children's sportswear and children's clothing, comprising ages from 3 to 6 years, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as hereinafter defined."

3. The section concerning the vacation with pay is deleted and replaced by the following:

"XIII. *Vacation with pay: a) First week's vacation:* All employers subject to the present decree shall give to all of their employees, employed by them at the time of vacation, one week's vacation to take place at any time between June 1st, and Labour Day, and shall pay to each of such employees for such vacation 2% of the total earnings of such employees during the twelve-month period preceding the last pay period prior to June 30th.

b) Second week's vacation: All employees who have been continuously employed in their employer's establishment for a period of two years or more shall be given a second week's vacation, to take place immediately following the first week's vacation, and shall be paid for such additional week's vacation 2% of the respective total earnings of each of such employees during the twelve-month period preceding the last pay period prior to June 30th.

Such employees shall be entitled to the second week's vacation only when they have worked the full working week prior to, and the full working week immediately after, the vacation period, payment of the second week's vacation to become due on the first payday in the first week after the vacation period.

No employee shall be disqualified for the second week's vacation if such employee is absent from work in the week before, or the week following, the vacation period due to illness or other causes not under his control.

c) Vacation pay upon termination of employment: All employees who have been employed for thirteen weeks or more prior to the time of vacation who are discharged (except when discharged for just cause) or laid off for a period of more than three weeks, shall be paid in lieu

vacances, en plus de leur salaire régulier, 2% du salaire total gagné pendant leur période d'emploi à compter de la date des dernières vacances jusqu'au terme de l'emploi.

d) Date des vacances: Les employeurs doivent donner les vacances à la date qui leur convient entre le 1er juin et la Fête du Travail et ils doivent aviser leurs salariés au moins trente jours avant le commencement des vacances au moyen d'un avis écrit affiché dans un endroit en évidence dans leur établissement et indiquant la date du commencement des vacances.

Exception: Le paragraphe "*b*" du présent article ne s'ap plique pas aux employeurs manufacturiers de vêtements de sport ou autres pour enfants de 3 à 6 ans, n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-après décrits."

4. L'article XIX est radié et remplacé par le suivant:

"XIX. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1949. Il se renouvelle alors automatiquement d'année en année, par la suite, à moins qu'une ou plusieurs des parties contractantes ne donnent un avis écrit à ce contraire aux autres parties contractantes, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et au Comité paritaire."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24053-o Greffier du Conseil Exécutif.

of vacation, in addition to their regular earnings, 2% of their total earnings during the period of their employment from date of last vacation up to the time of termination.

d) Time of Vacation: All employers shall grant the foregoing vacations at such time as the employer may deem proper, not earlier than June 1st, but not later than Labour Day and all employers shall notify their employees at least thirty days prior to the commencement of vacation by a written notice conspicuously posted upon the premises of the employer indicating the date when the vacation is to commence.

Exception: Subsection (b) of this section XIII shall not apply to employers who manufacture children's sportswear and children's clothing, comprising ages from 3 to 6 years, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as hereinafter defined."

4. Section XIX is deleted and the following substituted therefor:

"XIX. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until July 1st, 1949. It shall renew itself automatically from year to year thereafter unless one or more contracting parties give a written notice to the contrary to the other contracting parties within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be of less than thirty (30) days before July 1st of each year. Such a notice must also be given to the Minister of Labour and to the Joint Committee."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24053-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 44

Québec, le 12 janvier, 1949.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-conseil

CONCERNANT certaines corporations municipales.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des Affaires municipales:

QUE, sous l'autorité de l'article 10 de la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers (S.R.Q. 1941, ch. 246 et 9 George VI, ch. 55. art. 1), la période pendant laquelle la loi concernant l'organisation municipale des villages miniers régit une municipalité de village constituée sous son autorité soit prolongée pour une période additionnelle d'un an, à compter du 21 décembre 1948, dans le cas du villlage minier de Pascalis, érigé comme tel par lettres patentes publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, du 21 décembre 1940, à la page 3823 et déjà continuée pour une période additionnelle de 2 ans sous l'autorité d'un décret du Lieutenant-gouverneur-en-conseil en date du 7 décembre 1945, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 décembre 1945, à la page 2564 et d'un an sous l'autorité d'un décret du Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 18 décembre 1947 et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 décembre 1947 à la page 3101.

(Signé) A. MORISSET,

24026-o Greffier du conseil exécutif.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 44

Quebec, January 12, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING certain municipal corporations.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs:

THAT, under the authority of section 10 of the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages (R.S., 1941, chap. 246 and 9 Geo. VI. chap. 55, section 1), the period wherein the Act respecting the Municipal Organization of Mining Villages governs a village municipality constituted under its authority be extended for an additional period of one year, as from the 21st of December, 1948 in the case of the Mining Village of Pascalis, erected as such by letters patent published in the *Quebec Official Gazette* of the 21st of December, 1940, on page 3823 and already continued for an additional period of 2 years under authority of an Order from the Lieutenant-Governor in Council dated the 7th of December, 1945, and published in the *Quebec Official Gazette* of the 15th of December, 1945, on page 2564 and one year under authority of an Order from the Lieutenant-Governor in Council dated the 18th of December, 1947 and published in the *Quebec Official Gazette* of the 20th of December, 1947, on page 3101.

(Signed) A. MORISSET,

24026 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 50

Québec, le 12 janvier, 1949.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT une correction du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la section "A" de l'arrêté en conseil numéro 1720 du 16 décembre 1948, ayant modifié le décret numéro 3173 du 16 août 1944 et amendements, relatif à l'Industrie des matériaux de construction dans la province, soit corrigée comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin de la cédule de salaires de la zone I, apparaissant à l'article II de la section III:

"*Remarque:* Le taux de salaires des tailleurs et poseurs de marbre régis par le décret relatif aux métiers de la construction ne doivent pas être réduits, lorsque ces salariés sont requis de travailler dans l'atelier temporairement."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

Greffier du Conseil Exécutif,
24051-o A. MORISSET.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 50

Quebec, January 12, 1949.
Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING a correction of the decree relating to the building materials industry in the Province.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT part "A" of Order in Council number 1720 of December 16, 1948, having amended the decree number 3173 of August 16, 1944, and amendments relating to the building materials industry in the Province, be corrected as follows:

The following provisions are added at the end of the wage scale of zone I, contained in section II of part III:

"*Note:* The wage rate of marble cutters and setters governed by the decree relating to the construction trades shall not be reduced when these employees are required to work temporarily in the shop."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,
24051-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 50

Québec, le 12 janvier 1949.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur, dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 918 du 4 juin 1947, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 décembre 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE l'article VI du dit décret numéro 918 soit modifié de la façon suivante:

1. Le prix minimum pour la coupe des cheveux des adultes des deux sexes est porté à $0.60 les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, dans les zones IV et VIII et celui de la coupe de la barbe est porté à $0.30 dans la zone VIII.

2. Les prix minima suivants sont ajoutés dans la zone IX pour les services ci-après mentionnés:

"Barbe..... $0.25

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 50

Quebec, January 12, 1949.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 918 of June 4, 1947, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 4, 1948;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT section VI of the said decree number 918 be amended as follows:

1. The minimum price to be charged for a haircut for male and female adults is increased to $0.60 on Friday, Saturday and holiday eves in zones IV and VIII and that to be charged for a shave is increased to $0.30 in zone VIII.

2. The following minimum prices are added in zone IX for the services hereafter mentioned:

"Shave..... $0.25

Haircut for adults, male and female:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.45
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.45
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 16 ans	0.25
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.45"

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
24052-o Greffier du Conseil Exécutif.

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0.45
Friday, Saturday and holiday eves	0.45
Haircut for children under 16 years of age	0.25
Saturday and holiday eves	0.45"

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,
24052-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 49

Québec, le 12 janvier 1949.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications aux règlements en exécution de la Loi relative aux électriciens et aux installations électriques.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 47 de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Status refondus, 1941, chapitre 172), le Lieutenant-Gouverneur en conseil a le pouvoir d'adopter les règlements nécessaires pour la mise à exécution de cette Loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier les règlements actuellement en vigueur, sanctionnés par l'arrêté en conseil numéro 2780 du 20 juillet 1940 et modifiés par les arrêtés en conseil numéros 3153 du 27 août 1940, 708 du 20 mars 1943, 1638 du 23 juin 1943, 4834 du 7 décembre 1944, 1918 du 24 mai 1945 et 1660 du 8 octobre 1947;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE lesdits règlements en exécution de la Loi relative aux électriciens et aux installations électrique soient modifiés de la façon suivante:

1° Les articles 9, 10 et 11 sont radiés et remplacés par les suivants:

"9. *Licence "A-2" pour édifices publics et licence "B" pour entrepreneurs-électriciens:*

a) La licence "A" définie à l'article 21 de la Loi est divisée en deux catégories: la licence "A" et la licence "A-2" pour les édifices publics.

b) La licence "A-2" peut être émise à toute personne qualifiée pour la licence "A" aux termes de la Loi, mais qui est à l'emploi d'un propriétaire d'édifice public. Le détenteur d'une telle licence ne peut faire d'installations électriques que dans les édifices qui sont couverts par le permis annuel et qui appartiennent à son employeur.

c) Cette licence est émise au nom de l'électricien et doit porter le nom de son employeur. Le propriétaire doit déclarer lors de l'émission de cette licence le nom des personnes autorisées à signer les demandes de permis lesquelles doivent être signées conjointement par lui-même et par l'électricien en charge. Le propriétaire est responsable des honoraires exigés par les présents règlements.

d) Les honoraires d'émission de cette licence sont de $25.00.

e) La licence "B" définie à l'article 21 de la Loi, peut être émise à toute personne, société, compagnie, association, corporation ou autre qui désire faire affaires comme entrepreneur-électricien, pourvu que l'entrepreneur lui-même, s'il s'agit d'une personne ou, à la discrétion des Examinateurs, l'électricien en charge s'il s'agit d'une compagnie, etc., soit dûment qualifié pour en justifier l'émission et soit détenteur de sa licence "C" pour l'année fiscale en cours.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 49

Quebec, January 12, 1949.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING amendments of the regulations under the Electricians and Electrical Installations Act.

WHEREAS, in pursuance of section 47 of the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 172), the Lieutenant-Governor in Council may adopt regulations for the proper enforcement of the said Act;

WHEREAS it is advisable to amend the regulations actually in force, approved by Order in Council number 2780 of July 20, 1940, and amended by Orders 3153 of August 27, 1940, 708 of March 20, 1943, 1638 of June 23, 1943, 4834 of December 7, 1944, 1918 of May 24, 1945 and 1660 of October 8, 1947;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said regulations under the Electricians and Electrical Installations Act be amended as follows:

1. Articles 9, 10 and 11 are deleted and the following substituted therefor:

"9. *License "A-2" for public buildings and license "B" for electrical contractors:*

a) License "A" defined in article 21 of the Act is divided into two categories: license "A" and license "A-2" for public buildings.

b) License "A-2" may be issued to any person qualified for license "A" under the Act but who is employed by a public building owner. The holder of such a license may make electrical installations only in the buildings covered by the annual permit and belonging to his employer.

c) This license is issued to the electrician and shall bear the name of his employer. The owner shall declare, at the time of issue of such license, the name of persons authorized to sign permit requests which shall be signed jointly by himself and the electrician in charge. The owner is responsible for the fees required by the present regulations.

d) The issue fees of this license shall be $25.00.

e) License "B" defined in section 21 of the Act may be issued to any person, partnership, company, association, corporation or other organization who wishes to do business as electrical contractor providing the contractor himself, in the case of a person or, as the examiners may decide, the electrician in charge, in the case of a company, etc., be duly qualified for the issue thereof and be holder of license "C" for the current fiscal year.

f) Si l'électricien en vertu de la licence duquel une licence "A-2" ou "B" a été émise, quitte son emploi avant la date de l'expiration de telle licence, celle-ci est annulée de ce fait et l'engagement d'un nouvel électricien qualifié donne lieu à l'émission d'un duplicata de licence, dont les honoraires sont de $1.00. Ce duplicata de licence est valide pour le reste du temps à courir jusqu'à l'expiration de l'année fiscale.

g) Nul entrepreneur-électricien, détenteur d'une licence "A" ou "B", ou propriétaire d'édifice public, détenteur d'un permis annuel, ou électricien en charge dans un édifice public, détenteur d'une licence "A-2", ne peut prendre à son emploi pour l'exécution de ses travaux d'installation électrique nouvelle ou de travaux de réfection, d'addition, de modification ou de réparation d'une installation électrique déjà existante, des compagnons-électriciens non munis de la, ou des licences requises par la Loi et les présents règlements, non plus que des apprentis-électriciens non détenteurs de leurs carnets.

h) Les honoraires des licences "A", "A-2" ou "B" ne peuvent être versés que lorsque toutes les conditions et formalités requises ont été remplies.

i) Une licence d'entrepreneur-électricien ne peut être accordée à un compagnon-électricien avant qu'il n'ait eu une expérience d'au moins deux ans après l'émission de sa licence "C".

j) Tout compagnon-électricien qui détient aussi sa licence d'entrepreneur doit avoir marqué à l'endos de sa licence de compagnon la lettre matricule de sa licence d'entrepreneur.

10. *Honoraires d'examen et de licence:* Les honoraires de la licence "C" sont ceux fixés à l'article 27 de la Loi, mais ils sont divisés en honoraires d'examen et honoraires de licence.

Les honoraires d'examen sont de $3.00 payables d'avance et non remboursables en cas de non réussite, et ceux de l'émission de la licence sont de $2.00 payables annuellement. L'obtention de cette licence est de rigueur pour l'émission d'une licence "A", "A-2" ou "B".

Les honoraires d'examen des licences "D", "E" et "F" sont ceux fixés à l'article 27 de la Loi, mais sont divisés en honoraires d'examen et honoraires de licence.

Les honoraires d'examen pour chacune de ces licences sont de $2.00 payables d'avance et non recouvrables en cas de non-réussite, et ceux de l'émission de la licence sont de $1.00 payables annuellement.

Les honoraires d'émission de ces diverses licences ne peuvent toutefois être versés pour la licence initiale avant que toutes les conditions et formalités requises aient été remplies.

Reprises d'examen: Lorsque l'aspirant à l'une des licences "C", "D", "E" ou "F" ne remporte pas le pourcentage minimum requis pour permettre l'émission de sa licence, il peut reprendre tel examen à une date ultérieure à la discrétion des Examinateurs, mais doit verser les honoraires de $1.00 lors de chaque reprise.

Tout détenteur d'une licence "C" qui n'a pas remporté lors de son examen le pourcentage minimum requis pour permettre l'émission d'une licence "A", "A-2" ou "B", peut reprendre cet examen à une date ultérieure fixée par les Examinateurs, mais doit verser les honoraires de $1.00 lors de chaque reprise.

Arrérages: Si le détenteur d'une des licences "C", "D", "E" ou "F" n'a pas renouvelé telle licence durant une ou plusieurs années, seuls les honoraires d'émission de sa licence pour l'année fiscale en cours sont exigibles s'il peut produire une preuve jugée satisfaisante qu'il n'a pas travaillé en telle qualité dans cette province

f) Should the electrician whose license has made possible the issue of a license "A-2" or "B" quit work before the date of expiry of such license, the latter is ipso facto annulled and the hiring of another qualified electrician shall require the issue of a duplicate license the fees of which shall be $1.00. This duplicate license is valid for the rest of the fiscal year.

g) No electrical contractor, holding a license "A" or "B" or owning public buildings with an annual permit, or electrician in charge in a public building with a license "A-2" may employ for the carrying out of new electrical installation, operations or re-installation, addition, alteration or repair operations on existing installations, electrical journeymen not licensed as required by the Act and the present regulations or apprentices to whom no booklet has been issued.

h) The fees for licenses "A", "A-2" or "B" shall be paid only when all the conditions and formalities required have been complied with.

i) An electrical contractor's license shall not be issued to an electrical journeyman unless he has had two years of experience after the issue of his license "C".

j) All electrical journeymen who also hold a contractor's license shall inscribe on the back of their journeyman's license the registration letter of their contractor's license.

10. *Examination and license fees:* The issue fees for license "C" shall be those established in section 27 of the Act but are divided into examination and license fees.

The examination fees shall be $3.00 payable in advance and shall not be reimbursed in case of failure; those for the issue of the license shall be $2.00 payable every year. This license must be had for the issue of a license "A", "A-2" or "B".

The examination fees for licenses "D", "E" and "F" shall be those determined in section 27 of the Act, but are divided into examination and license fees.

The examination fees for each one of these licenses shall be $2.00 payable in advance and shall not be reimbursed in case of failure; those for the issue of the license shall be $1.00 payable every year.

The issue fees of these various licenses shall not, however, be paid for the initial license unless all conditions and formalities have been complied with.

Further examinations: When the candidate to license "C", "D", "E" or "F" does not attain the minimum percentage required for the issue of his license, he may sit for another examination at a date set by the examiners but shall pay a fee of $1.00 for each such examination.

Every license "C" holder who did not, at the time of examination, attain the minimum percentage required for the issue of a license "A", "A-2" or "B" may sit again for that examination at a date set by the examiners but shall pay a fee of $1.00 for each sitting.

Arrears: When the holder of a license "C", "D", "E" or "F" has not renewed such license for one or more years, only the issue fees for his license for the current fiscal year are requirable if he can produce satisfactory proof that he has not worked in that capacity, in this province, since the date of expiry of the last license issued

depuis la date d'expiration de la dernière licence qui lui a été émise. S'il ne peut produire telle preuve jugée satisfaisante, il doit — ou subir avec succès un nouvel examen tel que requis pour sa classe de licence et en verser les honoraires d'examen en plus des honoraires d'émission de sa licence pour l'année fiscale courante — ou verser les honoraires d'émission de sa licence pour chacune des années durant lesquelles il a ainsi exercé son métier sans licence.

11. *Pourcentages requis:*

Le pourcentage minimum requis lors de l'examen en vue de l'obtention d'une des licences "C", "D", "E" ou "F", est de 60%.

Cependant dans le cas d'une licence "D" pour opération d'appareils cinématographiques pour la projection de pellicules de 16 mm. utilisés dans des représentations publiques, cette licence est requise mais peut être émise sur production de la part du candidat d'un certificat de compétence.

Le pourcentage minimum requis lors de l'examen en vue de l'obtention d'une des licences "A", "A-2" ou "B", est de 80%."

2° L'article 12 est modifié en ajoutant à la fin du 1er paragraphe les mots suivants:

"Cependant il doit fournir une preuve jugée suffisante qu'il a suivi un cours de 7ième année ou l'équivalent, mais nul ne peut toutefois s'enregistrer comme tel avant d'avoir atteint sa seizième (16ième) année ni s'il est plus âgé que 27 ans."

3° L'article 13 est modifié en ajoutant à la fin du 1er paragraphe les mots suivants:

"Cette somme n'est pas recouvrable dans le cas d'annulation du permis et du remboursement des honoraires d'inspection."

4° L'article 15 est radié et remplacé par le suivant:

"15. *Tableaux de distribution, dispositifs de contrôle et tableaux-panneaux:*

Lorsqu'il y a un ou plusieurs tableaux ou panneaux, totalisant une capacité de plus de 4 circuits, les honoraires de chacun d'eux sont de $0.10.

Toutefois, s'il n'y a qu'un seul tableau ou panneau dont la capacité n'excède pas 4 circuits, l'inspection de tel appareil en est faite sans charge."

5° L'article 28 est radié et remplacé par le suivant:

"28. *Installation temporaire pour fins de construction:*

Les honoraires d'inspection dans de tels cas sont basés sur la moitié des divers tarifs établis par les présents règlements, sauf pour les honoraires du permis exigé en vertu de l'article 13 des présents règlements, pourvu que la durée de telle installation temporaire n'excède pas une période de trois mois."

6. L'article 32 est modifié en radiant, dans le 1er paragraphe, la phrase "Un seul permis vaut pour plusieurs machines du même genre ou de différents genres" et en la remplaçant par celle-ci: "Un seul permis peut couvrir plusieurs machines, de même genre ou de genres différents, si elles appartiennent au même propriétaire ou au même locataire".

7° L'article 34 est modifié en radiant dans le 5ième paragraphe les mots: "un montant égal à cinquante (50%) pourcent de ces honoraires sera exigé" et en les remplaçant par ces mots: "un montant égal à cinquante (50%) pourcent du permis et des honoraires d'inspection est exigé".

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

24074-o

to him. If he cannot produce such satisfactory proof, he shall either sit for another examination as required for his class and pay the examination fees plus the issue fees for the current fiscal year, or pay the issue fees for his license for each year during which he has plied his trade without license.

11. *Percentage required:*

The minimum percentage required at the time of the examination to obtain license "C", "D", "E" or "F" shall be 60%.

However, in the case of a license "D" to operate cinematographic equipment for 16mm. films used for public showing, this license is required but may be issued upon production by the candidate of a certificate of competency.

The minimum percentage required at the time of the examination to obtain license "A", "A-2" or "B" shall be 80%."

2. Article 12 is amended by adding, at the end of the 1st paragraph, the following words:

"However, he shall produce sufficient proof that he has attended a 7th-year course or the equivalent thereof, but no one under 16 years of age or over 27 may register as such."

3. Article 13 is amended by adding, at the end of the 1st paragraph thereof, the following words:

"This amount is not recoverable when the permit is annulled and the inspection fees reimbursed."

4. Article 15 is deleted and the following substituted therefor:

"15. *Distribution panels, control devices and panel-boards:*

When there is one or more panels or boards up to a capacity of more than 4 circuits, the fees for each one thereof shall be $0.10. However, should there be but one panel or board with a maximum capacity of 4 circuits, the inspection thereof shall be free of charge."

5. Article 28 is deleted and the following substituted therefor:

"28. *Temporary installation for construction purposes:*

The inspection fees in such cases shall be based upon half the various rates set by the present regulations, except for the permit fees required under article 13 of the present regulations, provided the duration of such a temporary installation does not exceed a period of three months.

6. Article 32 is amended by deleting, in the 1st paragraph thereof, the sentence "Only one permit is required for many machines of the same or of various types" and by substituting therefor: "A single permit may cover more than one machine of the same or of various types when belonging to the same owner or renter."

7. Article 34 is amended by deleting, in the 5th paragraph thereof, the words "an amount equal to fifty (50%) per cent of these fees shall be required" and by substituting therefor: "an amount equal to fifty (50%) per cent of the permit and inspection fees shall be required."

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

24074-o

Avis divers

Avis public de l'érection en ville de la municipalité du village de Charlesbourg

Avis est donné qu'à sa dernière séance régulière, tenue le 20 décembre 1948, le conseil de la Municipalité du Village de Charlesbourg a décidé par résolution de demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil l'émission de lettres patentes érigeant le territoire de la Municipalité du Village de Charlesbourg en municipalité de ville, sous le nom Charlesbourg et sous l'empire de la loi des cités et villes (S. R. Québec de 1941, Ch. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne municipalité du village de Charlesbourg.

Le chiffre actuel de la population est de 4773, tel qu'établi par le dernier recensement spécial en date du 20 décembre 1948.

Donné à Charlesbourg, ce vingt huitième jour de décembre mil neuf cent quarante huit.

Le Secrétaire-Trésorier,
23839-53-4-o RENÉ BÉDARD.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Mackayville", en date du 20 octobre 1948, dont le siège social est situé à Mackayville, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24027-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le sept janvier 1949, les règlement de "L'Association athlétique des employés de Wayagamack" (Wayagamack Employees Athletic Association), tels qu'adoptés le 28 octobre 1948, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le dix janvier 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24028-o JEAN BRUCHÉSI.

Milk, for Health, Incorporated
La Sante par le lait, Incorporée

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 26 août 1948, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à douze.

5. Bureau de direction—Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction de douze directeurs.

Le Secrétaire,
24029 LEONARD ROY.

Miscellaneous Notices

Public Notice for the Erection in Towne the Municipality of Charlesbourg Villa of

Notice is hereby given that at his last regular meeting held on the 20 december 1948, the council of the municipality of Charlesbourg Village as decided by a resolution to ask to the Lieutenant-Governor in Council to issue letters patent for the erection of the territory of Charlesbourg Village under the authority of cities and towns act, (S. R. Quebec 1941, Ch. 23 3).

The territory of the new municipality will remain the same of the former municipality of Charlesbourg Village.

The actual number of the population his 4,773 such as established by the last special census held on the 20 december 1948.

Given at Charlesbourg this twenty eighth day of december, one thousand nine hundred and forty eight.

RENÉ BÉDARD,
23839-53-4-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Mackayville", under date the twentieth day of October, 1948, whereof the head office is at Mackayville, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
24027 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the seventh of January, 1949, approved the by-laws of "L'Association athlétique des employés de Wayagamack" (Wayagamack Employees Athletic Association), as adopted on the 28th of October, 1948, and such in conformity with the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as added by the Act 11, George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24028 Under Secretary of the Province.

Milk for Health, Incorporated
La Santé par le Lait, Incorporée

Extract from by-laws of the above named corporation, as adopted at the general meeting held on August 26th, 1948, concerning increase of number of directors from four to twelve:

5. Board of Directors—The affairs of the Corporation shall be managed by a Board of twelve Directors.

LEONARD ROY,
24029-o Secretary.

PECK ROLLING MILLS, LIMITED

Règlement spécial "B"

Un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1. La distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre les actionnaires, conformément à leurs droits respectifs ou conformément aux directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires, est, par les présentes, autorisée.

2. Deux officiers ou directeurs quelconques de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et ordonnés pour et au nom de la compagnie à signer, exécuter et transmettre et apposer le sceau de la compagnie à tous actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire et faire faire tous tels actes et choses que, à leur discrétion, ils croient opportun afin d'exécuter et donner effet à la distribution de ses biens entre ses actionnaires, selon les dispositions précitées dudit règlement.

Certifiée vraie copie du règlement spécial "B" adopté à une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Peck Rolling Mills, Limited", et tenue le 28 décembre 1948 et approuvé et sanctionné par tous les votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée dans le but de le considérer et tenue le même jour.

Montréal, P.Q., 28 décembre 1948.

(Sceau)

Le Secrétaire,
24030 R. C. McDONALD.

PECK ROLLING MILLS, LIMITED

Special By-law "B"

A by-lay to authorize the distribution of the company's assets-

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The distribution of the assets of the Company rateably among the Shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the Company by all the Shareholders is hereby authorized.

2. Any two officers or Directors of the Company are hereby authorized and directed for and on behalf and in the name of the Company to sign, execute and deliver, and affix the seal of the Company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its Shareholders in accordance with the foregoing provisions of this By-law.

Certified to be a true copy of Special By-law "B" adopted at a meeting of the Board of Directors of "Peck Rolling Mills, Limited"and held on December 28th, 1948 and approved and sanctioned by all the votes cast at a Special General Meeting of the Shareholders of said Company duly called for the purpose of considering the same and held on the same day.

Montreal, P.Q., December 28th, 1948.

(Seal)

R. C. McDONALD,
24030o- Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Détaillants de Produits Alimentaires de Chicoutimi", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 janvier 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24037-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Détaillants de Produits Alimentaires de Chicoutimi", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 8, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chicoutimi, county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
24037 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 30 décembre 1948, le règlement 1, comprenant les articles 1 à 17 inclusivement de "The MacPherson Cemetery Association", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 27 novembre 1948, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), tel que modifié par la Loi 10, Geörge VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 janvier 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24038 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on December 30th, 1948, By-law 1, comprising articles 1 to 17 inclusive, of "The MacPherson Cemetery Association", as adopted at the meeting held on November 27th, 1948, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary the 5th day of January, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24038-o Under-Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 10 janvier 1949, le règlement N° 1, comprenant les articles 1 à 20 inclusivement de "Norway Bay Municipal Association", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 janvier 1949.

Le Secrétaire de la Province,
24041 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on January 10th, 1949, by-law No. 1, comprising articles 1 to 20 inclusive, of "Norway Bay Municipal Association", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary the 12th day of January, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24041-o Under Secretary of the Province.

CENTRE MARIAL CANADIEN

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 2 octobre 1948, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois à cinq:

"Article 6. Section deuxième: Conseil d'administration:

1. Composition: Le Conseil d'administration se compose ordinairement de cinq membres."

Certifié.

Le Secrétaire,
24059-o LUCIEN GAUVIN.

CENTRE MARIAL CANADIEN

Excerpt from the by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the meeting held on the 2nd of October, 1948, concerning the increase in the number of its directors from three to five:

"Article 6, second section: Board of Directors:

1. Composition: The Board of Directors will consist ordinarily of five members."

Certified.

LUCIEN GAUVIN,
24059 Secretary.

DISCOURS DU TRONE

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au début de la première session de notre vingt-troisième législature, il me fait plaisir de vous offrir mes vœux et de vous souhaiter une cordiale bienvenue.

La population de la province présente ses hommages et ses souhaits de bonheur à Leurs Altesses royales la princesse Elizabeth, le duc d'Edinburgh et le prince Charles, le nouvel héritier de la Couronne.

Depuis la dernière session, la mort a frappé deux membres de la législature. L'honorable Jonathan Robinson est décédé au champ d'honneur du travail; il fut un patriote sincère et un administrateur distingué et dévoué. L'honorable Pierre Bertrand sera vivement regretté par les milliers de personnes qui ont bénéficié de sa grande charité et par les innombrables amis qui ont toujours bien apprécié ses qualités de cœur et d'esprit.

Trois ans après la fin des hostilités mondiales, les traités de paix ne sont pas encore conclus. Demandons au Bon Dieu de donner, au monde, la paix définitive dans la justice et la charité.

Notre province, remarquablement prospère, fournit à l'univers le spectacle tonifiant de la stabilité et du respect de l'ordre et de l'autorité. L'indéfectible attachement à ses traditions religieuses et nationales, la pratique d'une saine politique familiale, sociale et progressive assurent son bien-être et sa prospérité.

A l'aurore de cette nouvelle législature, mon gouvernement tient à réaffirmer son ferme désir de donner à notre administration et notre législation une orientation capable de garantir, de façon durable, la stabilité, la sécurité et la prospérité de la province.

Mon gouvernement est d'opinion que le paternalisme d'État est un grave danger pour le régime démocratique et une source de désastres irréparables. Il est convaincu que l'initiative personnelle et son corollaire, l'entreprise privée,

SPEECH FROM THE THRONE

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

On the opening of the First Session of our Twenty-Third Legislature, it is with great pleasure that I extend to you my good wishes and a cordial welcome.

The people of the Province present their respects and their good wishes of happiness to their Royal Highnesses the Princess Elizabeth, the Duke of Edinburgh and Prince Charles, the new heir to the Throne.

Since the close of the last Session, death has stricken two members of the Legislature. The Honourable Jonathan Robinson died on the field of honour whilst on duty for the Province. He was a sincere patriot and a distinguished and devoted administrator. The Honourable Pierre Bertrand will be greatly regretted by thousands of persons whom he so generously assisted and by the innumerable friends who always highly appreciated his qualities of heart and mind.

Three years after the end of the world war, peace treaties have not as yet been concluded. Let us pray Divine Providence to give to the world a lasting peace, established on justice and charity.

Our Province, the prosperity of which is truly remarkable, gives the whole world a healthy picture of stability and of respect for order and authority. Its unwavering attachment to her religious and national traditions, the practice of a sound family, social and progressive ensure her well-being and prosperity.

At the dawn of this new Legislature, my Government wishes to reassert its firm desire to give to our administration and to our legislation, an orientation that will guarantee the lasting stability, security and prosperity of the Province.

My Government believes that State paternalism is a source of grave dangers for the democratic way of life and that it leads to irreparable disasters. It is convinced that personal initiative and its corollary, private enterprise, constitute a

constituent un système progressif et démocratique, qui convient le mieux aux traditions et aux besoins de notre province, qui est le plus conforme à ses meilleurs intérêts et le plus capable d'assurer à notre jeunesse des carrières rémunératrices

Parmi les entreprises privées, aucune n'est plus importante que l'agriculture à laquelle revient une place prépondérante dans notre économie.

Le prêt agricole provincial, institué en 1936, en vertu des pouvoirs constitutionnels exercés par le gouvernement d'alors, s'est avéré profitable tant au point de vue familial, paroissial, et municipal que national. Demande vous sera faite de voter des sommes additionnelles pour continuer cette initiative salutaire.

Depuis 1945, mon gouvernement a mis en œuvre un bienfaisant programme d'électrification rurale qui facilite grandement l'activité agricole, contribue largement au bien-être du cultivateur ainsi qu'au règlement de ses problèmes. En moins de quatre ans, 7,871 milles de lignes nouvelles ont été terminés; 1,543 milles de lignes additionnelles sont en construction; 54,987 nouveaux clients qui étaient privés des avantages de l'électrification rurale en bénéficient aujourd'hui. Mon gouvernement désire continuer et compléter cette politique.

La récupération, par le drainage, de terrains marécageux, mais pouvant devenir propres à l'agriculture, sera augmentée et perfectionnée.

Une politique de colonisation à la fois réaliste et progressive est un complément indispensable à l'agriculture; mon gouvernement entend réaliser une politique de colonisation aussi parfaite que possible.

Plusieurs projets, destinés à favoriser le bien-être et le progrès de l'agriculture en général et de l'industrie laitière en particulier, seront soumis à votre approbation.

Mon gouvernement coopérera au succès de la petite industrie et facilitera, de façon raisonnable et juste, les progrès de l'industrie en général.

Il est persuadé que la décentralisation et la diversification des industries sont un gage de prospérité. Il est d'opinion que la véritable coopération est une formule de salut et, en particulier, que la coopération entre l'employé et l'employeur est indispensable à la prospérité provinciale.

La coopération produira tous les fruits désirables si, de part et d'autre, l'on reconnaît qu'aux droits correspondent des devoirs inéluctables.

Un projet de Code du Travail vous sera soumis et mon gouvernement accueillera avec plaisir toutes les bonnes suggestions, de caractère constructif, qu'on pourra lui faire, car il veut que la province soit dotée du meilleur Code du Travail, respectueux des droits de chacun et sauvegardant les droits du public, c'est-à-dire le bien commun.

La santé physique, le plus précieux des biens terrestres, est un facteur essentiel à la stabilité et à la sécurité publiques. Mon gouvernement multipliera et complètera les améliorations considérables qu'il a réalisées dans ce domaine.

Incontestablement, la santé de l'âme et de l'esprit est d'importance vitale. Mon gouvernement maintiendra, avec énergie et sans compromis, sa lutte efficace contre les idéologies et les propagandes subsversives et d'inspiration athée qui n'ont pas leur place dans notre province.

L'enseignement, à tous ses degrés, primaire, secondaire, universitaire, continuera de bénéficier des généreuses attentions de mon gouvernement. L'enseignement spécialisé, dont les progrès sont particulièrement remarquables et nombreux de-

progressive and democratic system which closely harmonizes with the traditions and requirements of our Province, which is most consistent with its real interests and which is best designed to ensure to our youth remunerative careers.

Of all private enterprises, none is more important than agriculture which occupies a leading place in our economy.

The Provincial Farm Credit, which was instituted in 1936 under the authority of the constitutional powers exercised by the then Government, has proved advantageous whether viewed from the family, the parochial, the municipal or the national point of view. You will be asked to vote additional sums to continue this salutary undertaking.

Since 1945, my government has carried out a beneficial program of Rural Electrification which is of considerable help to agriculture and which largely contributed to the welfare of the farmer as well as to the settlement of his problems. In less than four years, 7,871 miles of new lines were built; 1,543 miles of additional lines are under construction; 54,987 new clients, who were without the advantages of Rural Electrification, now enjoy its benefits. My Government desires to pursue and complete this policy.

The reclamation, by drainage, of marshlands so as to make them suitable for agricultural purposes, will be increased and perfected.

A Colonization policy, realistic and progressive in its objectives, is an indispensable complement to agriculture. It is the intention of my Government to carry into effect a Colonization policy as close to perfection as possible.

Several measures designed to encourage the welfare and progress of agriculture in general, and of the dairy industry in particular will be submitted to your approval.

My Government will do its share to ensure the success of small industries and will facilitate, in a just and reasonable way, the progress of industry in general.

My Government feels certain that prosperity can best be ensured by the decentralization and the diversification of industries. In its view, success can best be achieved by genuine co-operation between employees and employers which is indispensable for the prosperity of the Province.

Co-operation will be most effective in its results if it is recognized, by all sides, that rights and duties are interrelated.

A draft Labour Code will be submitted to you and my Government will welcome all good and constructive suggestions, since it is its wish that the Province should be endowed with the best possible Labour Code, respectful of the rights of each individual whilst safeguarding the rights of the public.

Physical health, the most precious of earthly assets, is an indispensable requirement of public stability and security. My Government will continue to perfect and complete the outstanding achievements which it has realized in this sphere.

Too much stress cannot be laid on the vital importance of the health of soul and mind. My Government will energetically and uncompromisingly pursue the struggle which it has effectively waged against subversive ideologies and propaganda of an atheistic inspiration, for which there is no room in our Province.

Education at the primary, secondary and university levels will continue to be generously helped by my Government. Specialized teaching, which has so markedly progressed in the last three or

puis trois ou quatre ans, sera, davantage si possible, généralisé. Mon gouvernement s'occupera, avec beaucoup de soin, de faciliter et d'assurer l'établissement durable de notre jeunesse.

Nos richesses naturelles sont des garanties matérielles de survivance nationale et leur mise en valeur doit être rationnelle et juste. Les meilleures méthodes seront appliquées pour assurer la conservation et l'utilisation parfaite de notre domaine forestier.

C'est la politique de mon gouvernement d'adopter les méthodes les plus appropriées et les plus opportunes pour que nos richesses hydrauliques donnent le plus grand rendement possible et pour que notre population en bénéficie le plus largement.

L'avancement et le succès des pêcheries maritimes, la conservation et l'amélioration de nos pêcheries sportives continueront de recevoir la meilleure attention de mon gouvernement.

Depuis quelques années, le développement minier dans notre province a été extraordinaire. Les travaux entrepris dans le Nouveau-Québec et au Saguenay ainsi que la construction récente de la route de Chibougamau et celle de la route Senneterre-Mont Laurier contribueront puissamment au bien-être de notre population et à sa prospérité.

En ces dernières années, la province en général et les régions rurales en particulier, ont beaucoup bénéficié d'une politique progressive de voirie et de nombreuses améliorations qui en ont résulté. En outre, des centaines de ponts ont été construits, reconstruits ou réparés et notre vaste système routier en a d'autant profité.

De façon manifeste, ces initiatives apportent une puissante contribution au développement de toutes nos régions. Mon gouvernement veut doter notre province du meilleur système de voirie possible, d'abord et surtout dans l'intérêt de notre population et ensuite, en vue des succès de la très importante industrie du tourisme dont l'essor et l'expansion ont été remarquables depuis 1945.

Des méthodes efficaces pour assurer la sécurité de la circulation sur nos routes seront soumises à votre approbation.

Vous serez appelés à perfectionner la législation relative à la crise du logement, crise qui toutefois résulte de circonstances indépendantes du gouvernement de la province.

Dans un domaine, important entre tous, mon gouvernement réaffirme que le facteur qui assurera le mieux l'unité canadienne et sauvegardera l'avenir de la Confédération, réside dans le respect de l'autonomie provinciale et dans la fidélité à l'esprit comme à la lettre du pacte fédératif.

Il est juste et indispensable que la province de Québec puisse exercer, dans leur plénitude, les droits, prérogatives et libertés qui lui appartiennent, qui lui sont, par surcroît, formellement reconnus par la constitution canadienne et dont dépend son avenir.

Mon gouvernement estime que la stabilité et la sécurité sociales, municipales, provinciales et nationales dépendent en bonne partie de la stabilité et de la sécurité constitutionnelles. Mon gouvernement est toujours heureux de coopérer, dans le respect des droits de chacun, à la grandeur du Canada. Un projet législatif vous sera soumis à ce sujet.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics de la dernière année fiscale écoulée vous seront communiqués et vous vou-

four years, will, if possible, be further generalized. My Government will make it its business to take all additional steps necessary to facilitate and to ensure the permanent establishment of our youth.

Our natural resources constitute a material guarantee of our national survival and their development must be rational and equitable. The conservation and perfect utilization of our forests will be achieved by the best available methods.

It is the policy of my Government to apply the appropriate and best policies to bring about the most efficient utilization of our hydraulic resources for the greatest benefit of our people.

My Government will continue to take all steps necessary to ensure the development and the success of Maritime Fisheries and the conservation and improvement of our fisheries for sporting purposes.

Outstanding mining developments have taken place in our Province during the last few years. Works undertaken in New Quebecand Saguenay as well as the recent construction of the Chibougamau Road and the opening of the Senneterre-Mont-Laurier highway will prove a powerful incentive for the welfare and prosperity of our population.

In recent years, the Province in general, and its country districts in particular, have greatly benefited from our progressive policy in the matter of roads and numerous improvements have resulted therefrom. In addition, hundreds of bridges have been built, reconstructed or repaired with corresponding advantages for our vast system of highways.

It is clear that these improvements have effectively contributed to the development of our various districts. My Government intends to endow our Province with the best possible network of highways, primarily in the interest of our people, but also, to promote the success of the very important tourist industry, the expansion of which has been remarkable since 1945.

Effective methods to ensure the safety of traffic on our highways will be submitted to your approval.

You will be called upon to improve legislation concerning the housing crisis which is the result of circumstances beyond the control of the Provincial Government.

In one sphere of supreme importance, my Government reassets that Canadian unity will best be ensured and the future of Confederation be safeguarded by the respect of provincial autonomy and by the faithful observance of the spirit as well as the letter of the federal compact.

It is appropriate and indispensable that the Province of Quebec should be in a position fully to exercise all the rights, prerogatives and liberties which belong to her and which, moreover, are formally recognized by the Canadian constitution and upon which its very future is dependent.

Constitutional stability and security are necessary prerequisites of social, municipal, provincial and national stability and security. My Government is always happy to co-operate to the greatness of Canada, based on the full respect of our Canadian constitution. A bill will be submitted to you on this subject.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

The public accounts for the last fiscal year wil be distributed to you and you will be called upon

drez bien voter les crédits nécessaires à l'administration.

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je demande à la divine Providence de bénir et féconder vos travaux et de répandre Ses bienfaits sur notre chère province. 24063-o

to vote the necessary credits.

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

I pray Divine Providence to crown your labor with success and to bestow Its blessings upon our dear Province. 24063-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Causapscal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 janvier 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Causapscal, comté de Matapédia.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24064-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Causapscal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 19, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Causapscal, county of Matapédia.

JEAN BRUCHÉSI,
24064 Under Secretary of the Province.

NORTHERN RESORTS ASSOCIATION OF THE LAURENTIANS

(L'augmentation du nombre des directeurs de six à sept)

Article IV

Section I — L'administration, le contrôle et la surveillance des affaires de la société seront dévolus à un comité exécutif composé d'un président, un vice-président, un trésorier, un secrétaire-honoraire et trois membres.

Je, Harry L. Sourkes, secrétaire-honoraire de la société de "Northern Resorts Association of the Laurentians", certifie, par les présentes, que la section I précédente de l'article IV des règlements de ladite société a été dûment approuvé par le vote unanime de tous les membres de ladite société présents à une assemblée convoquée le 8 décembre 1948 pour considérer les règlements de la société.

[Sceau]

NORTHEN RESORTS ASSOCIATION OF THE LAURENTIANS,
Le Secrétaire-honoraire,
24065 HARRY L. SOURKES.

NORTHERN RESORTS ASSOCIATION OF THE LAURENTIANS

(Increase in number of directors from six to seven)

Article IV

Section I — The administration, control and supervision of the affairs of the Association shall be vested in an executive committee consisting of a president, vice-president, treasurer, honorary secretary and three members."

I, Harry L. Sourkes, honorary secretary of the "Northern Resorts Association of the Laurentians", hereby certify that the foregoing section I, of Article IV of the by-laws of the said association was duly approved by the unanimous vote of all members of the said association present at a meeting called for considering the by-laws of the company on December 8th, 1948.

[Seal]

NORTHERN RESORTS ASSOCIATION OF THE LAURENTIANS,
HARRY L. SOURKES,
24065-o Honorary Secretary.

CLUB DE TENNIS BELVÉDÈRE

RÈGLEMENT

Augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq

Les affaires du Club seront gérées et administrées par un bureau de direction composé de cinq directeurs choisis par les souscripteurs réunis en assemblée générale, dûment convoqués.

Le Secrétaire,
24075-o M. LEMELIN.

CLUB DE TENNIS BELVÉDÈRE

BY-LAW

Increasing the number of directors from three to five

The affairs of the Club will be managed and directed by a Board of Directors composed of five members chosen by the subscribers assembled at a general meeting duly called.

M. LEMELIN,
24075 Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 12 janvier 1949, les règlements comprenant les articles 1 à 14 inclusivement de "Notre Dame de Grace Community Council Inc.", tels qu'adoptés le 25 octobre 1948, conformément aux disposi-

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on January 12th, 1949, by-laws comprising articles 1 to 14 inclusive, of "Notre Dame de Grace Community Council Inc.", as adopted on October 25th, 1948, pursuant to the provisions

tions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles qu'y ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 janvier 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24086 JEAN BRUCHÉSI.

of section 225a of the Quebec Companies Act (R. S. Q., 1941, chapter 276), as added thereto by the Act 11 George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Attorney General, this 15th day of January, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24086-o Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Peck Rolling Mills, Limited

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Peck Rolling Mills, Limited" donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 28 décembre, 1948.

Le Secrétaire,
24031-o R. C. McDONALD.

Yorkmills Securities Limited

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Yorkmills Securities Limited", donne, par les présentes, avis que cette compagnie s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, P. Q., 14 janvier 1949.

Le Secrétaire,
24032 C. G. MEEK.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Carlton Club Incorporated", incorporée par lettres patentes en date du 27 juillet 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 12 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
24033 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fortier, Brisebois, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 mars 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de décembre 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 14 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Charters — Surrender of

Peck Rolling Mills, Limited

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, as amended, "Peck Rolling Mills, Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., December 28th, 1948.

R. C. McDONALD,
24031-o Secretary.

Yorkmills Securities Limited

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Yorkmills Securities Limited", hereby gives notice that this company will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Montreal, P.Q., 14th January, 1949.

C. G. MEEK,
24032-o Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Carlton Club Incorporated", incorporated by letters patent dated the 27th day of July, 1934.

Notice is also given that from and after the 1st day of December, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
24033-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fortier, Brisebois, Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 21st day of March, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1948, the said company was dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Norma Inc.", incorporée par lettres patentes en date du 18 juillet 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 14 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Willowdale Realties Inc.", incorporée par lettres patentes en date du 16 juin 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 14 janvier 1949.

L'Assistant-procureur général,
24042 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Norma Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of July, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Willowdale Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of June, 1932.

Notice is also given that from and after the 15th day of December, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of January, 1949.

L. DÉSILETS,
24042-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné que les héritiers de feu Alphonse Aménée Miville Dechaine alias Dechêne, en son vivant manufacturier et marchand de fourrures de la Cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi pour faire modifier le dernier testament du dit Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechêne aux fins de permettre aux pétitionnaires de vendre un immeuble portant le numéro civique 80 de la rue Saint-Joseph en la Cité de Québec, étant des lots cadastraux 959, 985 et 960-A-1 du quartier St-Roch dans la Cité de Québec, lequel immeuble avait été stipulé incessible et insaisissable et légué à titre d'aliments dans le dit testament, et pour autres fins.

Québec, ce 20 décembre 1948.

L'Administrateur
et exécuteur testamentaire,
24071-3-4-o ALBERT PAQUET.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Simpsons Limited, une compagnie dûment incorporée et ayant une place d'affaires dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à la présente session, pour obtenir une loi ratifiant et confirmant un certain acte de vente par la cité de Montréal audit Simpsons Limited, passé devant H. B. McLean, notaire, le 11 septembre 1947, transportant un terrain situé dans le quartier St-Antoine dans la cité de Montréal, ne portant aucun numéro de cadastre et borné au sud-ouest par la rue Metcalfe, au nord-est par la rue Mansfield, au nord-ouest par la subdivision 10 du lot 1423, les subdivisions 1 et 11 de

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the heirs of the late Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechêne, in his lifetime manufacturer and fur merchant of the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to modify the last Will of the said Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechêne, in order that the petitioners be allowed to sell an immoveable bearing civic number 80 of St. Joseph Street in the City of Quebec, being cadastral lots 959, 985 and 960-A-1 of St-Roch Ward in the City of Quebec, which immoveable has been stipulated unassignable and unseizable and for alimentary purposes.

Quebec, December 20, 1948.

ALBERT PAQUET,
Administrator and
24071-3-4-o Testamentary Executor.

NOTICE

Notice is hereby given that Simpsons Limited, a corporation duly incorporated and having a place of business in the City of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at the present Session for an Act to ratify and confirm a certain Deed of Sale from the City of Montreal to the said Simpsons Limited passed before H. B. McLean, N.P. on the 11th day of September, 1947, conveying a parcel of land situate in the St. Antoine Ward in the City of Montreal and having no cadastral number and bounded on the Southwest by Metcalfe Street, on the Northeast by Mansfield Street, on the Northwest by Subdivision 10 of Lot 1423, Subdivisions

la subdivision A du lot 1423 et les subdivisions 13 et 12 du lot 1424, et au sud-est par les lots 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430 et 1431, le tout au plan officiel dudit quartier St-Antoine; et un autre terrain, étant la subdivision 11 de la première subdivision A du lot 1423 et la subdivision 13 du lot originaire 1424 dudit quartier St-Antoine; et pour autres fins.

Montréal, 18 janvier 1949.

Les Procureurs du requérant,
MOMTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON,
24072-3-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

1 and 11 of Subdivision letter A of Lot 1423 and Subdivisions 13 and 12 of Lot 1424, and on the Southeast by Lots 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430 and 1431, all on the Official Plan of the said St. Antoine Ward; and another parcel of land, being Subdivision 11 of first Subdivision letter A of Lot 1423 and Subdivision 13 of original Lot 1424 of the said St. Antoine Ward; and for other purposes.

Montreal, January 18th, 1949.

MONTGOMERY, MCMICHAEL, COMMON,
HOWARD, FORSYTH & KER,
24072-3-4-o Attorneys for Petitioner.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 janvier 1949 du conseil de la paroisse de St-Gabriel, comté de Rimouski, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 19 janvier 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 19 janvier 1949.

Le Ministre des Affaires municipales,
24067-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 7th of January, 1949, of the council of the parish of St-Gabriel, county of Rimouski, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 19th day of January, 1949, that publications of all public notices, regulations, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, January 19, 1949.

BONA DUSSAULT,
24067 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Matapédia, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Noël", conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R. Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 17 janvier 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
24076-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmer's club in the county of Matapédia, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Noël", pursuant to the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chap. 118).

Quebec, this 17th of January, 1949.

JULES SIMARD,
24076 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 715-48.

Québec, le 12 janvier, 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Nelson, dans le comté de Mégantic, le lot 1383, appartenant à Monsieur Ephrem Gingras, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Anastasie de Nelson, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24024-3-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 231-38.

Québec, le 18 janvier 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 2 octobre 1947, de changer le nom de la municipalité scolaire de Dufresnoy, dans le comté d'Abitibi-Ouest, en celui de "Dalembert", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 715-48.

Quebec, January 12, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Nelson, in the county of Mégantic, lot 1383, belonging to Mr. Ephrem Gingras, and to annex it to the school municipality or Sainte-Anastasie de Nelson, same county.

O. J. DESAULNIERS,
24024-3-2 Superintendent of Education.

No. 231-38.

Quebec, January 18, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 2nd of October, 1947, to change the name of the school municipality of Dufresnoy, in the county of Abitibi-West, into that of "Dalembert", same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 597-47.

Québec, le 18 janvier 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 15 octobre 1947, de changer le nom de la municipalité scolaire de Jeune-Lorette, village, dans le comté de Québec, en celui de Loretteville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24054-o O. J. DESAULNIERS.

N° 207-48.

Québec, le 8 janvier 1949.

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Saint-Denis de Brompton, dans le comté de Richmond, les lots suivants, savoir:

1. Les lots 435 et 438 inclusivement du rang VIII du cadastre officiel de St-Elie d'Orford, qui seront détachés de la municipalité scolaire de St-Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

2. Les lots 432, 433 et 434 du rang VIII; 341, 342 et 343 du rang VII et 245, 246 et 246-A du rang VI, qui seront détachés de la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23984-2-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1225-48.

Québec, le 8 janvier, 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Agnès de Dundee, dans le comté de Huntingdon, les lots Nos 869, 871 et 872 du cadastre officiel de Godmanchester, et de les annexer à la municipalité scolaire de Manchester, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23985-2-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 348-48.

Québec, le 8 janvier 1949.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Jacques-de-Horton", dans le comté d'Arthabaska, le territoire suivant, qui sera détaché de la municipalité scolaire de Sainte-Clothilde-de-Horton, même comté, savoir:

"Partant d'un point situé à l'intersection sud-est du lot 1091 avec le point de rencontre des 10ième et 11ième rangs de Warwick et suivant les 10ième et 11ième rangs dans une direction sud-ouest, jusqu'à l'intersection de la rivière Nicolet; de là, en suivant la rivière Nicolet dans une direction nord-ouest jusqu'à l'intersection sud-est des lots 257 et 258 pour ensuite suivre cette dite ligne de division dans une direction nord-ouest jusqu'au chemin du 5ième rang. De ce point, en suivant le 5ième rang dans une direction sud-ouest jusqu'à l'extrémité sud-ouest du lot 214 partie nord-est pour ensuite suivre cette extrémité sud-ouest jusqu'à l'intersection de la ligne de division des lots 214 et 215; de là, en suivant la ligne de division des lots 214 et 215 dans une direction nord-est, jusqu'à l'intersection de la ligne de division des lots 221 et 222 pour ensuite suivre cette ligne de division dans une direction nord-ouest jusqu'au 4ième rang. Du 4ième rang, en suivant ledit rang dans une direction nord-est jusqu'à la ligne de division des lots 150 et 152; de là, en suivant la ligne de division du lot 150 avec les lots 151 et 152 dans une direction nord-ouest jusqu'à l'intersection de la rivière Nicolet, de ce point, suivant la rivière Nicolet, dans une direction

No. 597-47.

Quebec, January 18, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October, 1947, to change the name of the school municipality of Jeune-Lorette, village, in the county of Quebec, into that of Loretteville, same county.

O. J. DESAULNIERS,
24054 Superintendent of Education.

No. 207-48.

Quebec, January 8, 1949.

Application is made to annex, for Catholics only, to the school municipality of Saint-Denis de Brompton, in the county of Richmond, the following lots, to wit:

1. Lots 435 to 438 inclusively of range VIII of the official cadastre for St-Elie d'Orford, to be detached from the school municipality of St-Elie d'Orford, in the county of Sherbrooke.

2. Lots 432, 433 and 434 of range VIII; 341, 342 and 343 of range VII and 245, 246 and 246-A of range VI, to be detached from the school municipality of Orford. in the county of Sherbrooke.

O. J. DESAULNIERS,
23984-2-2 Superintendent of Education.

No. 1225-48.

Quebec, January 8, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Agnès de Dundee, in the county of Huntingdon, lots Nos: 869, 871 and 872 of the official cadastre for Godmanchester, and to annex them to the school municipality of Godmanchester, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
23985-2-2 Superintendent of Education.

No. 348-48.

Quebec, January 8, 1949.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Jacques-de-Horton", in the county of Arthabaska, the following territory, which is to be detached from the school municipality of Sainte-Clothilde-de-Horton, same county, to wit:

Starting from a point situate at the south-eastern intersection of lot 1091 with the meeting point of the 10th and 11th ranges of Warwick and following the said 10th and 11th ranges in a southwesterly direction up to the intersection of the Nicolet river; thence, following the Nicolet river in a northwesterly direction up to the south-eastern intersection of lots 257 and 258 to then following the said division line in a northwesterly direction as far as the road of the 5th range. From this point, following the 5th range in a southwesterly direction as far as the southwest extremity of lot 214 northeast part to then follow the said southwest extremity as far as the intersection of the division line of lots 214 and 215; thence, following the division line of lots 214 and 215 in a northeasterly direction as far as the intersection of the division line of lots 221 and 222 to then follow the said division line in a northwesterly direction up to the 4th range. From the 4th range, following the said range in a northeasterly direction as far as the division line of lots 150 and 152; thence, following the line which divides lot 150 from lots 151 and 152 in a northwesterly direction as far as the intersection of the Nicolet river, from this point, following the Nicolet river,

nord-ouest jusqu'à l'extrémité nord-ouest du lot 73 du 2ième rang du canton Horton. De là, en suivant la limite sud de la paroisse de St-Samuel d'Aston, comté de Nicolet, longeant les lots 74 du 2ième rang de Horton, les lots 96, 97, 98 et 99 du 3ème rang de Horton; et ensuite, contournant les lots 159, 160 et 161 de la paroisse de St-Samuel d'Aston, pour ensuite suivre les extrémités nord-ouest des lots 237, 238 et 239 du 5ième rang de Horton, et de là, suivant l'extrémité nord-est du lot 239 pour ensuite suivre l'extrémité nord des lots 279, 280 et 281 du 6ième rang du canton de Horton; de là, en suivant l'extrémité est des trois lots plus haut mentionnés, laquelle ligne se trouve l'extrémité nord-ouest du 11ième rang jusqu'au point d'intersection avec l'extrémité nord-ouest du lot 1091. Finalement de ce point au point de départ en suivant l'extrémité nord du lot 1091, ou la ligne de séparation entre ce lot et les lots 1087, 1088, 1089 et 1090 jusqu'à l'intersection du chemin du 10ième rang.

Cette nouvelle municipalité scolaire comprend donc les lots 68 à 74 inclusivement du 2ième rang de Horton; les lots 96 à 99 inclusivement du 3ième rang de Horton; les lots 151 à 161 inclusivement du 4ième rang de Horton; partie du lot 214, ainsi que les lots 222 à 239 inclusivement du 5ième rang de Horton; les lots 258 et 260 à 283 inclusivement du 6ième rang de Horton et finalement les lots 1091 à 1109 inclusivement, ainsi qu'une partie des lots 1110, 1111, 1112 du 11ième rang du canton de Warwick.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23986-2-2-o O.-J. DESAULNIERS.

in a northwesterly direction as far as the northwest extremity of lot 73 of the 2nd range of the township Horton. Thence, following the south limit of the parish of St-Samuel d'Aston, county of Nicolet, along lots 74 of the 2nd range of Horton, lots 96, 97, 98 and 99 of the 3rd range of Horton; and then passing around lots 159, 160 and 161 of the parish of St. Samuel d'Aston, to then follow the northwest extremities of lots 237, 238 and 239 of the 5th range of Horton, and thence, following the northeast extremity of lot 239 to then follow the north extremity of lots 279, 280 and 281 of the 6th range of the township Horton; thence, following the east extremity of the three lots above mentioned, the said line being the northwest extremity of the 11th range up to the point of intersection with the northwest extremity of lot 1091. Finally from this point to the starting point following the north extremity of lot 1091, or the division line between this lot and lots 1087, 1088, 1089 and 1090 as far as the intersection of the road of the 10th range.

This new school municipality thus contains lots 68 to 74 inclusively of the 2nd range of Horton; lots 96 to 99 inclusively of the 3rd range of Horton; lots 151 to 161 inclusively of the 4th range of Horton; part of lot 214, and also lots 222 to 239 inclusively of the 5th range of Horton; lots 258 and 260 to 283 inclusively of the 6th range of Horton and finally lots 1091 to 1109 inclusively, as well as a part of lots 1110, 1111, 1112 of the 11th range of the township of Warwick.

O. J. DESAULNIERS,
23986-2-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, quartier Limoilou — Cité de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 585-39, 587-4 et 588-A-5 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 décembre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
24034-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Roch North, Limoilou ward — City of Quebec.

Notice is hereby given that lots 585-39, 587-4 and 588-A-5 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 24th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
24034-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la Commission conjointe pour l'industrie de la robe de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec. On demande:

1° Que l'article II soit radié et remplacé par le suivant:

"II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend toute la province de Québec laquelle, pour les fins du décret, est divisée en deux zones, comme suit:

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree number 3519 of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province of Quebec. It is requested:

1. That Section II be deleted and replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree shall comprise the entire Province of Quebec which, for the purpose of this decree, is divided into two zones:

Zone I: L'Ile de Montréal et tout le territoire limitrophe dans un rayon de vingt (20) milles.

Zone II: Toute la province de Québec à l'exception de la zone I.

Toutes les dispositions du présent décret s'appliquent à toute la juridiction territoriale déterminée ci-dessus à l'exception des taux minima de salaire établis aux article VIII et X lesquels seront réduits de 10% pour la zone II.

2° Que l'article VI soit modifié en y ajoutant le nouveau paragraphe "*f*" suivant:

"*f*) Nonobstant les dispositions du présent article, il s'applique à tous les employeurs et salariés, y compris les travailleurs à domicile, assujettis au présent décret."

3° Que l'article X-A soit radié et remplacé par le suivant:

"X-A. *Vacances annuelles payées:* i. Tous les salariés, y compris les travailleurs à domicile, assujettis au présent décret ont droit:

a) Après un an de services continus à l'emploi de leurs employeur, à un congé annuel continu et payé d'une durée minimum de sept (7) jours, comprenant au moins 5 jours de travail.

b) Lorsque le salarié n'a pas une année de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu et payé d'une durée minimum d'autant de demi-journées de travail qu'il a de mois de calendrier de services continus pour son employeur.

Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié est terminé avant qu'une année de services continus ne soit complétée, ou si cet emploi est commencé et terminé pendant une année de services continus, ce salarié, au terme de l'emploi, a droit à une compensation pour vacances équivalente à 2% du salaire qu'il a gagné quand il était à l'emploi de l'employeur pendant cette année de services continus.

ii. Pour chaque congé annuel payé, la durée annuelle de services continus à l'emploi d'un employeur laquelle donne droit audit congé commence le 15 juin d'une année pour se terminer le 14 juin de l'année suivante. La première année de services continus commence le 15 juin 1948.

iii. Le salarié a droit à la rémunération suivante pour ses vacances:

a) Le salaire que le salarié aurait gagné durant la période de ses vacances s'il est payé exclusivement sur une base de temps.

b) Deux pourcent (2%) du salaire gagné dans la période de services lui donnant droit aux vacances s'il est payé sur toute autre base.

iv. La rémunération pour vacances doit être donnée par l'employeur au salarié lorsque ce dernier part pour ses vacances, ou lorsqu'il quitte son emploi ou à la date de résiliation du contrat de travail si cela avait lieu avant que les vacances soient prises.

v. Les dites vacances annuelles payées doivent être données entre le 15 juin et le 15 août de chaque année et l'employeur doit aviser ses salariés de la date exacte des vacances au moins 15 jours à l'avance.

vi. La durée des services continus s'entend de la période durant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, soit verbal ou écrit, même si l'exécution de tel contrat a été interrompu sans qu'il y ait résiliation. Les absences suivantes ne sont pas considérées comme interrompant la durée des services continus, à

Zone I.—The Island of Montreal and all adjacent territory within a radius of twenty (20) miles.

Zone II.—The Province of Quebec outside of Zone I.

All the provisions of the present decree shall apply to the entire territorial jurisdiction as stated herein, except that the minimum scale of wages as fixed in section VIII and X hereof, shall be 10% less in Zone II than in Zone I.

2. That section VI be amended by adding thereto a new section "*f*" as follows:

"*f*) Notwithstanding anything in this section contained, all the provisions thereof shall apply to all employers and employees, including homeworkers, governed by the present decree."

3. That section X-A be deleted and replaced by the following:

"X-A. *Annual vacation with pay:* i. Each and every employee, including homeworkers, governed by the present decree is entitled:

a) After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay for a minimum duration of 7 days, comprising at least 5 working days.

b) If the employee has not yet completed a year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay, having a minimum duration of as many half working days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

If, for any reason whatsoever, employment of an employee is terminated before a year of continuous service is completed, or is commenced and terminated during a year of continuous service, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation, with pay, with a sum equal to 2% of the wages earned by him in that portion of the said year of continuous service during which he was in the employ of the employer.

ii) For each annual vacation with pay, the period of a year's continuous service in the employ of any employer which gives right to such vacation begins on the 15th day of June of one year and ends on the 14th day of June of the following year. The first year of continuous service shall be deemed to begin on June 15th, 1948.

iii. The employee is entitled to the following remuneration during his vacation with pay:

a) The wages the said employee would have earned during the vacation if the said employee is exclusively paid on a time basis.

b) Two percent (2%) of the wages earned during the period of service entitling the said employee to his vacation, if the said employee is paid on any other basis.

iv. The vacation pay shall be given by the employer to the employee before the latter's departure on vacation, or at the time the said employee quits his employment or the labour contract is cancelled, if such event occurs before the giving of the vacation.

v. The said annual vacation with pay shall be granted during the period extending from the 15th day of June to the 15th day of August in each year, and the employer shall notify the employee of the exact period of the vacation at least 15 days in advance.

vi. The duration of continuous service means the period during which one employee is bound by a labour contract, whether verbal or written to work for his / her employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without the contract being cancelled. The following events shall not be considered as inter-

savoir:

a) Absence pour maladie si le contrat n'a pas été résilié.

b) Jours de chômage causés par manque d'ouvrage.

c) Vacances annuelles.

d) Délai-congé et toute absence autorisée.

e) Fêtes légales payées et, finalement, toutes les fêtes statutaires énumérées et prévues à l'article XV du présent décret.

pourvu que, durant les périodes ci-haut mentionnées, le dit salarié n'a pas occupé un autre emploi rémunéré.

vii. Durant les vacances du salarié, l'employeur doit continuer de lui donner tous les avantages auxquels il a droit, soit en espèces ou d'autre nature, tels que contribution au fonds de pension, à l'assurance-groupe, à la caisse de maladie, etc.

viii. Toute clause dans un contrat individuel de travail ou toute convention contraire et non conforme aux dispositions du présent article X-A est défendue même si elle stipule une compensation en espèces.

ix. L'employeur, en plus de compiler dans son registre les détails requis par le décret ou les règlements de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec, doit tenir compte, pour chaque salarié,

a) de la date de son entrée au service de l'employeur,

b) de la durée de ses vacances annuelles payées,

c) de la date de son départ pour vacances,

d) du montant et de la date du paiement de sa rémunération pour vacances.

L'employeur doit donner sur son rapport mensuel de paye à la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec les renseignements demandés aux alinéas *b*, c et *d*.

4° Que l'article XII soit modifié en radiant les paragraphes 2 et 4 et en les remplaçant par les nouveaux paragraphes 2 et 4 suivants, et en y ajoutant, après le paragraphe 5, un nouveau paragraphe 6.

"2. Tout travail sur vêtements assujettis au présent décret, donné à toute personne, ou accepté par cette dernière, pour être fait ou exécuté dans un domicile, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin sera considéré comme travail à domicile et sujet à toutes les dispositions de ce décret, tout particulièrement aux dispositions du présent article XII.

Aucun travail sur vêtements assujettis au présent décret ne peut être donné à une personne, ou accepté par cette dernière, pour être fait ou exécuté dans un domicile, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin à moins qu'elle n'ait obtenu de la Commission conjoint de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec un certificat lui permettant d'accepter ou de donner du travail à domicile."

"4. Tout travail fait ou exécuté par les travailleurs à domicile doit être rémunéré par l'employeur sur une base hebdomadaire, quotidienne ou horaire 10% plus élevée que les taux payés dans son atelier ou dans des ateliers semblables de l'industrie pour des opérations similaires, ou sur une base à la pièce, si telle est le mode de rémunération, 10% plus élevée que les taux payés dans son atelier ou dans des ateliers semblables de l'industrie.

rupting the duration of the continuous service, to wit:

a) Absence through illness if the contract has not been cancelled.

b) Days of unemployment through layoff.

c) The annual vacation.

d) The term of notice and all authorized absences.

e) Paid legal holidays and, finally, all statutory holidays as otherwise mentioned, enumerated and provid ed for in Section XV of the present Decree; provided that, during the time above indicated, the said employee did not hold any other remunerated employment.

vii. During the vacation of the employee, the employer shall continue to procure for him the advantages to which he is entitled, whether in kind or of another nature, such as the contribution to a pension fund, the contribution to a group life insurance policy, sick benefits, etc.

viii. Any stipulation in any individual labour contract or any agreement which is contrary to or not in conformity with the provisions of the present Section X-A, is forbidden even when it provides a compensating indemnity.

ix. The employer, besides recording in his register the particulars required by the Decree or By-Laws of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, shall record therein for each employee:

a) The date of his entrance into the service of the employer.

b) The duration of his annual vacation with pay.

c) The date of his leaving on vacation.

d) The amount and date of payment of indemnity paid to him for the duration of his paid vacation.

The employer shall include in his monthly payroll report to the said Joint Commission for the Dress Industry of the Povince of Quebec, the information specified in items *b*, *c*. and *d*.

4. That Section XII be amended by deleting sub-sections 2 and 4, and by replacing them with the following new sub-sections 2 and 4, and by adding thereto, after sub-subsection 5, a new subsection 6.

"2. All work on garments coming under the jurisdiction of this Decree which is given to and/or accepted by any person to be done or performed in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment or premises used as such, shall be deemed to be homework and shall be subject to this Decree and, without limiting the generality thereof, particularly to the provisions of this Section XII and its Sub-Sections.

No work on garments coming under the jurisdiction of this decree shall be given to and or accepted by any person to be done or performed in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment or premises used as such, unless he or she has obtained from the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, a certificate permitting him or her to give and/or to accept homework."

"4. All work done or performed by employees at home (Homeworkers) shall be paid for by the employer at a weekly, daily or hourly rate which is 10% higher than the rates paid in his shop or in comparable shops in the Industry for similar operations or at piece work rates, if the system of payment is by the piece, which are 10% higher than those paid in his shop or in comparable shops in the Industry.

Nonobstant les dispositions précédentes, lorsque du travail est donné à des travailleurs à domicile par un entrepreneur ou sous-entrepreneur, distributeur ou agent, les taux de salaire dans l'atelier ci-dessus mentionné sont les taux, soit à la pièce, à l'heure, à la semaine ou autre payés dans l'atelier de la personne, société ou compagnie à qui appartient la marchandise ou qui donne le travail à l'entrepreneur, au sous-entrepreneur, au distributeur ou à l'agent ou, lorsque le propriétaire de la marchandise n'a pas d'atelier, dans un atelier fabriquant des vêtements semblables.

Nonobstant toute autre disposition du présent décret, le travailleur à domicile ne recevra jamais moins que les taux minima mentionnés aux articles VIII et IX du décret majorés de 10%, et les taux à la pièce ne doivent pas non plus être inférieurs à ces minima

Nonobstant toute infraction aux dispositions du présent décret, et tout particulièrement au présent article XII, ou à toute autre loi de la province, l'employeur doit néanmoins, dans tous les cas, payer au travailleur à domicile les taux minima spécifiés ci-haut.

Les salaires minima gagnés par les travailleurs à domicile, et dus à ces derniers, pour du travail à la pièce doivent être déterminés de la façon suivante:

i. L'inspecteur de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec doit s'assurer du temps requis par un travailleur à domicile pour compléter au moins une (1) douzaine de vêtements de quelque modèle que ce soit sur lequel il travaille.

ii. La durée totale de travail d'un travailleur à domicile sur vêtements de tous modèles doit être établie en multipliant la durée requise pour faire une douzaine de vêtements de tous modèles par le nombre total de douzaines de vêtements de tels modèles ou de modèles comparables complétées par le dit travailleur à domicile.

iii. Le nombre total d'heures ainsi établi comme étant les heures de travail du travailleur à domicile doit alors être multiplié par le taux minimum horaire déterminé aux articles VIII et IX du présent décret, majoré de 10%.

Tout le fil doit être fourni et tous les frais de transport doivent être défrayés par l'employeur. Aucune déduction ne peut être faite du salaire du travailleur à domicile pour payer soit le fil ou les frais de transport.

Tout travail doit être livré et recueilli par l'employeur ou son agent. Toute personne qui distribue l'ouvrage aux travailleurs à domicile pour le compte d'une autre personne ne sera pas considérée comme l'employeur du travailleur à domicile mais comme l'agent de la personne à qui appartient la marchandise, et cette dernière sera considérée comme étant l'employeur du travailleur à domicile.

Toutefois, tout entrepreneur, sous-entrepreneur, distributeur, agent et intermédiaire qui manipule ou distribue l'ouvrage aux travailleurs à domicile est conjointement et solidairement responsable avec la personne à qui appartient la marchandise du paiement du salaire du travailleur à domicile et de la mise à exécution de toute disposition du présent décret, et tout particulièrement de cet article XII, se rapportant aux travailleurs à domicile."

6a) Tout employeur doit fournir à la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec des registres dûment signés et certifiés sur formules provenant de la Commission conjointe donnant:

1. les noms et adresses ainsi que le numéro du certificat de toute personne à laquelle il donne du travail pour exécution à domicile;

Notwithstanding the foregoing, in cases where work is given to homeworkers by a contractor or sub-contractor, or distributor or agent, the rates of wages in the hop herein-above specified shall mean those rates, whether by piece work, hourly work, week work or otherwise which are paid in the shop of the person, firm or company, who or which owns the goods and/or gives the work to the contractor or sub-contractor or distributor or agent, or where the owner of such goods has no shop, in a shop manufacturing comparable garments.

Notwithstanding anything contained herein or elsewhere in this Decree, in no case shall the homeworker receive less than the minimum wages as provided in Sections VIII and IX of the Decree increased by 10% and no piece work rates shall be fixed which do not yield these minimum wages. Notwithstanding any violation of any of the provisions of this Decree, and particularly of this Section XII, and/or any other Act of this Province, the employer must, nevertheless, in all cases, pay the homeworker. The minimum wages earned by and due to the homeworker when working on a piece work basis shall be determined in the following manner:

i. The Inspector of the Joint Commission or the Dress Industry of the Province of Quebec shall ascertain the time required by a homeworker to complete at least one (1) dozen garments of any given style being worked upon by him.

ii. The total time worked by a homeworker working at home on garments of any given style, shall be established by multiplying the duration of time required to make a dozen garments of such style by the total number of dozen of the said style and comparable styles completed by the said homeworker.

iii. The total number of hours thus established as having been worked by the homeworker shall then be multiplied by the minimum rate per hour as fixed in Sections VIII and IX of this Decree, increased by 10%.

All thread must be supplied, and all transportation charges must be paid by the employer. No deduction shall be made from the wages of the homeworker either for thread or transportation charges.

All work must be delivered and collected by the employer or his agent. Any person who distributes work to be done at home to homeworkers for and on behalf of another person, shall not be deemed to be the employer of the homeworker, but the agent of the person who owns the goods, and the latter shall be deemed to be the employer of the homeworker.

However, every contractor, sub-contractor, distributor, agent and intermediary, who handles or distributes any work to homeworkers, shall be jointly and severally responsible with such person who owns the goods for the payment of wages to homeworkers, and for the due compliance with all the other provisions relating to homeworkers as contained in this Decree, and particularly in this Section XIII."

"6a. Every employer must furnish the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec with records duly signed and certified on forms provided by the said Joint Commission showing:

1. The names, addresses and homework certificate numbers of all persons to whom he gives work to be done or performed at home;

2. la date de livraison de tel travail;

3. le genre du travail, le modèle, la description et la quantité des vêtements et le taux de rémunération pour tel travail dans l'atelier du propriétaire de la marchandise et au travailleur à domicile ainsi que la base de rémunération, soit à la semaine, à la journée, à l'heure ou à la pièce.

4. Tout autre renseignement que la Commission conjointe peut juger nécessaire.

b) Les formules renfermant ces renseignements doivent être préparées en triplicata et l'original doit être adressé par l'employeur au bureau de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec lorsqu'il donne le travail au travailleur à domicile. Une copie doit accompagner le travail donné au travailleur à domicile. La troisième copie doit être gardée par l'employeur pendant au moins un an et disponible pour examen par la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec."

5. Qu'un nouvel article XV-A soit ajouté après l'article XV:

"XV-A. Tous les salariés, y compris les travailleurs à domicile, assujettis au présent décret ont droit aux trois jours de fêtes suivants chaque année avec paye, peu importe la journée de la semaine où ils tombent:

1. Le Premier de l'An;
2. Le Vendredi Saint;
3. La Fête du Travail,

pourvu qu'ils aient travaillé au moins un an dans l'industrie et trois (3) mois pour le même employeur avant la date de la fête statutaire, le tout sujet aux conditions et règles suivantes:

i. Tout salarié absent une journée complète la semaine de travail dans laquelle tombe un des jours de fête ci-haut mentionnés n'a droit qu'à 80% de la rémunération accordée pour ce jour de fête.

ii. Tout salarié absent deux journées complètes la semaine de travail dans laquelle tombe un des jours de fête ci-haut mentionnés n'a droit qu'à 50% de la rémunération accordée pour ce jour de fête.

iii. Tout salarié absent plus de deux journées la semaine de travail dans laquelle tombe un jour de fête n'a droit à aucune rémunération pour ce jour de fête.

Toutefois, toute perte de temps causée par la maladie d'un salarié, une suspension par l'employeur (layoff), un jour de fête statutaire ou religieuse ne doit pas être considérée comme absence pour les fins du présent article.

Pour ces fêtes légales, le salarié doit recevoir:

a) le salaire qu'il aurait gagné durant le journée s'il est payé exclusivement sur une base de temps;

b) une journée complète de salaire calculée d'après le taux minimum prévu pour le métier ou l'occupation de tel salarié dans le présent décret, s'il est rémunéré à la pièce.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas à un salarié bénéficiant d'au moins deux semaines de vacances payées pendant l'année."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 janvier 1949. 24078-o

2. The date when the said work was given;

3. The craft of the said work, the style, description and quantity of the garments and the price of labour paid therefor in the shop of the owner of the goods and to the homeworker, and the basis of payment, whether by the week, day or hour or by the piece.

4. Such other information as the Joint Commission may deem necessary.

b) The forms containing the foregoing information must be made in triplicate and the original must be filed by the employer at the office of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec at the time he gives the work out to the homeworker. A copy must be given with the work to the homeworker. The third copy must ke bept by the employer for a period of not less than one year and be held available for examination by the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec."

5. That, after Section XV a new section designated as Section XV-A be added.:

"XV-A. Each and every employee, including homeworkers, governed by the present Decree shall be granted the following three holidays with pay each year, irrespective on which day of the week they may fall, to wit:

1. New Year's Day,
2. Good Friday,
3. Labour Day;

provided that the said employee has been employed at least one year in the industry, and 3 months for the same employer prior to the date of a legal holiday, the whole subject to the following rules and conditions:

i. Any employee who is absent for any one full day during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only 80% of the pay granted for such holiday.

ii. Any employee who is absent for two full days during the work week in which any of the said holidays fall, shall be entitled to receive only 50% of the pay granted for the said holiday.

iii. Any employee who is absent for more than two days during the work week in which a legal holiday falls, shall not receive any pay for the said holiday;

However, the loss of time caused by the sickness of the employee or lay-off from work by the employer, or resulting from any legal or religious holiday, shall not be deemed to be absences within the meaning of this Section.

For the said legal holidays, the employee shall receive:

a) The wages the said employee would have earned during the said day if he is exclusively paid on a time basis;

b) One full day's pay calculated on the minimum rates provided for the said employee's draft in the present Decree, if the said employee is employed on a piece work basis.

The provisions of this Section shall not apply to any employee who receives at least two week's vacation with pay during the year."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 22, 1949. 24078-o

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné , conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Jean-Paul Cardinal, notaire, demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Jean-François Cardinal, notaire décédé.

Montréal, 18 janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier de
la Chambre des Notaires,
24068-o ARTHUR COURTOIS.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Eugène Handfield, notaire, demeurant et exerçant à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Mes François Borduas, L. A. Brunelle et F. X. A. Boisseau, notaires décédés.

Montréal, 18 janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier de
la Chambre des Notaires,
24069-o ARTHUR COURTOIS.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Jean-Paul Cardinal, notary residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Jean-François Cardinal, deceased notary.

Montreal, January 18, 1949.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
24068 Board of Notaries.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Eugène Handfield, notary residing and practising at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mes François Borduas, L. A. Brunelle and F. X. A. Boisseau, deceased notaries.

Montreal, January 18, 1949.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
24069 Board of Notaries.

Lettres patentes annulées

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 12, en date du 12 janvier 1949, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la Loi 10, George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies ci-après mentionnées a été décrétée, savoir:

Letters Patent Annulled

Notice is hereby given that in virtue of Order in Council No. 12, bearing date the 12th of January, 1949, adopted under authority of the provisions of section 4 of the Act 10, George VI, chapter 48, the annulment of the letters patent of the companies hereinafter mentioned, has been enacted, to wit:

Nom de la Compagnie: / Name of the Company:	*Constituée le: / Incorporated on*	*Siège social: / Head Office*
The Abitibi Fruit & Vegetables Company Limited	12 juin 1933	Amos.
Art Vision Limited	25 juillet 1932	Montréal.
Auto Parts Ltd	29 mars 1939	Montréal.
Donald A. Baillie & Co., Limited	12 avril 1929	Montréal.
The Beaver Stove and Machinery Company Limited	27 mars 1911	Grand'Mère.
The Black Duck Club	7 octobre 1942	Montréal.
Blue Bonnet Restaurant Limited — Restaurant Bonnet Bleu Limitée	28 août 1935.	Montréal.
La Compagnie de Bois de Dixville Limitée — Dixville Lumber Company Limited	26 mai 1928	Coaticook.
Canada Marble & Lime Co. Ltd	19 avril 1938.	L'abord à Plouffe
The Canadian Turbine Propulsion Power & Light Company	27 octobre 1904	Montréal.
Citadel Coal & Oil Co. Ltd — La Compagnie de Charbon et d'Huile Citadelle Limitée.	14 octobre 1933	Québec
Club Amherst Incorporé	13 avril 1937	Montréal.
Club La Tuque Inc.	5 mai 1939	La Tuque.
Club Mégantic, Limitée	30 octobre 1933	Pointe Gatineau.
Club New Yorker Incorporated	26 septembre 1924.	Montréal.
Club Ouvrier de Préfontaine Inc	18 octobre 1928	Montréal.
Club des Ouvriers Unis du Quartier Laurier Limitée	12 janvier 1932	Montréal.
Club St. Jacques Incorporé	30 décembre 1931	Montréal.
La Compagnie de Construction Orléans Limitée	7 juillet 1939	Québec.
Consumers Coal Corporation	24 octobre 1939	Montréal
Continental Acceptance Corporation	29 octobre 1932	Montréal.
Le Controle Technique Limitée	15 octobre 1936	Montréal.
Corona 5c to $1.00 Stores Ltd	3 novembre 1933	Montréal.
Council for Overseas Children	25 octobre 1940	Montréal.
La Compagnie du Téléphone Saguenay Québec	27 avril 1908	Chicoutimi.

Le Procureur général de la province de Québec,
par L. DÉSILETS,
24045-o Assistant-procureur général,

The Attorney General of the Province of Quebec.
Per L. DÉSILETS,
24045-o Deputy Attorney General.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes, (11 George VI, chapitre 39), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, décréter l'annulation de la charte de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated et de la charte de toute compagnie composante mentionnée à l'annexe "A" de la Loi 8 George VI, chapitre 22, ainsi que de la charte de toute compagnie filiale dont toutes les actions appartiennent actuellement à la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, si le montant total de l'indemnité prévue par l'acquisition des actions de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated a été payé ou déposé par la Commission hydroélectrique de Québec dans le compte spécial prévu à l'article 5 de la Loi concernant la commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes, (11 George VI, chapitre 39);

ATTENDU QU'effectivement le montant de l'indemnité prévue pour l'acquisition des actions de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated a été payé et déposé par la Commission hydroélectrique de Québec, de la façon prescrite à l'article 5 de cette même loi, (11 George VI, chapitre 39;

ATTENDU QUE les commissaires de l'Hydro-Québec suggèrent que les compagnies dont les noms suivent n'ont plus leur raison d'être et qu'en conséquence il serait à propos de demander au Lieutenant-gouverneur en conseil de décréter, par proclamation, l'annulation des chartes des dites compagnies;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 23 décembre 1948, et sous l'autorité dudit article 14 de la Loi concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes, (11 George VI, chapitre 39), Nous décrétons, par Notre présente Proclamation Royale, l'annulation des chartes des dites compagnies, savoir:

The Montreal Light, Heat and Power Company,

La Compagnie d'Éclairage et de Force motrice de Montréal et du St-Laurent,

La Compagnie de Lumière électrique impériale,

The Standard Light & Power Company,

Temple Electric Company,

The Provincial Light, Heat and Power Company,

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions, beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General*

WHEREAS under the provisions of section 14 of the Act respecting the Quebec Hydro-Electric Commission, the Montreal Light, Heat & Power Consolidated and its component companies, (11 George VI, chapter 39), the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, order the cancellation of the charter of the Montreal Light, Heat and Power Consolidated and the charter of any component company mentioned in Schedule A of the Act 8 George VI, chapter 22, as well as of the charter of any subsidiary company all the shares whereof presently belong to the Montreal Light, Heat & Power Consolidated, if the total amount of the indemnity provided for the acquisition of the shares of the Montreal Light, Heat & Power Consolidated has been paid or deposited by the Quebec Hydro-Electric Commission in the special account contemplated in section 5 of the Act respecting the Quebec Hydro-Electric Commission, the Montreal Light, Heat & Power Consolidated and its component companies (11 George VI, chapter 39);

WHEREAS actually the amount of the indemnity provided for the acquisition of the shares of the Montreal Light, Heat and Power Consolidated has been paid and deposited by the Quebec Hydro-Electric Commission, in the manner set forth in section 5 of the said Act (11 George VI, chapter 39);

WHEREAS the Commissioners of the Quebec-Hydro suggest that the companies, the names of which follow, have no further reason to exist and that consequently it is deemed expedient to request the Lieutenant Governor in Council to order, by proclamation, the cancellation of the charters of the said companies;

THEREOF, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order dated the 23rd day of December, 1948, and under the authority of said section 14 of the Act respecting the Quebec Hydro-Electric Commission, the Montreal Light, Heat & Power Consolidated and its component companies, (11 George VI, chapter 39), We order, by Our present Royal Proclamation, the cancellation of the charters of the said companies, to wit:

The Montreal Light, Heat and Power Company,

La Compagnie d'Eclairage et de Force motrice de Montréal et du St-Laurent,

La Compagnie de Lumière électrique impériale,

The Standard Light & Power Company,

Temple Electric Company,

The Provincial Light, Heat and Power Company,

Quebec-New England Hydro-Electric Corporation,
St. Paul Electric Light and Power Company,
The Saraguay Electric Light and Power Company,
Dominion Light, Heat and Power Company,
Montreal Gas Light Company,
Soulanges Power Company,
Tram & Power Limited,
Equity Securities Corporation.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de janvier en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

24077-o JEAN BRUCHÉSI.

Quebec-New England Hydro-Electric Corporation,
St. Paul Electric Light and Power Company,
The Saraguay Electric Light and Power Company,
Dominion Light, Heat and Power Company,
Montreal Gas Light Company,
Soulanges Power Company,
Tram & Power Company,
Equity Securities Corporation.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt. C.M.G.,D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of January, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

24077 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

MODERN TRADING LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Modern Trading Limited", incorporée par lettres patentes en date du 10 décembre 1948, a commencé ses opérations le 29 décembre 1948, avec siège social dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1448 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 29 décembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,

24035 R. E. MACFIE.

Avis est donné que la compagnie "Lévesque et Frères, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 18 novembre 1948, a établi son siège social à 79, rue du Roi, à Québec.

Québec, 12 janvier 1949.

Le Président,

24043-o FREDDY LÉVESQUE.

Head Offices

MODERN TRADING LIMITED

Notice is hereby given that "Modern Trading Limited", incorporated by letters patent on the 10th day of December, 1948, commenced its operations on the 29th day of December, 1948, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 1448 Dorchester Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of December, 1948.

R. E. MACFIE,

24035-o Secretary-Treasurer.

Notice is given that "Lévesque et Frères, Inc.", a company incorporated by letters patent of the Province of Quebec, on November 18th, 1948, have established their head office at 79, King Street, city of Quebec.

Quebec, January 12th, 1949.

FREDDY LÉVESQUE,

24043-o President.

Soumissions

Province de Québec

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE CHÉNEVILLE
(Comté de Papineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

Tenders

Province of Quebec

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE OF CHÉNEVILLE
(County of Papineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be

sions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le 7 février 1949, pour l'achat de $60,000 d'obligations de la corporation municipale du village de Chéneville, comté de Papineau, datées du 1er décembre 1948 et remboursables en séries du 1er décembre 1949 au 1er décembre 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Les obligations deviendront échues d'après le tableau d'amortissement suivant:

Tableau d'amortissement—15 ans—$60,000	
Année	*Capital*
1er décembre 1949	$1,500.00
1er décembre 1950	1,500.00
1er décembre 1951	1,500.00
1er décembre 1952	1,500.00
1er décembre 1953	1,500.00
1er décembre 1954	2,000.00
1er décembre 1955	2,000.00
1er décembre 1956	2,000.00
1er décembre 1957	2,000.00
1er décembre 1958	2,000.00
1er décembre 1959	2,500.00
1er décembre 1960	2,500.00
1er décembre 1961	2,500.00
1er décembre 1962	2,500.00
1er décembre 1963	32,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, à St-André-Avellin ou à Chéneville.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil de la corporation municipale du village de Chéneville, qui sera tenue le 7 février 1949, à huit heures du soir, au lieu ordinaire des réunions, à l'Hôtel de Ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le Secrétaire-trésorier,
24036-o WILFRID DAVID.

received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Monday, the 7th of February 1949, for the purchase of $60,000 of bonds of the Municipal Corporation of Chéneville, county of Papineau, dated December 1st, 1948, and redeemable serially from the 1st December, 1949, to the 1st December, 1963, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of June and 1st December of each year. The bonds will mature according to the following table of redemption.

Table of Redemption—15 years—$60,000	
Year	*Capital*
1st December 1949	$1,500.00
1st December 1950	1,500.00
1st December 1951	1,500.00
1st December 1952	1,500.00
1st December 1953	1,500.00
1st December 1954	2,000.00
1st December 1955	2,000.00
1st December 1956	2,000.00
1st December 1957	2,000.00
1st December 1958	2,000.00
1st December 1959	2,500.00
1st December 1960	2,500.00
1st December 1961	2,500.00
1st December 1962	2,500.00
1st December 1963	32,500.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec, at St-André-Avellin or at Chéneville.

These bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council of the Municipal Corporation of the Village Chéneville, to be held on the 7th of February, 1949, at eight o'clock in the evening at the ordinary meeting place, at the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

WILFRID DAVID,
24036 Secretary-treasurer.

Province de Québec

CORPORATION DU VILLAGE DE ST-SAUVEUR DES-MONTS
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi le 7 février 1949, pour l'achat de $30,000 d'obligations de la corporation du village de St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1949 et remboursables en séries du 1er janvier 1950 au 1er janvier 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier sui-

Province of Quebec

CORPORATION OF THE VILLAGE OF ST-SAUVEUR-DES-MONTS
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 5 o'clock in the afternoon, Monday the 7th of February, 1949, for the purchase of $30,000 of bonds of the corporation of the Village of St-Sauveur-des-Monts, county of Terrebonne, dated the 1st of January, 1949, and redeemable serially from the 1st of January 1950 to the 1st of January 1969 inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary

vant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$30,000—20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1950	$ 500.00
1er janvier 1951	500.00
1er janvier 1952	500.00
1er janvier 1953	500.00
1er janvier 1954	500.00
1er janvier 1955	1,000.00
1er janvier 1956	1,000.00
1er janvier 1957	1,000.00
1er janvier 1958	1,000.00
1er janvier 1959	1,000.00
1er janvier 1960	2,000.00
1er janvier 1961	2,000.00
1er janvier 1962	2,000.00
1er janvier 1963	2,000.00
1er janvier 1964	2,000.00
1er janvier 1965	2,500.00
1er janvier 1966	2,500.00
1er janvier 1967	2,500.00
1er janvier 1968	2,500.00
1er janvier 1969	2,500.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, ou à St-Sauveur-des-Monts.

Les dites obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant du l'emprun et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue le 7 février 1949, à 7.30 heures du soir, à la salle municipale de St-Sauveur-des-Monts.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Sauveur-des-Monts, ce dix-septième jour de janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
24044-o ADOLPHE BÉLANGER.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE HULL
(Comté de Hull)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mercredi, le neuvième jour de février 1949, pour l'achat de $250,000.00 d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull, comté de Hull, datées du 1er novembre 1948 et remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1968 inclusivement. Les obligations porteront intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement le 1er mai et 1er novembre de chaque année suivant le tableau d'amortissement ci-après. Le taux d'intérêt peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement—$250,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1949	x$15,000.00

cording to macaturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—$30,000—20 years

Year	*Capital*
January 1, 1950	$ 500.00
January 1, 1951	500.00
January 1, 1952	500.00
January 1, 1953	500.00
January 1, 1954	500.00
January 1, 1955	1,000.00
January 1, 1956	1,000.00
January 1, 1957	1,000.00
January 1, 1958	1,000.00
January 1, 1959	1,000.00
January 1, 1960	2,000.00
January 1, 1961	2,000.00
January 1, 1962	2,000.00
January 1, 1963	2,000.00
January 1, 1964	2,000.00
January 1, 1965	2,500.00
January 1, 1966	2,500.00
January 1, 1967	2,500.00
January 1, 1968	2,500.00
January 1, 1969	2,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St-Sauveur-des-Monts.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941 however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the council to be held on the 7th of February, 1949, at 7.30 o'clock in the evening, in the Municipal Hall of St-Sauveur-des-Monts.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

St-Sauveur-des-Monts, this seventeenth day of January, 1949.

ADOLPHE BÉLANGER,
24044 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF HULL
(County of Hull)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon of the 9th day of February, 1949, for the purchase of $250,000.00 of bonds of The School Commissioners for the Municipality of the city of Hull, county of Hull, dated the 1st of November, 1948, and redeemable serially from the 1st of November 1949, to the 1st of November 1968 inclusively. The bonds will bear interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually the 1st of May and the 1st of November of each year according to the following table of redemption. The rate of interest may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption—$250,000.00—20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1949	x$15,000.00

1er novembre 1950.....	x 15,500.00
1er novembre 1951.....	x 16,000.00
1er novembre 1952.....	x 16,500.00
1er novembre 1953.....	x 17,500.00
1er novembre 1954.....	x 18,000.00
1er novembre 1955.....	x 18,500.00
1er novembre 1956.....	x 19,000.00
1er novembre 1957.....	x 20,000.00
1er novembre 1958.....	x 20,500.00
1er novembre 1959.....	6,500.00
1er novembre 1960.....	6,500.00
1er novembre 1961.....	6,500.00
1er novembre 1962.....	7,000.00
1er novembre 1963.....	7,000.00
1er novembre 1964.....	7,500.00
1er novembre 1965.....	7,500.00
1er novembre 1966.....	8,000.00
1er novembre 1967.....	8,500.00
1er novembre 1968.....	8,500.00

Les x indiquent les versements d'un octroi au montant total de $150,000.00 promis par le Secrétaire de la province et payable en dix versements annuels de $15,000.00 chacun.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, ou à Hull. Les dites obligations pourront en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull devant être tenue mercredi, le 9 février 1949, à 7.30 heures de l'après-midi, au bureau du Secrétaire-trésorier.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Hull se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, comté de Hull, ce dix-septième jour de janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAVERDURE.

24070-o

November 1st, 1950.....	x 15,500.00
November 1st, 1951.....	x 16,000.00
November 1st, 1952.....	x 16,500.00
November 1st, 1953.....	x 17,50000
November 1st, 1954.....	x 18,000.00
November 1st, 1955.....	x 18,500.00
November 1st, 1956.....	x 19,000.00
November 1st, 1957.....	x 20,000.00
November 1st, 1958.....	x 20,500.00
November 1st, 1959.....	6,500.00
November 1st, 1960.....	6,500.00
November 1st, 1961.....	6,500.00
November 1st, 1962.....	7,000.00
November 1st, 1963.....	7,000.00
November 1st, 1964.....	7,500.00
November 1st, 1965.....	7,500.00
November 1st, 1966.....	8,000.00
November 1st, 1967.....	8,500.00
November 1st, 1968.....	8,500.00

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of $150,000.00 promised by the Provincial Secretary and payable in ten annual instalments of $15,000.00 each.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Hull.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of The Commissioners for the Municipality of the City of Hull, to be held on the 9th day of February 1949, at 7.30 o'clock in the evening at the Secretary-treasurer's office.

The School Commissioners for the Municipality of the City of Hull do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hull, county of Hull, this seventeenth day of January 1949.

LUCIEN LAVERDURE,
Secretary-Treasurer.

24070-o

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. "En Faillite N° 203".

Dans l'affaire de: J. ARMAND BILODEAU, journalier autrefois d'Arvida et y faisant affaires sous la raison sociale de "Quebec Pulp Logging Reg'd", maintenant résidant dans le district de Montréal, Cédant autorisé.

Avis Public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

"Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue Barri, composé des lots numéros cent quatre-vingt-dix et cent quantre-vingt-onze de la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept (287-190 & 191) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant chacun desdits lot svingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure englaise et plus ou moins, avec la bâtisse en construction y érigée",

sera vendu suivant un jugement de la Cour

Sales — Bankruptcy Act

Canada, province de Quebec, district of Montreal, Superior Court "In Bankruptcy No. 203"

In the matter of: J. ARMAND BILODEAU, labourer, formerly of Arvida and doing business at that place under the firm name and style of "Quebec Pulp Logging Reg'd", presently residing in the District of Montreal, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

"An emplacement situated at Montreal, fronting on Berri Street, composed of lots numbers one hundred and ninety and one hundred and ninety-one of the subdivision of lot number tow hundred and eighty-seven (287-190 & 191) on the Plan and in the Book of Reference for the parish of St-Laurent, measuring each of said lots twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English Measure and more or less, with the building under construction thereon erected"

will be sold pursuant to a judgment of the Sup-

Supérieure pour le district de Montreal "En matière de Faillite" rendu le 16 décembre 1948, portant le No. 203 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant les formalités de l'article 45 de la Loi de Faillite, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du Shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice en la Cité de Montréal, JEUDI le DIX-SEPTIEME jour du mois de FÉVRIER mil neuf cent quarante-neuf à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.

du Bureau de:
Duclos, Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques,
Montréal. 23979-2-2-o

Cour Supérieure
(Siégeant en matière de faillite)

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10414

ROSARIO BÉRUBÉ de l'endroit appelé Pointe-au-Père, district de Rimouski, failli, & HENRI-A. MARTIN, syndic;

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectif, tel que mentionné plus bas.

"Un certain terrain sis et situé en la paroisse de la Pointe-au-Père étant partie des numéros soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, contenant environ quatre arpents en superficie, borné au nord à H. Létourneau, à l'est à la route à Melchior Poirier, au sud à Dame Ve Wilfrid Ruest et à l'ouest à Wilfrid Goulet, avec le moulin à farine et autres bâtisses dessus construits et accessoires."

Pour être vendu au bureau du syndic soussigné le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER 1949, à onze heures de l'avant-midi.

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Rimouski, Qué., ce 5 janvier 1949.

Syndic-Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152A de l'Evêché,
Rimouski, P.Q. 23959-2-2-o

Conditions of payment: 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

of the office of:
Duclos, Lamarre & Inns,
10 St. James St. East,
Montreal. 23979-2-2-o

Superior Court
(Sitting in Bankruptcy)

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 10414.

ROSARIO BÉRUBÉ of the place called Point-au-Père, district [Rimouski, insolvent; & HENRI A. MARTIN, trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinunder mentioned will be sold at the respective time and place hereinbelow mentioned:

"A certain lot of land being and situate in the parish of "La Pointe-au-Père", being part of numbers seventy-eight, seventy-nine, eighty-two and eighty-three of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, containing about four acres in area, bounded on the north by N. Létourneau, on the east by the road of Melchior Poirier, on the south by Dame Widow Wilfrid Goulet and on the West by Wilfrid Goulet, with the flourmill and other buildings thereon erected and accessories."

To be sold at the office of the undersigned trustee, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

This sale shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Rimouski, Que., January 5, 1949.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152A de l'Evêché,
Rimouski, P.Q. 23959-2-2

Ventes par licitations

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 265 889.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le onzième jour de janvier 1949, rendu par l'honorable juge Caron, dans une cause où Paul-Henri Renaud, fonctionnaire, Léon-Jacques Renaud, opérateur, des cité et district de Montréal sont demandeurs; et où Henri Skelly, sénior, Wilfrid Skelly, sénior, rentiers, Dame Antoinette Skelly, veuve de Raoul Barré, Huet Massue, enquêteur, des cité et district de Montréal, Jacques Lesage, agent, de Saint-Sauveur-des-Monts, dis-

Sales by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 265 889.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, seating at Montreal, in the district of Montreal, the 11th day of January 1949, rendered by the Honourable Justice Caron, in a case wherein Paul-Henri Renaud, civic employee and Léon-Jacques Renaud, operator, of the City and District of Montreal, are plaintiffs; and Henri Skelly, senior, Wilfrid Skelly, senior, foundholders, Dame Antoinette Skelly, widow of Raoul Barré, Huet Massue, civil engineer, Aimé Massue, investigator of the City and District of Montreal, Jac-

trict de Terrebonne, Léonard C. Archambault, avocat, d'Ottawa, province d'Ontario et la Compagnie de Charbon "Elie Limitée", corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires, dans les cité et district de Montréal sont défendeurs; et où l'Honorable Dr. Gaspart Fauteux, M.P., en sa qualité de curateur à la substitution James Skelly, des cité et district de Montréal, et Télesphore Brassard, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement, de la cité de Montréal, et F.-G. Coffin, en sa qualité de Protonotaire, du district de Montréal, sont mis-en-cause, il est ordonné de vendre par licitation, certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1° Un certain emplacement situé sur l'Avenue Papineau dans le quartier St-Denis, en la Cité de Montréal comprenant le numéro de subdivision six cent trente-six du lot numéro trois cent trente-neuf (339-636) des plan et livre de renvoi officiels du village Incorporé de la Côte St. Louis, contenant vingt pieds de largeur par cent dix-huit pieds de profondeur; et la partie Nord-Ouest du lot numéro six cent trente-sept dudit lot numéro trois cent trente-neuf (339-N.O. Ptie 637) des dits plan et livre de renvoi officiels; laquelle partie contenant dix pieds de largeur par cent dix-huit pieds de profondeur, est bornée en front par l'Avenue Papineau, en arrière par une ruelle, du côté Nord-Ouest par le dit lot 339-636 et du côté Sud-Est par la partie restante du dit lot N° 339-637. Le tout mesure anglaise et plus ou moins. Avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit de la ruelle située en arrière et portant le N° 634, du dit lot officiel, et avec les bâtisses construites sur l'emplacement présentement vendu, et portant autrefois les nos. civiques 996, 998, 1000, 1002 de la dite Avenue Papineau, mais portant maintenant les numéros civiques 4744 à 4752 inclusivement de la dite rue Papineau, à Montréal. Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

2° Un lot de terre ou emplacement ayant front à la rue Gilford, en la Cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro six cent quatre de la subdivision du lot numéro officiel du Village trois cent vingt cinq (325 604) sur les plans et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St. Louis, contenant le dit lot vingt pieds de largeur par quatre vingt cinq pieds de profondeur. Avec l'usage en commun d'une ruelle portant le numéro quatre cent cinquante-cinq de la dite subdivision du dit lot officiel trois cent vingt-cinq sur les dits plan et livre de renvoi officiels, avec une maison portant autrefois les N° civiques 681-683 de la dite rue Gilford et autres dépendances dessus érigées, mais portant maintenant les numéros civiques 943-945 de la dite rue Gilford à Montréal. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

3° Un emplacement situé rue Resther, connu sous le numéro trois cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-342) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant vingt pieds de largeur par soixante-sept pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec bâtisses sus-érigées, portant autrefois les numéros civiques 209 et 211 de la dite rue Resther, maintenant portant les numéros civiques 5019 et 5021 de ladite rue Resther, avec droit dans les ruelles avoisinant ce terrain

ques Lesage, agent, of St. Sauveur-des-Monts, district of Terrebonne, Léonard C. Archambault, advocate, of Ottawa, Province of Ontario, and la compagnie de charbon "Elie Limitée" corporation legally constituted having its main place of business in the City and District of Montreal, defendants; and the Honourable Dr. Gaspard Fauteux, M.P., in his quality of curator to the substitution James Skelly, Télesphore Brassard, in his quality of the registrator division of the City of Montreal, F.-G. Coffin, in his quality of Protonotary of the District of Montreal, mis-en-cause, it is order to sell by licitation, certain immovable designated as follows:

1. An emplacement situated on Papineau Avenue, in St. Denis Ward in the City of Montreal, comprising the No. of subdivision six hundred and thirty-six of the lot No. three hundred and thirty-nine (339-636) of the plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte St. Louis measuring twenty feet in width by one hundred and eighteen in depth; and the north western part of the lot six hundred and thirty-seven of said lot three hundred and thirty-nine (339-N.W. Part 637) of said official plan and book of reference; which part containing ten feet in width by one hundred and eighteen feet in depth is bounded in front by Papineau Avenue, at the rear by the lane, on the North West side by said lot 339-636 and on the South-East side by the remaining part of said lot 339-637. The whole English measures and more or less. With a right of way in common with all others with the same right of the lane situated at the rear and bearing No. 634 of said official lot, with all the buildings erected there on, and bearing formerly the civic nos. 996-998, 1000 and 1002 of said Papineau Avenue, but bearing now the civic nos. 4744 to 4752 inclusive, of said Papineau Avenue, in Montreal, as the whole stands presently with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to said immovable.

2. A lot of land or emplacement fronting on Gilford Street in the City of Montreal, known and designated as being No. six hundred and four of the subdivision of lot being the official No. three hundred and twenty-five (325-604) on the official plan and book of references of the Incorporated Village of the Côte St. Louis, containing twenty feet in width by eighty five feet in depth with the use of common of a lane bearing No. four hundred and fifty-five of said, subdivision of said official lot three hundred and twenty-five on said official plan and book of references, with a house formerly bearing the civic nos 681-683 of the said Gilford Street and other dependances erected thereon, but bearing now the civic nos. 943-945 of the said Gilford Street in Montreal, as the whole stands presently with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to said immovable.

3. An emplacement situated on Resther Street, known as being No. three hundred and forty-two of the official subdivision of lot three hundred and twenty-five (325-342) on the official plan and book of references of the Village of Côte St. Louis measuring twenty feet in width by seventy-seven feet in depth, more or less, English measures with buildings erected thereon, bearing formerly the civic nos 209 and 211 of said Resther Street, bearing now the civic nos. 5019 and 5021 of said Resther Street with rights in the lanes near that land in com-

en commun avec d'autres, avec mitoyenneté du mur Sud-Ouest érigée sur le lot trois cent quarante et un et du mur Nord-Est érigé sur le lot trois cent quarante-trois de la dite subdivision. Ainsi que le tout se trouve, sans en rien excepter ni réserver.

Les dits emplacements ou immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés séparément au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER 1949 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par ladite Cour, à la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre chambre de la dite Cour Supérieure désignée par le juge pour la dite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer, les dites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de: *a*) deux mille dollars devra être fait par l'enchérisseur lors de son enchère pour l'emplacement situé sur la rue Papineau;

b) trois cents dollars pour l'emplacement situé sur la rue Gilford;

c) trois cents dollars pour l'emplacement situé sur la rue Resther.

Montréal, le 14 janvier 1949.

Les Procureurs des demandeurs,
DESLAURIERS, TRÉPANIER
& AUCLAIR.

24040-3-2-o

mon with others, with division of the South-Western wall erected on lot Three hundred and forty-one and of the North-Eastern wall erected on lot three hundred and forty-three of the said subdivision as the whole presently stands without excepting nor reserving anything.

The said emplacements or immovable above designated will be sold by auction and adjuged, separatly to the highest and last bidder, THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY 1949 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31, in the Court House, at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annull, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed for the sale adjudication; and that any opposition for payment must be filed withinthe six days following the adjudication; and, failing the filing by the parties of the said opposition within the delays hereby prescribed, they will be forclosed from so doing.

A deposit of: *a*) two thousand dollars must be made by the bidder at the time of his bid for the emplacement on Papineau Avenue;

b) three hundred dollars for the emplacement on Gilford Street;

c) three hundred dollars for the emplacement on Resther Street.

Montreal, January 14th 1949.

DESLAURIERS, TRÉPANIER
& AUCLAIR,
Attorneys for Plaintiffs.

24040-3-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, district de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: N° 1578-33 — LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Montréal, et une succursale à Victoriaville, comté d'Arthabaska, demanderesse, vs LAUSOPHE NAULT, autrefois de Trois-Rivières, et actuellement de Daveluyville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain situé au Village de Daveluyville, connu au dacastre officiel du canton de Bulstrode, pour le village de Daveluyville, sous le numéro cent trente et un de la subdivision du numéro quarante et un (N° 41-131) mesurant 120 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur, et borné comme suit; à l'est à la rue Intercolonial 41 G, à l'ouest à la partie non subdivisée du N° 41, au sud au N° 41-132 ou est érigée la manufacture Daveluyville Furniture Limited, et au nord au N° 41-130.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Daveluyville, comté d'Arthabaska, le PRÉ-

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Trois-Rivières

Trois-Rivières, to wit: No. 1578-33 — LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, and a branch in Victoriaville, county of Arthabaska, plaintiff, vs LAUSOPHE NAULT, heretofore of Trois-Rivières, and actually of Daveluyville, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land situate in the village of Daveluyville, known on the official cadastre for the township of Bulstrode, for the village of Daveluyville, as number one hundred and thirty-one of subdivision number forty-one (No. 41-131) measuring 120 feet in width by 150 feet in depth, and bounded as follows: on the east by Intercolonial street 41 G, on the west by the unsubdivided part of No. 41, on the south by No. 41-132 where the factory of the Daveluyville Furniture Limited is erected, and on the north by No. 41-130.

To be sold at the church door of the village of Daveluyville, county of Arthabaska, on the

MIER FÉVRIER 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 24 décembre 1948. 23873-53-2-o
[Première insertion, 31 décembre 1948]

FIRST day of FEBRUARY, 1949, at TWO o'clock of the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, December 24, 1948. 23873-53-2
[First insertion, December 31, 1948]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Dans la Cour Supérieure—District de Beauce.

St-Joseph de Beauce, N° 19,986 — LA CAISSE POPULAIRE de Crambourne (Dorchester), société régie par la Loi des Syndicats, contre HENRI GILBERT, fils d'Arthur, de St-Odilon, à savoir: le lot N° 307 du cadastre pour la paroisse de St-Edouard de Frampton, ainsi que les bâtisses, les circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Edouard de Frampton, le VINGT-HUITIEME jour de FÉVRIER prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 18 janvier 1949.
[Première insertion: 22 janvier 1949]
Seconde insertion: 5 février 1949]
24060-3-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior's Court — Beauce District

St-Joseph de Beauce, No. 19,986. — LA CAISSE POPULAIRE de Crambourne (Dorchester), Association governed by the Syndicates' Act, against HENRI GILBERT, Arthur's son, St-Odilon, to wit: the lot No. 307 of the official cadastre for the parish of St-Edouard de Frampton, with buildings thereon erected circumstances and dependencies, the whole as it actually subsists with active and passive servitudes, without any exception or reserve.

To be sold in front of the parochial church, in the parish of St-Edouard de Frampton, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, January 18th, 1949.
[First insertion: January 22nd, 1949]
[Second insertion: February 5th, 1949]
24060-3-2-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: N° 6016 — WILFRID RAYMOND, bourgeois, de la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, demandeur vs DAME EUGÉNIE BERTHIAUME, de la paroisse de Saint-Luc, dans le district d'Iberville, veuve de Honoré Courville, en son vivant de ladite paroisse, et GEORGES COURVILLE, aussi de la même paroisse, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs:

Une terre située en la paroisse de Saint-Luc, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cinquante-trois (53), contenant environ cent cinquante arpents en superficie, avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, le DEUXIEME jour de FÉVRIER, 1949, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET,
Saint-Jean, le 27 décembre, 1948. 23874-53-2-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Iberville

Saint-Jean, to wit: No. 6016 — WILFRID RAYMOND, burgher, of the city of Saint-Jean, in the district of Iberville, plaintiff, vs DAME EUGÉNIE BERTHIAUME of the parish of Saint-Luc, in the district of Iberville, widow of Honoré Courville, in his lifetime of the said parish, and GEORGES COURVILLE, also of the same parish, defendants.

As belonging to said defendants:

A farm situate in the parish of Saint-Luc, known and designated on the plan and book of official reference of the said parish, under number fifty-three (53) of an area of about one hundred and fifty-five arpents, with an house and other buildings hereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Luc on the SECOND day of FEBRUARY, 1949, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, December 27, 1948. 23874-53-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 247703. — METROPOLITAN LOAN CORPORATION, demanderesse, vs GORDON HERBERT WILSON (sr.), défendeur.

"Un morceau de terre situé dans la paroisse de Boucherville, comté de Chambly, province de Québec, connu et désigné comme étant la partie sud-ouest du numéro quarante-cinq (ptie S.-O. 45) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Boucherville, ledit morceau mesurant approximativement soixante-six arpents et quarante-cinq perches en superficie, et borné comme

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 247703. — METROPOLITAN LOAN CORPORATION, plaintiff; vs GORDON HERBERT WILSON (sr.), defendant.

"A piece of land situate in the parish of Boucherville, county of Chambly, Province of Quebec, known and designated as being the southwest part of number forty-five (pt. S.W. 45) on the Official Plan and Book of Reference of the said parish of Boucherville, measuring the said piece approximately sixty-six arpents and forty-five perches in superfices, and bounded as follows: on one side, to the northwest, by the

suit: d'un côté, au nord-ouest, par le fleuve Saint-Laurent, avec l'exception des droits de la Commission du Port de Montréal, de l'autre côté par la ligne séparative du deuxième rang de ladite paroisse, d'un côté, au sud-ouest, par le lot numéro quarante-six desdits plan et livre de renvoi, et de l'autre côté, au nord-est, par la partie nord-est dudit numéro quarante-cinq desdits plan et livre de renvoi appartenant à Gaston Brunet ou ses représentants.

Avec les bâtisses dessus érigées, avec tous les droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte, sauf ce qui suit:

A. Un morceau de terre appartenant à la compagnie de chemin de fer autrefois connue sous le nom de Montreal & Sorel Railway Company, lequel morceau de terrain coupe d'un côté à l'autre le morceau de terre ci-dessus décrit.

B. Un morceau de terre situé sur la rive du fleuve Saint-Laurent appartenant à la Commission du Port ou Hâvre de Montréal en vertu du procès-verbal préparé par J.-P.-B. Casgrain, ingénieur civil, sur requête des représentants ou officiers de ladite Commission et accepté le premier jour d'août mil neuf cent trente par Dame Marie-Louise Doucet, veuve de Jacques O. Boucher.

C. Un morceau de terre vendu à Sa Majesté le Roi, dans les droits de la province de Québec, par Alfred J. Doucet pour l'élargissement du chemin public, tel qu'il apparait à l'acte exécuté devant Lionel Leroux, notaire, le deuxième jour d'octobre mil neuf cent trente-neuf et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 81081.

D. Un autre morceau de terre vendu à Sa Majesté le Roi, dans les droits de la province de Québec, par Alfred J. Doucet pour l'élargissement du chemin public, tel qu'il apparait à l'acte exécuté devant Émile Gravel, notaire, le vingt-deuxième jour de juillet mil neuf cent quarante et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Chambly sous le numéro 82284; sauf ce qui suit: cette portion dudit lot ayant front sur le chemin public et au sud-est d'icelui, partant à la ligne séparative entre ledit lot quarante-cinq et le lot quarante-six auxdits plan et livre de renvoi officiels, de là, allant dans une direction sud-est suivant ladite ligne séparative sur une distance de deux cent cinquante pieds (250′), de là, à angle droit dans une direction nord-est sur une distance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds (385′), de là, encore à angle droit dans une direction nord-ouest sur une distance de trois cent quarante et un pieds (341′), et revenant au chemin public, toute mesure anglaise et plus ou moins."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, le QUATRIEME jour de FÉVRIER 1949, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L. P. CAISSE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 28 décembre 1948. 23875-53-2
[Première insertion, 31 décembre 1948]

St. Lawrence River, with the exception of the rights of the Commission of the Port of Montreal, on the other side, by the division line of the Second Range of the said Parish, on one side to the southwest, by lot number forty-six of the said Plan and Book of Reference, and on the other side, to the northeast by the northeast part of said lot number forty-five of said Plan and Book of Reference, belonging to Gaston Brunet or representatives.

With the buildings thereon erected, with all the rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind, with the exception of the following:

A. A piece of land belonging to the railway company formerly called Montreal & Sorel Railway Company which piece of land cuts across the above immovable from one side to the other.

B. A piece of land situate on the bank of the St. Lawrence River, belonging to the Commission du Port ou du Hâvre de Montréal, in virtue of process-verbal prepared by J. P. B. Casgrain, Civil Engineer, by request of the representatives or officers of the said Commission and accepted on the first day of August, nineteen hundred and thirty by Dame Marie Louise Doucet widow of Jacques O. Boucher.

C. A piece of land sold to His Majesty the King in the rights of the Province of Quebec, by Alfred J. Doucet for the widening of the Public Road, as appears by Deed executed before Lionel Leroux, Notary, on the second day of October, nineteen hundred and thirty-nine, registered at the Registry Office for the County of Chambly under number 81081.

D. Another piece of land sold to His Majesty the King, in the rights of the Province of Quebec, by Alfred J. Doucet, for the widening of the Public Road, as appears by Deed executed before Emile Gravel, Notary on the twenty-second day of July, nineteen hundred and forty, registered at the Registry Office for the County of Chambly under number 82284; with the exception of the following: that portion of the said lot fronting on the Public Highway and south-east thereof, starting at the division line between the said lot forty-five and lot forty-six on the said Official Plan and Book of Reference, then proceeding in a south-easterly direction following the said division line for a distance of two hundred and fifty feet (250′), thence at right angles in a north-easterly direction for a distance of three hundred and eighty-five feet (385′), thence at right angles again in a north-westerly direction for a distance of three hundred and forty-one feet (341′), back to the Public Highway, all English measure and more or less."

To be sold, at the parochial church door of the Parish of Sainte-Famille-de-Boucherville, on the FOURTH day of FEBRUARY 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 28th, 1948. 23875-53-2-o
[First insertion, December 31, 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 53-884. J. ERNEST JOLICOEUR, agent d'assurance, de la Cité de Québec, contre Dame EVELYNE THIFFAULT, épouse séparée de biens de L. A. Moreau, et ledit L. A. Moreau, pour autoriser et assister sadite épouse, à savoir:

"La subdivision N° 77 (soixante-dix-sept) du lot N° 23 (vingt-trois) du cadastre officiel pour

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 53-884. J. ERNEST JOLICOEUR, insurance agent of the City of Quebec; against Dame EVELYNE THIFFAULT, wife separate as to property of L. A. Moreau, and said L. A. Moreau, to assist and authorize his said wife, to wit:

"Subdivision No. 77 (seventy-seven) of lot No. 23 (twenty-three) of the official cadastre

la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, contenant 28.8 pieds de largeur sur 55 pieds de profondeur, mesure anglaise, et la subdivision N° 76 (soixante-seize) du lot N° 23 (vingt-trois) du même cadastre, contenant 6.3 pieds de largeur, sur 55 pieds de profondeur, mesure anglaise, étant un emplacement situé sur la rue Dolbeau, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 4 janvier 1949. 23924-1-4-o
[Première insertion: 8 janvier 1949]
[Seconde insertion: 22 janvier 1949]

for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward, of the city of Quebec, measuring 28.8 feet in width by 55 feet in depth, English measure, and subdivision No. 76 (seventy-six) of lot No. 23 (twenty-three) of same cadastre, measuring 6.3 feet in width by 55 feet in depth, English measure, being an emplacement situate on Dolbeau Street, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at my office in the City of Quebec, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 4, 1949. 23924-1-2
[First insertion: January 8, 1949]
[Second insertion: January 22, 1949]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 55669 } DAME VEUVE CÉCILE CLOUTIER, épouse de feu Joseph Huot, cultivateur de Château-Richer, comté de Montmorency; contre AZARIAS FORTIN, de Château-Richer, à savoir:

La maison située sur les lots Nos 107-1 et 108-1 (cent sept-un et cent huit-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency, le VINGT-CINQUIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 19 janvier 1949. 24061-3-2-o
[Première insertion: 22 janvier 1949]
[Seconde insertion: 5 février 1949]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 55669. } DAME WIDOW CÉCILE CLOUTIER, wife of the late Joseph Huot, farmer of Château-Richer, county of Montmorency; against AZARIAS FORTIN, of Château-Richer, to wit:

The house situate on lots Nos 107-1 and 108-1 (one hundred and seven-one and one hundred and eight-one) of the official cadastre for the parish of Château-Richer, county of Montmorency—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Château-Richer, county of Montmorency, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 19, 1949. 24061-3-2
[First insertion: January 22, 1949]
[Second insertion: February 5, 1949]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 55-151. } J. S. LECLERC, rentier, de la cité de Québec, contre LEOPOLD GARNEAU, Courville, comté de Québec, à savoir:

Partie du lot N° 225 (deux cent vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé maintenant en la ville de Courville, contenant 36 pieds de front sur 40 pieds de profondeur, borné en front à une ligne passant sur le côté nord du puits "qui se trouve sur le dit lot à une distance d'environ 72 pieds au nord du chemin public, en profondeur, au nord"; au sud, à la succession Albert Garneau; au nord-est, au lot 224 et au sud-ouest, à François Grenier ou représentants, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec droit de passage dans le chemin à l'est du dit immeuble pour communiquer au chemin public et vice versa, et sujet au droit de passage mentionné dans l'acte de donation enregistré sous le N° 106,167.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Courville, comté de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 19 janvier 1949. 24062-3-2-o
[Première insertion: 22 janvier 1949]
[Seconde insertion: 5 février 1949]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 55-151. } J. S. LECLERC, annuitant, of the city of Quebec; against LEOPOLD GARNEAU, Courville, county of Quebec, to wit:

Part of lot No. 225 (two hundred and twenty five) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being an emplacement now situate in the town of Courville, measuring 36 feet in front by 40 feet in depth, bounded in front by a line passing on the north side of the well "which is situate on the said lot at a distance of about 72 feet north of the public road, in depth to the north"; on the south, by the estate Albert Garneau; on the northeast, by lot 224 and on the southwest, by François Grenier or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With right of way in the road east of the said immoveable to communicate to and from the public road, and subject to the right of way mentioned in the deed of donation registered under No. 106,167.

To be sold at the parochial church door of Courville, county of Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of February next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 19, 1949. 24062-3-2
[First insertion: January 22, 1949]
[Second insertion: February 5, 1949]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

N° 10926. } DAME EXAVERINE LATRAVERSE, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Wilfrid Fontaine, cultivateur de Pierreville, district de Richelieu, demanderesse; vs ledit WILFRID FONTAINE, cultivateur, de Pierreville, dit district, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une portion de terre décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville sous le numéro 148, avec bâtisses;

2. Une portion de terre décrite aux mêmes plan et livre de renvoi officiels sous les numéros 91 et 92, avec bâtisses;

3. Une portion de terre décrite aux mêmes plan et livre de renvoi officiels sous les numéros 30 et 31.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas de Pierreville, MARDI, le PREMIER jour du mois de MARS, 1949, à DEUX heures p.m.

Le Shérif,
R. PAQUIN.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 18 janvier 1949. 24073-3-2-o

[Première insertion: le 22 janvier 1949]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

No. 10926. } DAME EXAVERINE LATRAVERSE, wife legally separate as to bed and board of Wilfrid Fontaine, farmer, of Pierreville, district of Richelieu, plaintiff; vs the said WILFRID FONTAINE, farmer, of Pierreville, said district, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A parcel of land described on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Thomas de Pierreville as number 148, with buildings;

2. A parcel of land described on the same official plan and book of reference under numbers 91 and 92, with buildings;

3. A parcel of land described on the same official plan and book of reference under numbers 30 and 31.

To be sold at the parochial church door of Saint-Thomas de Pierreville, on TUESDAY, the FIRST day of the month of MARCH, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, January 18, 1949. 24073-3-2

[First insertion: January 22, 1949]

Vente pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE CHAMPLAIN

Avis public est donné à tous les contribuables intéressés dans la municipalité du comté de Champlain, par le soussigné, secrétaire-trésorier, domicilié en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, en cette dite paroisse, au lieu où le conseil de comté susdit tient ses sessions, JEUDI, le DIXIEME jour de MARS prochain (1949), à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes et cotisations dues, à moins que telles taxes et cotisations dues ne soient payées avec les frais, avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHAMPLAIN

Public notice is hereby given to all tax-payers and interested parties in the Municipality of the County of Champlain, by the undersigned Secretary-Treasurer, domiciled in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, that the lands hereinunder mentioned will be sold at public auction in the said parish, at the place where the aforesaid County Council holds its sittings, on THURSDAY, the TENTH of MARCH next (1949), at TEN o'clock in the forenoon for taxes and charges due, unless said taxes and arges be paid, with costs, before said sale.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Tite — In the municipality of the parish of Saint-Tite

Propriétaire — Owner	Désignation — Description	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Edouard Corbeil.		$ 3.57	$ 2.74	$ 6.31
Un emplacement partie du numéro trente-trois (P. 33) du cadastre de Saint-Tite, contenant un arpent de largeur sur vingt-quatre arpents de profondeur, borné en front à Adélard Paquin, en profondeur à la ligne seigneuriale; d'un côté à Émile Frigon, et de l'autre côté à Émile Carpentier.	An emplacement part of number thirty three (P. 33) of the cadastre for Saint-Tite, measuring one arpent in width by twenty-four arpents in depth, bounded in front by Adélard Paquin, in depth by the seignorial line, on one side by Emile Frigon, and on the other side by Emile Carpentier.			
Mme-Mrs. Alcide Marchand		2.67	1.53	4.20
Un emplacement en la paroisse de Saint-Tite, faisant partie du numéro trois cent cinq (P. 305) du cadastre de Saint-Tite, contenant environ deux perches et quatre pieds de front sur huit perches et demi de profondeur, borné en front au chemin public, en profondeur et d'un côté à Nolasque Hardy, et de l'autre côté à André Crête, sans bâtisse.	An emplacement in the parish of Saint-Tite, forming part of number three hundred and five (305) on the cadastre for Saint-Tite, measuring about two perches and four feet in front by eight perches and one half in depth, bounded in front by the public road, in depth and on one side by Nolasque Hardy, and on the other side by André Crête, without buildings.			

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-F.-X. de Batiscan
In the municipality of the parish of Saint-F.-X. de Batiscan

Propriétaire — Owner	Désignation — Description	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Charles Fugère		8.39	13.84	22.23
Terrain avec bâtisses borné à l'ouest par P. 171 British American Oil Co. et de tous les autres côtés par P. 70, Sam. Art. Désy; ce terrain fait partie du lot N° 170 du cadastre de St-F.-X. de Batiscan.	Lot of land with buildings bounded on the west by P. 171, British American Oil Co. and on all the other sides by P. 70, Sam. Art. Désy; said lot of land forms part of lot No. 170 of the cadastre for St-F.-X. de Batiscan.			

Dans la municipalité scolaire de Grand'Mère — In the School municipality of Grand'Mère

Wilfrid Courtois	P. 78.	.....	31.64	31.64
Raymond Gérin	60-82.	.....	2.57	2.57

Dans la municipalité du village d'Almaville — In the municipality of the village of Almaville

Bruneau, René	917-330, 917-331, avec bât.-with bldg.	363.00	388.80	751.80

Dans la municipalité de N.-D. du Mont-Carmel — In the municipality of N.-D. du Mont-Carmel

J.-A. Gagnon	584, cad. Mont-Carmel	7.40	.....	7.40
J.-A. Gagnon	585, cad. Mont-Carmel	7.40	.....	7.40

Dans la municipalité du village de Parent — In the municipality of the village of Parent

Josez Grzyb	51, Bloc B	1.85	2.06	3.91
Josez Grzyb	52, Bloc B	1.85	2.07	3.92

Bureau de la Corporation du comté de Champlain, Sainte-Geneviève de Batiscan, ce septième jour du mois de janvier de l'année mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
A.-J.-O. BERGERON.

24083-3-2-o

Office of the Corporation of the County of Champlain, Sainte-Geneviève de Batiscan, this seventh day of the month of January, in the year one thousand nine hundred and forty-nine.

A. J. O. BERGERON,
Secretary-Treasurer.

24083-3-2

Province de Québec

CORPORATION DU COMTÉ DE SAINT-JEAN

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Léonel Desmarais, secrétaire-trésorier du Conseil du comté de Saint-Jean, que JEUDI, le DIX MARS mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle du Conseil de comté, au N° 191 de la rue Jacques-Cartier, en la cité de Saint-Jean, l'immeuble ci-après décrit sera vendu à l'enchère publique, pour taxes dues, à moins que le montant de telles taxes et frais n'aient été préalablement payés avant la vente.

Province of Quebec

CORPORATION OF THE COUNTY OF SAINT-JEAN

Public notice is hereby given by the undersigned, Léonel Desmarais, secretary-treasurer of the Municipal Council of the county of Saint-Jean, that on THURSDAY the TENTH day of MARCH, nineteen hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, in the county council hall, No. 191 Jacques-Cartier street, in the city of Saint-Jean, the hereinafter described immoveable will be sold at public auction for taxes due, unless the amount of such taxes and costs incurred be previously paid before the sale.

Municipalité, Saint-Bernard de Lacolle — Municipality, Saint-Bernard de Lacolle

Nom du propriétaire — Name of the owner	N° du cadastre — No. of cadastre	Taxes municipales — Municipal taxes
John Glass	707 & 730	$ 59.55

Donné à Saint-Jean, le 17 janvier 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
L. DESMARAIS.

24079-3-2-o

Given at Saint-Jean, January the 17th 1949.

L. DESMARAIS,
Secretary-Treasurer.

24079-3-2-o

Province de Québec

CORPORATION DU COMTÉ D'HUNTINGDON

Avis public vous est donné par le soussigné James E. Barrett, secrétaire-trésorier, de la Corporation du comté d'Huntingdon, que les lots ci-dessus mentionnés seront vendus par enchère publique, dans la salle de comté, dans l'édifice du comté, dans la ville d'Huntingdon, dans le comté d'Huntingdon, étant l'endroit où les assemblées du conseil de comté ont lieu, JEUDI le DIX (10) MARS, mil neuf cent quarante-neuf (1949), à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales, scolaires et autres dues aux différentes municipalités ci-dessus mentionnées sur les lots ci-bas décrits, à moins que les mêmes ne soient payées avec frais avant le jour de la vente.

Province of Quebec

CORPORATION COUNTY OF HUNTINGDON

Public notice is hereby given you by the undersigned James E. Barrett, secretary-treasurer, of the Corporation of the County of Huntingdon that the lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the County Building, in the Council Room, in the Town of Huntingdon, in the said County of Huntingdon, being the place where sittings of the County Council are held, on THURSDAY, the TENTH (10th) day of the month of MARCH, nineteen hundred and forty-nine, at TEN in the forenoon (10 a.m.) for municipal, school and other taxes due to the different municipalities hereinafter mentioned upon the several lots below described unless the same are paid to me with all costs before the day of the sale.

Paroisse de Saint-Anicet — Parish of Saint-Anicet

Noms — Names	N° du cadastre — No. of cadastre	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Autres taxes — Others taxes	Total
Achille Hart, jr	P. 499	1	$ 5.04	$ 2.45		$ 7.49
Adrien Tremblay	592	1	0.71			0.71
John O'Neil	827	4		41.09	2.05	43.14
Canton d'Hinchinbrook — Township of Hinchinbrook						
Fernand St-Jacques	11a	7	389.75	31.22		420.97
Alex Anderson	43F	2	1.31	1.35		2.66
Canton d'Elgin — Township of Elgin						
Succ.-Est. Mme-Mrs. J. McClatchie.	21-21d-22		6.03	2.68		8.71
Succ.-Est. Henry Donnelly	p. 4b		6.25	4.77		11.02
Mme-Mrs. Ballantyne	13b		35.45	17.66		53.11
Wilfrid Taillefer	p. 15a-15b		52.52	31.25		83.77
Zephir Major	10		184.70	89.93		274.63
Elizabeth Stowell	30		0.39	1.92		2.81
Euclide Daoust	6b		49.35	67.94		117.29
Geo. Granger	14b		18.20	28.27		46.47
Margaret Smaill	p. 4a		24.45	16.86		41.31
William Paul	26		39.00	59.88		98.88
Fred Charbonneau	6a		29.90	44.64		74.54
Walter Bell	20-21-22		90.90	94.24		185.14
Wm Cooper	29		73.45	139.96		213.41
Canton de Dundee — Township of Dundee						
Succ.-Est. Mary Beaudoin	P. N.O.-W. 352	Village Dundee	6.05	3.14		9.19
Geo. A. Stiles	8-9-10-11a	Broken Front. " "	25.50	22.14		47.64
Canton de Godmanchester — Township of Godmanchester						
Geo. Finnegan	249	5	5.60	13.03		18.03
Achille Gélineault	99	4	23.20	25.60		48.80
Onésime Sauvé	79	4		7.55		7.55
Mme-Mrs. Mary St-Onge	140-192b	4-5	36.80	84.05	15.21	136.06
Narcisse Legault	204	5	80.00	49.00	48.51	177.51
Geo. Picard	1	3	39.00	24.00		63.50

Donné à Huntingdon, ce septième jour de janvier, mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier, C.M.C.H.,

24081-3-2-o JAMES E. BARRETT.

Given at Huntingdon, this 7th day of January, nineteen hundred and forty-nine.

JAMES E. BARRETT,

24081-3-2-o Secretary-Treasurer, M.C.C.H.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LOTBINIÈRE

Avis public est par le présent donné, par moi soussigné, Joseph Bédard, secrétaire-trésorier du Conseil municipal du comté de Lotbinière, résidant en la paroisse de Sainte-Croix; que JEUDI, le DIXIEME jour du mois de MARS prochain (1949), à DIX heures de l'avant-midi, au lieu ordinaire des sessions dudit conseil, à Sainte-Croix, les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère au rabais, à quiconque offrira de payer le montant des deniers à prélever, compris les frais faits pour la moindre partie desdits terrains qui seront mis à l'enchère, à défaut de paiement avant la vente, des taxes municipales et cotisations scolaires ci-après mentionnées et des frais encourus pour parvenir à ladite vente.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LOTBINIÈRE

Public notice is by the present given, by me the undersigned, Joseph Bédard, secretary-treasurer of the Municipal Council of the county of Lotbinière, residing in the parish of Sainte-Croix, that THURSDAY, the TENTH day of the month of MARCH next (1949), at TEN o'clock in the forenoon, at the ordinary place of the sittings in the council hall of the said county, in the parish of Sainte-Croix; the lands hereinafter described will be sold by public auction, in abating, to whoever will offer to pay the amounts to be levied, including costs, for the least part of the said lands, which will be auctioned in default of payment before the auction, of the municipal taxes and school assessments hereinafter mentioned and the costs incured to effect the said sale.

La municipalité de Sainte-Françoise — The municipality of Sainte-Françoise

Nom des propriétaires — Name of Owners	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes municipales — Municipal taxes	Cotisations scolaires — School taxes	Total
Philippe Gagnon	723-86	$30.22	$34.93	$65.15

La municipalité de Sainte-Emmélie — The municipality of Sainte-Emmélie

Alain Bélanger	128	48.55	149.50	198.05
Succ.-Est. Georges Fournier	192-sub. 188	59.61	34.89	94.50
Girard Pagé	192-sub. 20	6.00	25.47	31.47
Georges-Emile Bizier	192-sub. 29	24.21	22.50	46.71
René Blais	192-sub. 236	8.00	16.50	24.50

La municipalité de Saint-Narcisse de Beaurivage — The municipality of Saint-Narcisse de Beaurivage

Alphonse Camiré	70-72	7.10	13.59	20.69

Sainte-Croix, 7 janvier 1949.
Le Secrétaire-trésorier, C.M.C.L.,
24082-3-2-o JOSEPH BÉDARD.

Sainte-Croix, January 7th, 1949.
JOSEPH BÉDARD,
24082-3-2-o Secretary-Treasurer, M.C.L.C.

Canada, Province de Québec,
District de Saguenay

LA CORPORATION DE COMTÉ DE CHARLEVOIX-EST

Avis public est par les présentes donné par le soussigné que les propriétés ci-après décrites, y compris les bâtisses dessus érigées seront vendues à l'enchère publique, dans la salle de l'École Supérieure, en le village de La Malbaie, JEUDI, le DIX MARS mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes non payées et les intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, en plus des frais qui ont été ou peuvent être encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais soient payés antérieurement.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-ETIENNE DE LA MALBAIE

McNicoll, Joseph, St-Charles, Rivière Mailloux.—Les lots de terre numéros six cent soixante et cinq, six cent soixante et six, six cent soixante

Canada, Province of Quebec
District of Saguenay

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHARLEVOIX-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned, that the properties hereinafter described, including the buildings thereon erected, will be sold by public auction, in the High School (salle de l'École Supérieure), in the village of La Malbaie, on THURSDAY, the TENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and forty-nine at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of taxes and interested mentioned in the following statement, together with the costs incurred or to be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-ETIENNE DE LA MALBAIE

McNicoll, Joseph, St-Charles, Rivière Mailloux.—The lots of land numbers six hundred and sixty-five, six hundred and sixty-six, six hundred

et sept et six cent soixante et neuf (665, 666, 667 et 669) au cadastre officiel de La Malbaie, avec bâtisses, tous situés en le rang St-Charles, de la dite paroisse. Toute cette partie nord-est du lot de terre numéro six cent soixante et trois (P.N.E. 663) au cadastre officiel de la paroisse de la Malbaie, située en le rang St-Charles, et comprise entre le chemin public du dit rang au sud-ouest et cette partie de la seigneurie Nairn maintenant possédée par L. P. Dufour, au nord-est, par toute la largeur du dit lot;

Toute cette partie nord-est du lot de terre numéro six cent soixante et quatre (P.N.E. 664) au cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie, située en le rang St-Charles, comprise entre le chemin public actuel au sud-ouest et cette partie de la Seigneurie Nairn, maintenant possédée par L. P. Dufour, au nord-est, par toute la largeur du dit lot. Taxes municipales: $15.97; taxes scolaires: $33.50. Total: $49.47.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-IRÉNÉE

Perron, Gérard, Notre-Dame des Monts, Charlevoix.— Un certain terrain en la première concession de St-Antoine, contenant trois perches et six pieds de front, sur deux arpents et cinq-perches de profondeur, plus ou moins, borné en front au chemin public de la dite concession et en arrière à Arthur Tremblay, ensemble avec toutes les bâtisses dessus construites, l'immeuble ci-dessus étant et composant une partie du lot de terre numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Irénée. Taxes municipales: $10.19; Taxes scolaires: $32.52. Total: $42.71.

Donné à Rivière Malbaie, ce septième jour du mois de janvier, mil neuf cent quarante-neuf.

Vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
24085-3-2-o P. R. BOULIANE.

and sixty-seven and six hundred and sixty-nine (665, 666, 667 and 669) on the official cadastre for the parish of La Malbaie—with buildings, all situate in the St-Charles range, of the said parish.

All the northeast part of the lot of land six hundred and sixty-three (N.E. Pt. 663) on the official cadastre for the parish of La Malbaie, situate in the St-Charles range, and comprised between the public road of the said range on the southwest and that part of the Seigniory Nairn now owned by L. P. Dufour, on the northeast, by the whole width of the said lot;

All that northeast part of the lot of land number six hundred and sixty-four (N.E.P. 664) on the official cadastre for the parish of La Malbaie, situate in the St. Charles range, comprised between the present public road on the southwest and that part of the Nairn Seigniory now owned by L. P. Dufour, on the northeast, by the whole width of the said lot. Municipal taxes: $15.97; school taxes: $33.50. Total: $49.47.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST-IRÉNÉE

Perron, Gérard, Notre-Dame des Monts, Charlevoix.—A certain lot of land in the first concession of St-Antoine, measuring three perches and six feet in front, by two arpents and five perches in depth, more or less, bounded in front by the public road of the said concession and in rear by Arthur Tremblay, together with all the buildings thereon erected, the above immovable being and comprising a part of the lot of land number one hundred and ninety-seven (197) on the official cadastre for the parish of St-Irénée. Municipal taxes: $10.19; school taxes: $32.52; Total: $42.71.

Given at Rivière Malbaie, this seventh day of the month of January, one thousand nine hundred and forty-nine.

True copy.

P. R. BOULIANE,
24085-3-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARTHABASKA

Avis public est par le présent donné par le soussigné C. R. Garneau, N.P., secrétaire-trésorier de la Municipalité du comté d'Arthabaska, que JEUDI, le DIXIEME jour de MARS mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, à la salle du conseil municipal à Arthabaska, chef-lieu du comté, seront vendus à l'enchère publique les immeubles ci-après désignés pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ses taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés, avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA

Public notice is hereby given by the undersigned, C. R. Garneau, N.P., secretary-treasurer of the municipality of the county of Arthabaska, that on THURSDAY the TENTH day of MARCH nineteen hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, in the Municipal Council Hall of Arthabaska Chef-place of the county, there will be sold by public auction the hereunder described immoveables, for non-payment of municipal and school taxes, costs and charges due on each of the said immoveables, unless the same taxes, costs and charges be paid, before the sale, together with costs incurred, namely:

Municipalité de Saint-Valère de Bulstrode — Municipality of Saint-Valère de Bulstrode

Propriétaire — Owner	Canton — Township	Cadastre	Rang — Range	Lot	Superficie — Area	Total
Mme-Mrs. Vve-Wid. Joseph Hamel.	Warwick.....	1023.....	10.....	10.....	59.....	$ 78.98

Municipalité de Saint-Rémi de Tingwick — Municipality of Saint-Rémi de Tingwick

Georges Bolduc.....	Tingwick.....	1004 & 1005	10.....	15.....	135.....	104.87

Municipalité de Saint-Jacques de Horton — Municipality of Saint-Jacques de Horton

Prorpriétaire — Owner	Canton — Township	Cadastre	Rang — Range	Lot	Superficie — Area	Total
Mme-Mrs. Emmanuel Côté	Horton	275-276-277	6.....	15.....	156.....	216.83

Municipalité de Sainte-Clotilde de Horton — Municipality of Sainte-Clotilde de Horton

J.-Nap. Bélanger.....	Simpson	p.8d. p.9. . .	11.....	829.....	150.....	178.35
J.-Nap. Bélanger.....	Simpson	p. 8a	12.....	8.....	35.....	
Ephrem Milette	Horton	p. 83	3.....	p. 6-p. 7 .	30.....	170.67

Municipalité du village de Princeville — Municipality of the village of Princeville

Edmond Bélanger.....	Stanfold	p. 26-p. 26 de-of 64 Princeville.	9.....	.....	.....	31.43

Municipalité du comté d'Arthabaska — Municipality of the county of Arthabaska

Mme-Mrs. Calixte Bussière, Wilfrid Gagné.	Stanfold	p. 1c, p. 1d, p. 2a.	9.....	.....	135.....	52.92

Donné sous mon seing à Arthabaska, ce quinzième jour de janvier mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier de la municipalité du comté d'Arthabaska,
C. R. GARNEAU.
24084-3-2-o

Given under my hand at Arthabaska, this fifteenth day of January, 1949.

C. R. GARNEAU,
Secretary-Treasurer of the Municipality of the County of Arthabaska.
24084-3-2-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE

Avis public est donné que les terrains suivants seront vendus a l'enchère en la salle du Comté à Mont-Laurier, le DIXIEME jour de MARS 1949, à DIX heures A. M., à défaut du paiement des taxes dues sur iceux et des frais.—Abréviations employées ci-dessous: N.Nord;S. Sud;E.Est; O.Ouest;pr.propriétaire; rg. rang;bn. borné; pt.partie;ch.chemin; pc. public; ru.residu;pds.pieds;lr.largeur; lg.longueur; sup.superficie.

CANTON JOLY

Nos.	Taxes
7 et 8,Rang I,Henri Clot,pr.....	$ 2.75
6,7,8,9,10rang G,Mme Donat Valiquette	43.96
13 rang "H",Gérard Cormier,Pr.....	16.42
16 rang H.,Louis Amadei.Pr.	19.75
15 et 16 rg."J",Grenat Canada Ltée.Pr..	491.91
14 rg.H.Georges Cormier,Pr.	32.01
Pt.15G rg.G.100x125 pds; bn.en front N. ch.pc;et autres endroits par ru.no.15G, située a 315 pds du lot 15c Auguste Brisson.pr.....	24.80

VILLAGE DE LABELLE

192,Gérard Pepin,Pr.....	1.00
Pt.224,:25x100pds; bn.N.lot 222;Est.no. 220;S.et O., ru.lot 224. Aldège Denis.Pr.	1.00

CANTON LA MINERVE

18.Rg.3,Wilfrid Bonnenfant,Pr.....	30.78
22,Rg.3,Louis Jubinville,pr	35.99
24c Rg.12,Paul Charette,pr..	1.98

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF LABELLE COUNTY

Public notice is given that the following lands will be sold by public auction in the County Hall, at Mont-Laurier, the TENTH day of MARCH 1949, at TEN o'clock a.m. in default of payment of taxes due thereon and costs. Abreviations used below: N. North; S. South; E. East; W. West; pr. proprietor; rg. range; bd. bounded; pt. part; rd. road; pc. public; ru. residue; ft. feet; wd. width; lt. length; sup. superficies.

JOLY TOWNSHIP

Nos.	Taxes
7,8, Rg, I. Henri Clot, pr.	$ 2.75
6,7,8,9,10 Rg. "G", Mrs. Donat Valiquette	43.96
13 rg. "H", Gérard Cormier, pr.	16.42
16 Rg. "H", Louis Amadei, Pr.	19.75
15 et 16 Rg. "J"; Grenat Canada Ltd. pr	491.91
14 Rg. "H", Georges Cormier, pr.....	32.01
Pt. 15G rg. "G", 100x125 ft.bd.in front N. pc rd.and other parts by ru.no. 15G,situated to 315 ft of lot 15C, Auguste Brisson, Pr.	24.80

LABELLE VILLAGE

192, Gérard Pepin, Pr.....	1.00
Pt.224, 25x100 ft.Bd.N.lot 222; E.no. 220; S. & W.ru.lot 224, Aldège Denis, Pr.	1.00

MINERVE TOWNSHIP

18, Rg. 3, Wilfrid Bonnenfant, Pr.	30.78
22, Rg. 3, Louis Jubinville, Pr.	35.99
24C,Rg.12, Paul Charette, Pr.	1.98

MACAZA (CANTON MARCHAND)		MACAZA (MARCHAND TOWNSHIP)	
11,Rg.Est,Riv.Rouge.L.J.de Laduran-taye.	41.96	11, Rg.East,Rouge Riv.L.J.DeLaduran-taye	41.96
A,Rg.Est,Riv.Rouge.L.J.de Laduran-taye.	61.90	A rg. East,Rouge Riv.L.J.DeLaduran-taye	61.90
13ARg.Est,Riv.Rouge.Michel Toponis-ki,pr.	6.24	13A rg.East,Rouge Riv.Michel Topo-niski, Pr.	6.24
18 Rg.3,Joseph Supenski,pr.	9.90	18, rg. 3, Joseph Supenski, Pr.	9.90
19,Rg.3,"Magourex" Pr.	9.13	19, rg. 3, "Magourex", Pr.	9.13
12A rg.7,Albert St-Martin.pr.	11.53	12A, rg. 7, Albert St-Martin, Pr.	11.53
13A,Rg.7,Albert St-Martin.pr.	44.97	13A, rg. 7, Albert St-Martin, Pr.	44.97
13B,rg.7,Albert St-Martin,pr.	11.51	13B, rg. 7, Albert St-Martin, Pr.	11.51
7,Rg.8,Lucien Charpentier,pr	50.85	7, rg. 8, Lucien Charpentier, Pr.	50.85
8,rg.8,Mme Cabana.pr.	13.75	8, rg. 8, Mrs. Cabana, Pr.	13.75
14,rg.7,Miki Kouzinski,p.	51.11	14, rg. 7, Miki Kousinski, Pr.	51.91
VLLAGE DE L'ANNONCIATION		L'ANNONCIATION VILLAGE	
215,avec bâtisses.Henri Pagé Succ.pr.	14.69	215 with bldgs, Henri Pagé, Estate, Pr.	14.69
231.Henri Pagé,succ.pr.	2.62	231, Henri Pagé, Estate, Pr.	2.62
CANTONS LYNCH ET MOUSSEAU (L'ASCENSION)		LYNCH & MOUSSEAU TOWNSHIPS (L'ASCENSION)	
31,32,Rg.4 (Mousseau) Henri Tremblay. pr.	3.21	31,32,Rg.4,(Mousseau), Henri Trem-blay, Pr.	3.21
13,Rg.5,Lynch,Roland Desjardins.pr.	1.40	13, Rg. 5, Lynch, Roland Desjardins,Pr.	1.40
(CANTON TURGEON)		TURGEON TOWNSHIP	
89,90,Rg.A.Albini Bergogne.pr.	86.26	89,90, Rg. A. Albini Bergogne,Pr.	87.26
93,Rg.D,Sydney Perks,pr.	34.20	93, Rg. D, Sydney Perks, Pr.	34.20
8,Rg.3,Jacques Rousseau.pr.	103.52	8, rg. 3, Jacques Rousseau, Pr.	103.52
13B,Rg.4,Noel Martineau.pr.	28.55	13 B, rg.4, Noel Martineau, Pr.	28.55
12a,12b,Rg.4,Camille Charette.pr.	1.00	12a,12b, rg. 4, Camille Charette,Pr.	1.00
CANTON LORANGER		LORANGER TOWNSHIP	
15,Rg.5,Lynn Parker,pr.	28.97	15, Rg. 5, Lynn Parker, Pr.	28.97
48,Rg.5,Armand Paiement.pr.	1.00	48, Rg. 5, Armand Paiement, Pr.	1.00
20A,20B,21,22,Rg.6,Augustin Blais.pr.	39.82	20A,20B,21,22, rg.6, Augustin Blais,Pr.	39.82
51,52,rang 6,Henri Bigras et H. Bastien.	1.00	51,52,rg.6, Henri Bigras et H. Bastien	1.00
VILLAGE DE NOMININGUE		NOMININGUE VILLAGE	
289,Lucien Paiement.pr.	1.00	289, Lucien Paiement, Pr.	1.00
CANTON BOYER		BOYER TOWNSHIP	
9-2-9,Rg.3,Chevrefils Belisle.pr.	.60	9-2-9, Rg. 3, Chevrefils Belisle, Pr.	.60
17,Rg.5,Wellie Marcotte.pr.	19.15	17, Rg. 5, Wellie Marcotte, Pr.	19.15
18,Rg.5,Wellie Marcotte.pr.	5.76	18, Rg. 5, Wellie Marcotte, Pr.	5.76
9-12,Rg.3,Wellie Marcotte.pr.	18.89	9-12, rg. 3, Wellie Marcotte, Pr.	18.89
Pt.12,Rg.4,Bn.N.,Ru lot 12,rg.4:E. Route Nationale;S.par ptie no.12,Rg.3;0. par no.12,Rg.4; Paul Dubois.pr.	14.74	Pt.12, Rg.4,Bd.N.Ru. lot 12,Rg.4;E. Nationale Road;S.by part lot no.12, Rg.3;W.by Ru.no.12,rg.4; Paul Du-bois, Pr.	14.74
29 Rg.6,Jules Beck,pr.	15.89	29, Rg. 6, Jules Beck, Pr.	15.89
CANTON KIAMIKA		KIAMIKA TOWNSHIP	
11et 12 Rg. S. Ch. Chapleau.A.Lépine pr.	5.63	11 et 12 Rg.S.Chapleau Rd. A. Lépine, Pr.	5.63
13a et 14a,Rg.S.Ch.Chapleau.Roméo Lépine.pr.	10.40	13a et 14a,Rg.S.Chapleau Rd. Roméo Lépine	10.40
Ptie 18a,Rg.6,bn.E.Albertine Daignault; S. et O.par ch.pc;et N.ru,du lot. Au-rore Lacasse.pr.	4.96	Ptie 18a,rg.6,Bd.E. Albertine Daignault; S. & W.by pc Rd;N.ru lot.Aurore Lacasse, Pr.	4.96
Ptie.Est 52 Rg.7,Francis Charbonneau. pr.	4.20	Pt.East 52,Rg.7, Francis Charbonneau, Pr.	4.20
6 rang 12, Ephrem Chartrand.pr.	9.90	6 Rang 12, Ephrem Chartrand, Pr.	9.90
VILLAGE DE VAL-BARRETTE		VAL-BARRETTE VILLAGE	
Ptie 8 et 9,telles que décrites à l'acte enregistré no.32042.Francis Charbon-neau,pr.	16.75	Pts.8 et 9,as described in Deed registered no.32042. Francis Charbonneau, Pr.	16.75

CANTON CAMPBELL (ET CAMPBELL-EST)

46,Rg.4,René Brisebois.pr 13.64
7, Rg.3,Antoine Villemaire,pr..... 30.38
16,17a,17b,Rg.3,Lionel Soucy,pr..... 5.54
16,Rg.B.Emile Pauzé pr..... 51.60
13,Rg.B.Emile Pauzé,pr..... 47.39
18,Rg.B.Roméo Doré,pr..... 77.48
14,Rg.C.Ladislas Whissel.pr..... 23.27
15,Rg.C.Ladislas Whissel,pr..... 31.53
16,Rg.F.Honoré Ringuette,pr..... 26.82
15,Rg.E.Oliva Labelle.pr..... 18.94
18,Rg.E. Hervé Boulanger.pr 22.36
16,Rg.E.Succ. Bernard Acamo..... 20.00
17,Rg.E.Succ.Bernard Acamo..... 29.29

CANTONS BLAKE ET WELLS ET MCGILL

31,32,33,34,35,36,Rg.1,Blake sauf pts déjà vendues;Robert Townsend.pr. . . 180.26
37-A,Rg.1,Blake,mns pt.de Magloire Valiquette;Anna Slosser,pr..... 95.87
Pt.51-1,Rg."A",Wells,75x150pds;bn.S. ch.pc;E.,N. et O.par Ptie de"The Singer Mfg. Co.;Sylvio Gougeon.pr. 31.34
La demie ouest no.17 et le no.16 Rg.3, McGill.Adelard Sarrazin.Pr. 53.53
16 Rg.1, Wells;Alcide Lefebvre.Pr..... 45.47

CANTONS WABASSEE ET BOUTHILLER (PONTMAIN)

20B rg.2,Wabassee,Succ.Ernest Grenier et Dame Aldéa Paquette.pr. 11.00
40,41,42,Rg.10,Bouthiller.Fidelème Blais..... ..... 54.20

CANTON GRAVEL (MT-ST-MICHEL)

37,Rg.3,Gravel Succ. Lefebvre 50.45

CANTON DÉCARIE

10,Rg.7.Roméo Auclair,pr. 34.68
57,58,Rg.10,Pierre Belec,pr. 94.71
61,Rg.10,Damien Bélec,pr. 23.40
6,Rg.6,,Dame H. Corbeil.pr..... 9.09
55,Rg.10,P.E.Ypperciel,pr..... 18.63
31,Rg.10,Paul L'Allier,pr..... 17.68
26-15,Rg.7,Dame Simon Melançon.pr .. 5.75
12,Rg.6,Gérard Millette.pr..... 9.09
60,Rg.11,Nap.Montpetit,Pr..... 36.66
1,Rg.7,Pierre Ouellette.pr..... 1.54
18,Rg.7,Germain Desloges.pr. 35.56

VILLAGE DE MONT-LAURIER

13,Succ.Georges Brazeau,pr. 44.15
1254, Mme Charles Giguère,pr. 14.12
1631, Henri Grenier,pr 42.25

Mont-Laurier ce 8 janvier 1949.

Le Sec.-Très. du Comté de Labelle,
P. MORISSETTE.

24080-3-2-o

CAMPBELL TOWNSHIP (AND CAMPBELL-EST)

46,Rg.4,René Brisebois, Pr.. . . . . 13.64
7,Rg.3,Antoine Villemaire.pr.. . . . . 30.38
16,17a17b, Rg. 3, Lionel Soucy, Pr.. . . 5.54
16, Rg. B. Emile Pauzé Pr.. . . . . 51.60
13, Rg B. Émile Pauzé, Pr.. . . . . 47.39
18, Rg. B. Roméo Doré. Pr.. . . . . 77.48
14, Rg. C. Ladislas Whissell. Pr.. . . . . 23.27
15, Rg. C. Ladislas Whissell. Pr.. . . . . 31.53
16, Rg. F. Honoré Ringuette. Pr.. . . . . 26.82
15, Rg. E. Oliva Labelle. Pr.. . . . . 18.94
18, Rg. E. Hervé Boulanger, Pr. 22.36
16, Rg. E. Estate Bernard Acamo. Pr . 20.00
17, Rg. E. Estate Bernard Acamo.Pr.. . 29.29

BLAKE & WELLS TOWNSHIPS AND MCGILL

31,32,33,34,35,36, Rg.1,Blake (less pts already sold; Robert Townsend.Pr... 180.26
37-A rg.1, Blake,less pt. of Magloire Valiquette; Anna Slosser. Pr.. ..... 95.87
Pt. 51-1, Rg. "A" Wells: 75x150 ft. bd.S.Pc. E.N. & W. by Pt.of "The Singer Mfg, Co."-Sylvio Gougeon. Pr..... 31.34
Half West no.17 and lot 16, Rg. 3, Mc Gill: Adelard Sarrazin.Pr..... 53.53
16, Rg. 1, Wells; Alcide Lefebvre. Pr... 45.47

WABASSEE & BOUTHILLER TOWNSHIPS (PONTMAIN)

20B rg. 2, Wabassee.Estate Ernest Grenier & Mrs Aldéa Paquette.Pr..... 11.00
40,41,42,rg.10,Bouthiller.Fideleme Blais 54.20

GRAVEL TOWNSHIP (MT-ST-MICHEL)

37, rg. 3, Gravel, Estate Lefebvre..... 50.45

DECARIE TOWNSHIP

10, Rg. 7, Roméo Auclair, Pr..... 34.68
57,58,Rg. 10, Pierre Belec.Pr. ... 94.71
61,Rg. 10, Damien Bélec.Pr..... 23.40
6, Rg. 6, Dame H. Corbeil.Pr..... 9.09
55, Rg. 10, P.E.Ypperciel.Pr..... 18.63
31, Rg. 10, Paul L'Allier.Pr..... 17.68
26-15, Rg. 7, Mrs Simon Melançon.Pr. 5.75
12, Rg. 6, Gérard Millette.Pr..... 9.09
60, Rg. 11, Nap.Montpetit,Pr..... 36.66
1, Rg. 7, Pierre Ouellette,Pr..... 1.54
18, Rg. 7, Germain Desloges.Pr..... 35.56

MONT-LAURIER, VILLAGE

13, Estate Georges Brazeau, Pr..... 44.15
1254, Mrs Charles Giguère, Pr..... 14.12
1631, Henri Grenier, Pr..... 42.25

Mont-Laurier, January 8, 1949.

P. MORISSETTE,
Secry.-Treas. of the County of Labelle.

24080-3-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 3

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Ginsberg vs Katz 235
Ratté vs Rodrigue 235

Index of the Quebec Official Gazette, No. 3

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Ginsberg vs Katz 235
Ratté vs Rodrigue 235

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

44 — Concernant le village minier de Pascalis 239
49 — Loi concernant les électriciens et les installations électriques 241
50, section "A" — Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec 236
50, section "B" — Industrie des matériaux de construction dans la Province 240
50, section "C" — Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke. 240

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 185

AVIS DIVERS:

Centre Marial Canadien (Directeurs) .. 246
Charlesbourg, village de (Obtention de lettres patentes) 244
Club de Tennis Belvédère (Directeurs) 249
Discours du Trône 246
La Caisse Populaire de Mackayville (Fondation) 244
L'Association athlétique des employés de Wayagamack — Wayagamack Employees Athletic Association) (Règlements) 244
L'Association des Détaillants de Produits Alimentaires de Chicoutimi (Formation) 245
Milk for Health, Incorporated — La Santé par le Lait, Incorporée (Directeurs) 244
Northern Resorts Association of the Laurentians (Directeurs) 249
Norway Bay Municipal Association (Règlement) 246
Notre-Dame de Grâce Community Council Inc. (Règlements) 249
Peck Rolling Mills, Limited (Distribution de l'actif) 245
Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Causapscal (Formation) 249
The MacPherson Cemetery Association (Règlement) 245

CHARTES — ABANDON DE:

Carlton Club Incorporated. 250
Fortier, Brisebois, Inc. 250
Norma Inc. 251
Peck Rolling Mills, Limited. 250
Willowdale Realties Inc. 251
Yorkmills Securities Limited 250

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Association des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec 204
Cap-de-la-Madeleine, cité de *et al* 203
Chicoutimi, cité de. 208
Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke 204
Commission des Écoles Catholiques de Verdun 213
Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse du Saint-Cœur de Marie. 210
Cowansville, ville de 211
Dionne Limitée. 209
Dominicaines Missionnaires Adoratrices. 206
East Angus, ville de. 209
Gagné, Jean-Jacques 210

ORDERS IN COUNCIL:

44 — Concerning the Mining Village of Pascalis 239
49 — Electricians and Electrical Installations Act. 241
50, part "A" — Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec 236
50, part "B" — Building materials industry in the Province. 240
50, part "C" — Barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke .. 240

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 185

MISCELLANEOUS NOTICES:

Centre Marial Canadien (Directors) .. 246
Charlesbourg, village of (Application for letters patent). 244
Club de Tennis Belvédère (Directors) .. 249
Speech from the Throne 246
La Caisse Populaire de Mackayville (Foundation). 244
L'Association athlétique des employés de Wayagamack—(Wayagamack Employees Athletic Association) (By-laws). 244
L'Association des Détaillants de Produits Alimentaires de Chicoutimi (Formation). 245
Milk for Health, Incorporated — La Santé par le Lait, Incorporée (Directors). 244
Northern Resorts Association of the Laurentians (Directors). 249
Norway Bay Municipal Association (By-law). 246
Notre-Dame de Grâce Community Council Inc. (By-laws) 249
Peck Rolling Mills, Limited (Distribution of the assets) 245
Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Causapscal (Formation) 249
The MacPherson Cemetery Association (By-law) 245

CHARTERS — SURRENDER OF:

Carlton Club Incorporated. 250
Fortier, Brisebois, Inc. 250
Norma Inc. 251
Peck Rolling Mills, Limited. 250
Willowdale Realties Inc. 251
Yorkmills Securities Limited 250

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Association of Forest Engineers of the Province of Quebec 204
Cap-de-la-Madeleine, city of *et al* 203
Chicoutimi, city of. 208
Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke 204
Verdun Catholic School Board 213
Parish Priest and Churchwardens of l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse du Saint-Cœur de Marie. 210
Cowansville, town of 211
Dionne Limited 209
Dominicaines Missionnaires Adoratrices. 206
East Angus, town of 209
Gagné, Jean-Jacques 210

Gauthier, François-Xavier alias Edmond 209
Giffard, village de 212
Granby, cité de 202
La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec 208
La Rochelle, municipalité de 213
L'Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie 210
L'Ordre des mineurs conventuels 214
Mont-Royal, ville de 212
Québec, cité de 213
Romaine River Railway Company 210
Simpsons Limited 251
Ste-Anne du Lac, village de *et al* 206
Ste-Thérèse, ville de 207
St-Hyacinthe, cité de 207
St-Laurent, ville de 203
Succession Marius Raymond 211
Succession Alphonse-Amédée Miville Dechaine alias Dechêne 251
Thetford Mines, cité de 205

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Gabriel, paroisse de 252

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Noel. 252

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Dufresnoy, munic. scolaire de 252
Jeune-Lorette, munic. scolaire de 253
Nelson, munic. scolaire de 252
St-Denis-de-Brompton, munic. scolaire de 253
Ste-Agnès-de-Dundee, munic. scolaire de 253
St-Jacques-de-Horton, munic. scolaire de 253

TERRES ET FORÊTS:

St-Roch Nord, paroisse de 254

TRAVAIL:

Commission conjointe pour l'industrie de la robe de la province de Québec (Modification) 254

GREFFES DE NOTAIRES:

Cardinal, Jean-Paul 259
Handfield, Eugène 259

LETTRES PATENTES:

Acme Holding Corporation 186
Acme Meat Market Inc. 187
Atlantic Salmon Association 187
Aurora Explorations Limited 188
Canadian Cap & Hat Mfg. Inc. 188
Crystal Costume Limited 188
Do-So Iron & Metal Company Ltd. 189
Eastern Chemicals, Limited 189
Empexport Company 189
Fraternité Notre-Dame des Anges 190
Garage Despatie Limitée 190
Gelber Realty Corporation 190
J. G. Jolicœur Incorporated 191
J. G. Limitée 191
J.-M. Goulet Limitée 192

Gauthier, François-Xavier alias Edmond 209
Giffard, village of 212
Granby, city of 202
La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec 208
La Rochelle, municipality of 213
Industrial Life Insurance Company 210
Order Minor Conventuals 214
Mount-Royal, town of 212
Quebec, city of 213
Romaine River Railway Company 210
Simpsons Limited 251
Ste-Anne du Lac, village of *et al* 206
Ste-Thérèse, town of 207
St-Hyacinthe, city of 207
St-Laurent, town of 203
Estate of Marius Raymond 211
Estate of Alphonse-Amédée Miville Dechaine alias Dechêne 251
Thetford Mines, city of 205

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Gabriel, parish of 252

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Noel 252

EDUCATION:

Dufresnoy, school munic. of 252
Jeune-Lorette, school munic. of 253
Nelson, school munic. of 252
St-Denis-de-Brompton, school munic. of 253
Ste-Agnès-de-Dundee, school munic. of 253
St-Jacques-de-Horton, school munic. of 253

LANDS AND FORESTS:

St-Roch North, parish of 254

LABOUR:

Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec (Amendment) 254

NOTARIAL RECORDS:

Cardinal, Jean-Paul 259
Handfield, Eugène 259

LETTERS PATENT:

Acme Holding Corporation 186
Acme Meat Market Inc. 187
Atlantic Salmon Association 187
Aurora Explorations Limited 188
Canadian Cap & Hat Mfg. Inc. 188
Crystal Costume Limited 188
Do-So Iron & Metal Company Ltd 189
Eastern Chemicals, Limited 189
Empexport Company 189
Fraternité Notre-Dame des Anges 190
Garage Despatie Limitée 190
Gelber Realty Corporation 190
J. G. Jolicœur Incorporated 191
J. G. Limitée 191
J. M. Goulet Limitée 192

Laboratoires Pharmax Ltée — Pharmax Laboratories Ltd 192
La Cie de Publication La Voix Populaire, Ltée 192
Les Entreprises Générales Ltée — General Works Ltd. 193
Les Immeubles Crevier Ltée 193
Les Produits du St-Laurent Ltée — St. Lawrence Products Ltd. 193
Levis Mouldings Co., Limited 194
MaBelle Dress Co. Ltd. 194
Modern Trading Limited 194
Montréal Exhibition Ltée — Montreal Exhibition Ltd. 195
Nicolet-Plastique Limitée — (Nicolet Plastics Limited) 195
Passe-Temps Theatre Co. Ltd. 195
Quebec Adjustment Bureau Ltd 196
Quebec Amusements Company Limited 196
R. Daigneault Ltée — R. Daigneault Ltd. 196
Regency Clothes Inc. 197
Service des Loisirs St-Ambroise (Montréal) Inc. 197
Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion. 198
St-Joseph Auto Parts Inc. 198
The Jonathan Robinson Memorial Scholarship Fund — La Fondation Commémorative de Bourses d'Etude Jonathan Robinson 198
The New Frontenac Glass Co. Ltd. 199
The Priory School Inc. 199
Watch Crystal Manufacturers Inc. 200
Wrigley Ltd. 200

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

Diverses. 200

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Dionne Limited — Dionne Limitée. 200
Eastern Townships Theatres, Inc. 201
Goldmar Mfg. Co. Ltd. 201
J. E. Samson, Incorporée 201
Kushner Textile Corporation. 201
La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited 202
Le Chatelet Inc. 202
Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée. 202

PROCLAMATION:

Concernant l'annulation de certaines compagnies composantes de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated 260

SIÈGES SOCIAUX:

Lévesque et Frères, Inc. 261
Modern Trading Limited 261

SOUMISSIONS:

Chéneville, village de. 261
Commissaires d'écoles de la cité de Hull 263
St-Sauveur-des-Monts, village de 262

VENTE PAR LICITATION:

Renaud *et al* vs Skelly *et al.* 266

Laboratoires Pharmax Ltée — Pharmax Laboratories Ltd 192
La Cie de Publication La Voix Populaire, Ltée 192
Les Entreprises Générales Ltée — General Works Ltd. 193
Les Immeubles Crevier Ltée 193
Les Produits du St-Laurent Ltée — St. Lawrence Products Ltd. 193
Levis Mouldings Co., Limited 194
MaBelle Dress Co. Ltd. 194
Modern Trading Limited 194
Montréal Exhibition Ltée — Montreal Exhibition Ltd. 195
Nicolet-Pastique Limitée — (Nicolet Plastics Limited) 195
Passe-Temps Theatre Co. Ltd. 195
Quebec Adjustment Bureau Ltd. 196
Quebec Amusements Company Limited 196
R. Daigneault Ltée — R. Daigneault Ltd. 196
Regency Clothes Inc. 197
Service des Loisirs St-Ambroise (Montréal) Inc. 197
Société des Religieuses de Notre-Dame de Sion. 198
St-Joseph Auto Parts Inc. 198
The Jonathan Robinson Memorial Scholarship Fund — La Fondation Commémorative de Bourses d'Etude Jonathan Robinson 198
The New Frontenac Glass Co. Ltd. 199
The Priory School Inc. 199
Watch Crystal Manufacturers Inc. 200
Wrigley Ltd. 200

LETTERS PATENT ANNULLED:

Miscellaneous 200

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Dionne Limited — Dionne Limitée. 200
Eastern Townships Theatres, Inc. 201
Goldmar Mfg. Co. Ltd. 201
J. E. Samson, Incorporée 201
Kushner Textile Corporation. 201
La Compagnie de Téléphone du Golfe St-Laurent, Limitée — The Gulf St. Lawrence Telephone Company, Limited 202
Le Chatelet Inc. 202
Les Immeubles du Lac Etchemin Limitée. 202

PROCLAMATION:

Concerning the cancellation of certain component companies of the Montreal Light, Heat and Power Consolidated 260

HEAD OFFICES:

Lévesque et Frères, Inc. 261
Modern Trading Limited 261

TENDERS:

Chéneville, village of 261
School Commissioners of the City of Hull 263
St-Sauveur-des-Monts, village of. 262

SALE BY LICITATION:

Renaud *et al* vs Skelly *et al.* 266

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bérubé, Rosario 265
Bilodeau, J.-Armand 264

VENTES POUR TAXES:

Arthabaska 275
Beauce 220
Beauharnois 234
Champlain 271
Charlevoix-Est 274
Châteauguay 217
Compton 215
Deux-Montagnes 231
Gaspé-Est 218
Huntingdon 273
Iberville 216
Labelle 276
L'Assomption 215
L'Islet 224
Lotbinière 274
Portneuf 232
Rimouski 225
Saint-Jean 272
Témiscamingue 227
Terrebonne 220
Verchères 219

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

La Banque Canadienne Nationale vs Nault 267

BEAUCE:

La Caisse Populaire de Crambourne vs Gilbert 268

IBERVILLE:

Raymond vs Berthiaume *et al* 268

MONTRÉAL:

Metropolitan Loan Corporation vs Wilson, Sr 268

QUÉBEC:

Jolicœur vs Thiffault *et vir* 269
Cloutier vs Fortin 270
Leclerc vs Garneau 270

RICHELIEU:

Latraverse vs Fontaine 271

24087-o

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bérubé, Rosario 265
Bilodeau, J.-Armand 264

SALES FOR TAXES:

Arthabaska 275
Beauce 220
Beauharnois 234
Champlain 271
Charlevoix-East 274
Châteauguay 217
Compton 215
Two Mountains 231
Gaspé East 218
Huntingdon 273
Iberville 216
Labelle 276
L'Assomption 215
L'Islet 224
Lotbinière 274
Portneuf 232
Rimouski 225
Saint-Jean 272
Témiscamingue 227
Terrebonne 220
Verchères 219

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

La Banque Canadienne Nationale vs Nault 267

BEAUCE:

La Caisse Populaire de Crambourne vs Gilbert 268

IBERVILLE:

Raymond vs Berthiaume *et al* 268

MONTREAL:

Metropolitan Loan Corporation vs Wilson, Sr 268

QUEBEC:

Jolicœur vs Thiffault *et vir* 269
Cloutier vs Fortin 270
Leclerc vs Garneau 270

RICHELIEU:

Latraverse vs Fontaine 271

24087-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, Imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.